n° 3932 semaine du 12 au 18 novembre 2026

L'EXPRESS

Les démocrates en piste pour l'après-Trump

Sciences Po, l'art délicat d'enseigner la guerre

Thierry Breton : ses projets pour 2027

Sciences : quand la Chine s'éveille

LA MANIPULATION GAZA

ENQUÊTE SUR LA GRANDE INSTRUMENTALISATION DE JEAN-LUC MÉLENCHON



M 01722 - 3932 - F: 7,90 €
DOM : 7,90 € • ALLEMAGNE : 8,50 € • BELGIQUE, ESPAGNE, GRÈCE, ITALIE, PAYS-BAS, PORTUGAL, CORSE : 7,90 € • LUXEMBOURG : 8,30 €
AFRIQUE CFA : 4 800 CFA • POLYN. : 1 200 XPF • N.-CAL. : 1 200 XPF
CANADA : 12,95 CAD • MAROC : 85 MAD • TUNISIE : 10 TND • SUISSE : 9,90 CHF

RENAULT CLIO
FULL HYBRID E-TECH

1 000 km d'autonomie avec un seul plein[1]
consommation 3,9 l/100 km[2]
jusqu'à 40% d'économie de carburant[3]
jusqu'à 80% de conduite électrique en ville[4]
full hybrid E-Tech 160 ch sans recharge
Google intégré[5] et plus de 100 apps disponibles

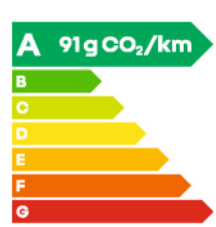
270€ à partir de /mois[6]

2 mois de loyer offerts[7]

LLD 37 mois. 1er loyer 3 000€
3 ans de garantie et assistance 24/24 offerts[8]

profiter de l'offre







modèle présenté : Renault clio esprit alpine full hybrid e-tech 160 ch avec option peinture métallisée à 355€/mois,[9] 1er loyer 3 000€. contrat garantie Renault offert.[10] (1) jusqu'à 1 000 km, selon version et équipements avec un plein d'essence.* (2) consommation mixte.* (3) motorisation full hybrid e-tech comparée à essence tce 115 sur cycle wltp urbain (interne Renault/2025). (4) résultats d'essais internes utilisant la phase urbaine (low) du wltc (worldwide harmonized light vehicles test cycle). % du temps de trajet, variant selon les conditions de roulage effectives (type de route, style de conduite et conditions météorologiques). (5) en option selon version. toutes les marques Google sont la propriété de Google LLC. (6) ex. pour Renault clio full hybrid e-tech evolution 160 ch, hors options. (7) 3e et 4e loyers offerts. (6)(9) locations longue durée, 37 mois/30 000 km max si accord diac, s.a. au capital de 415 100 500€ - 80-90 av. du maréchal de lattre de tassigny 94127 fontenay-sous-bois cedex - siren 702 002 221 - rcs créteil. restitution véhicule chez concessionnaire en fin contrat + paiement frais remise en état standard et km sup. (10) détails du contrat garantie sur renault.fr. offres à particuliers non cumulables, valables **du 2 au 30/11/26** dans réseau Renault participant pour toute commande Clio neuve. **consommations mixtes min/max (l/100 km)*: 3,9/6,7. émissions co_2 min/max (g/km)*: 89/118. *selon données wltp.** Renault s.a.s. rcs nanterre 780 129 987.

Renault recommande Castrol

renault.fr

pensez à covoiturer #SeDéplacerMoinsPolluer

Comme on était pressés de vous annoncer qu'on est la première mutuelle des agents du service public, on a choisi L'Express.

MGEN est la première mutuelle des agents du service public, et couvre 72 % de celles et ceux qui s'engagent pour l'intérêt général.

Mais cette position va bien au-delà d'un simple classement.
C'est être responsable de 4,7 millions d'adhérentes et adhérents partout en France, et les protéger pour qu'ils puissent mieux vivre au quotidien.

C'est aussi rester au plus près d'eux, grâce à 130 agences et espaces d'accueil répartis sur le territoire.

C'est faire vivre un modèle mutualiste où la performance est au service du progrès social, sans actionnaire et au service de l'intérêt général.

Alors, si on s'adresse à vous aujourd'hui, c'est surtout pour vous dire :

Être la première mutuelle des agents du service public, ça nous engage.

mgen
GROUPE VYV

Santé
Prévoyance
Épargne
Retraite

MGEN, membre du Groupe VYV, est une mutuelle immatriculée sous le n° SIREN 775 685 399 soumise au code de la mutualité et la première mutuelle en cotisations santé individuelle. Classement Argus de l'assurance, oct 2025.

L'ŒIL DE L'EXPRESS

8 **L'édito d'Eric Chol**
La France a besoin d'une règle d'or budgétaire tout de suite !

10 **L'œil de L'Express**
Midterms : les milliardaires n'achètent pas une élection
-
Non, M. Mélenchon, le Donbass ne peut choisir ce qu'il veut

12 **L'édito Erasme de Luc de Barochez**
L'année 2026, millésime antipopuliste

14 **Chronique : Julia de Funès**
IA : l'ânesse, le renard et les guêpes jalouses

EUROPE

16 **Ces jeunes payés pour tuer à travers les frontières**

19 **L'Estonie, à la pointe de la lutte contre la cybermenace russe**

22 **Chronique : Catherine Fieschi**
La victoire silencieuse de Poutine

24 **Le comparateur**
Le logement : une crise continentale, des réponses nationales

MONDE

26 **L'après-Trump, c'est maintenant**

28 **Ces démocrates qui rêvent déjà de la Maison-Blanche**

30 **Les Russes pris au piège d'une mobilisation cachée**

SECRET-DÉFENSE

32 **A Sciences Po, guerre froide et passes d'armes autour des *war studies***

34 **Confidentiel**

EN COUVERTURE

36 **Gaza : chronique d'une instrumentalisation**

38 **Comment le sort des Palestiniens échauffe les débats en Europe**

40 **Voile à l'école : l'autre bataille culturelle chez les insoumis**

FRANCE

42 **Thierry Breton, arrière-pensées présidentielles**

45 **Le regard d'Anne Rosencher**
La non-sélection à l'université : un slogan aux effets antisociaux

46 **Chronique : Jean-François Copé**
Quand Trotski éclipse les Lumières

EN COUVERTURE



France
P. 36
Gaza : la grande instrumentalisation de Mélenchon



SPÉCIAL JOAILLERIE
BIJOUX DE COLLECTION
L'or au-delà de l'éclat, broches, bestiaire...



L'Express donne la parole à ses lecteurs. Adressez-nous vos lettres (en précisant votre commune de résidence) par courriel à :
Courrierlecteurs@lexpress.fr
ou par courrier à :
L'Express – Courrier des lecteurs – 112, avenue Kléber 75116 Paris

BEN DENZER - A.CORNU/HANS LUCAS/REUTERS







Testez dès maintenant L'Express
à partir de 1 € seulement
et faites, avec nous, le pari de l'Europe.

IDÉES

48 **David Spector : « Dire la vérité sur l'effort à faire serait politiquement suicidaire »**

51 **Gabriel Zucman, Emmanuel Saez et « l'audit » qui secoue les économistes**

ÉCONOMIE

54 **Docteur Dario et Mister Amodei**

57 **Le baromètre des décideurs : « L'emploi doit être au cœur de la politique du logement »**

59 **Chronique : Nicolas Bouzou**
Non, la violence n'est pas nécessaire aux avancées sociales

60 **Le double jeu de la Chine lors des grands-messes sur le climat**

62 **Chronique : Robin Rivaton**
L'iPhone, un produit mondial qui ne l'est plus

MANAGEMENT

64 **Nitin Nohria : « Un bon dirigeant s'appuie sur les leaders informels »**

CAMPUS

66 **Les dessous du classement de Leiden, rival de Shanghai**

SCIENCES ET SANTÉ

68 **Christopher Murray : « Sur l'espérance de vie, les perspectives sont bonnes »**

71 **Chronique : Pr Alain Fischer**
Le réveil scientifique de la Chine

CULTURE

72 ***Coup d'Etat* : quand dix romanciers imaginent un putsch en France**

74 **Le bal masqué de Thélyson Orélien**

76 **Les tribulations d'un Français en Chine**

77 **Le Grand Chelem du mois**
Madrigall tout-puissant

77 **Palmarès livres**

78 **Un week-end à...** Marly-Le-Roi

80 **Jeux**
Mots croisés, sudoku, Tectonic

82 **In extremis de Christophe Donner**
Pierre Gagnaire ne voulait pas être chef à la place du chef

Sciences
P. 68



Christopher Murray : « Sur l'espérance de vie, les perspectives sont bonnes »



À NE PAS MANQUER

Le grand colloque de L'Express 2026 : « Les raisons d'espérer »

Le lundi 16 novembre, L'Express vous donne rendez-vous au théâtre Marigny, à Paris, pour la 4e édition de son grand colloque sur le thème « Les raisons d'espérer ». Un après-midi exceptionnel de rencontres avec des personnalités de premier plan, venues partager leurs idées et leurs analyses sur les grands enjeux à venir. Découvrez les premiers intervenants en scannant le QR code.

L'EXPRESS

Société éditrice :
L'Express Magazine
112, avenue Kléber
75116 Paris

ISSN n° 0014-5270

Directeur de la publication :
Alain Weill

Directeur de la rédaction :
Eric Chol
Directrice générale :
Diane Lemoine

Imprimé en France :
Maury imprimeur SA
(45330 Malesherbes)
CPPAP n° 0328 C 82839
Dépôt légal : novembre 2026
courrierlecteurs@lexpress.fr
SERVICE ABONNEMENTS
Vous pouvez nous joindre au **0969 325 723** de 9 à 19 heures du lundi au samedi ou par email à abonnements@lexpress.fr
Adresse postale :
CS 90006 – 59718 Lille Cedex 9
Tarifs abonnement France
1 an, 52 numéros : 130 €
(TVA 2,10 %).
Services diffuseurs n° vert :
0 805 01 4000
Ce numéro, toutes éditions confondues, a été tiré à 93 900 exemplaires.

L'Express : cahier n° 1 (édition générale : 84 pages).
Cahier thématique jeté « Luxe Joaillerie » 20 pages sur toute la diffusion kiosque.
Encart abonnement jeté sur diffusion kiosque France Métropole.
Cahier thématique déposé « Luxe Joaillerie » 20 pages sur tous les abonnés.
Encart GSK-Shingrix déposé sur la diffusion abonnés France et DOM-TOM.

Encart FIRST VOYAGES déposé sur la diffusion abonnés France et DOM-TOM.
Magazine imprimé sur du papier PEFC (sauf encarts).
Origine du papier : Italie et Allemagne ; taux de fibres recyclées : minimum 50 % ; eutrophisation, PToT : 0,004 kg/tonne.

Photos des journalistes : Charlotte Krebs et Matthieu Landry/L'Express

PEFC 10-31-1282 Certifié PEFC
ARPP autorité de régulation professionnelle de la publicité
IMPRIM'VERT
ACPM
LE TRI + FACILE

IHME/UNIVERSITY OF WASHINGTON


Il y a mieux
pour connecter
la ville.
Le groupe RATP exploite un réseau de
170 000 kilomètres de fibre optique pour
permettre à tous de rester connectés.
Bienvenue en ville.
RATP
GROUPE
BABEL – Production assistée par l'IA – RATP RCS Paris B 775 663 438 – © Anthony Robert

L'ÉDITO

PAR ERIC CHOL, DIRECTEUR DE LA RÉDACTION



La France a besoin d'une règle d'or budgétaire tout de suite !

S'il y a un domaine où nos gouvernants ont mené les Français en bateau, c'est celui des finances publiques. Il est temps de leur dire la vérité et de passer aux actes.

« Peut-on gouverner en disant la vérité ? » Le thème de l'atelier, proposé lors des Rencontres de l'Avenir organisées par Nicolas Bouzou à Saint-Raphaël (Var) peut prêter à sourire, tant la réponse paraît évidente. Bien sûr, il faut dire la vérité. Même si celle-ci est la plupart du temps escamotée ou embellie par nos gouvernants. S'il y a un domaine où ceux-ci ont systématiquement mené les Français en bateau, c'est celui des finances publiques. La gestion calamiteuse du budget par Emmanuel Macron remporte certes la palme d'or.

Mais le mal est plus ancien. Sans remonter à 1974, année du dernier excédent budgétaire, faut-il rappeler l'envol de la dette sous la présidence de Nicolas Sarkozy, avec en moyenne 5 points supplémentaires chaque année pendant son mandat ? La faute à la crise de 2008-2009, dira-t-on. Sauf que l'Allemagne, confrontée aux mêmes turbulences (et qui affichait en 2006 un endettement supérieur à celui de la France), s'est montrée beaucoup moins dispendieuse, avec un taux d'endettement atteignant 79 % en 2012 contre 91 % pour la France. C'est à cette époque que débute la grande divergence entre nos deux pays, aboutissant à l'écart phénoménal actuel (120 % de dette pour la France contre 63 % pour l'Allemagne).

Mais que peut-on apprendre de nos voisins allemands ? La discipline budgétaire, pardi ! Celle qui permet de voter des budgets responsables, en dépit de la fragmentation politique. Il existe un outil pour la mettre en œuvre : une règle d'or inscrite dans la Constitution, qui permet de plafonner les déficits. Les Allemands l'ont adoptée dans leur loi fondamentale en 2009, et de nombreux pays européens ont suivi. Ils y étaient invités par les traités européens. L'inscription dans la Constitution n'est pas une obligation mais une recommandation, ignorée par la France : on voit le résultat aujourd'hui. Il n'est pourtant pas trop tard, s'époumone l'ancien commissaire européen Thierry Breton, pour qui cette règle d'or constitue la seule solution : « Tant qu'on n'aura pas donné de gage concernant le respect de nos engagements, nous risquons de voir la position de la France continuer à se dégrader », prévient-il. De Marine Le Pen à Gabriel Attal en passant par Edouard Philippe, la plupart des candidats y seraient favorables.

M. le président de la République : il faut passer aux actes, en inscrivant le projet à l'ordre du jour du Conseil des ministres, puis en réunissant en début d'année le Congrès à Versailles, afin d'adopter avec une majorité des 3/5e le texte constitutionnel. Le chemin est étroit, mais il est réaliste et vertueux. « La France est l'un des seuls pays au monde à n'avoir pas connu une baisse de sa dette deux années de suite, rappelle François Langot, professeur d'économie à l'université du Mans : cette règle donnerait aux finances publiques une prévisibilité qui n'existe pas aujourd'hui ». De la prévisibilité, n'est-ce pas le chemin vers plus de vérité ? ✷



RCS PARIS 552 081 317

Image générée avec un outil d'IA

*L'électricité d'EDF est produite à 99% sans émissions de CO_2. Émissions directes, hors analyse du cycle de vie des moyens de production et des combustibles. Périmètre EDF SA, 2025. edf.fr/climat

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

L'énergie des Français depuis 80 ans

Midterms : les milliardaires n'achètent pas une élection

Vu l'ampleur de la vague démocrate aux Etats-Unis, l'influence des ultrariches a été surestimée.



Baptiste Gauthey
Journaliste idées

Les « ultrariches » achèteraient la démocratie. Ces derniers mois, le refrain a tourné en boucle. L'économiste Gabriel Zucman, l'un des inspirateurs de la taxe californienne sur les milliardaires, rejetée par les électeurs le 3 novembre, a attribué cet échec aux « 400 millions de dollars » injectés dans la campagne par les « milliardaires de la Silicon Valley ». Le sujet a aussi rythmé la campagne des *midterms*. En meeting à Denton, au Texas, le candidat démocrate au Sénat, James Talarico, a ainsi accusé Elon Musk d'avoir cherché à « acheter ce siège au Sénat » – l'homme le plus riche du monde a versé près d'un demi-milliard de dollars au camp républicain. Mais la vague démocrate du 3 novembre montre que l'influence de l'argent des milliardaires sur le vote a, à tout le moins, été surestimée. C'est particulièrement frappant au Texas, terre d'accueil de SpaceX et Tesla, où Elon Musk avait pourtant consacré près de la moitié de ses dons. En vain. « Nous venons de prouver que tout l'argent du monde ne fait pas le poids face au peuple », a lancé James Talarico après sa large victoire (55 % des voix) sur le candidat républicain Ken Paxton. Dans ce bastion conservateur, le gouverneur sortant Greg Abbott a lui aussi chuté face à la démocrate Gina Hinojosa.



Dans la course au poste de gouverneur de Géorgie, le candidat républicain Rick Jackson a investi plus de 200 millions de dollars de sa fortune personnelle pour tenter de battre la démocrate Keisha Lance Bottoms. Peine perdue : il s'est incliné de 8,5 points. Même scénario dans l'Ohio, où le milliardaire républicain Vivek Ramaswamy, qui avait avancé de sa poche environ 41 millions de dollars, a perdu face à la démocrate Amy Acton. Voilà qui écorne une idée reçue tenace : d'après un sondage Public First pour Politico, publié en mai 2026, 6 Américains sur 10 jugent que les milliardaires ont trop d'influence sur la vie politique (75 % chez les électeurs de Kamala Harris). L'ampleur de la défaite des républicains rappelle qu'il y a des réalités qu'une campagne – même très coûteuse – ne suffit pas à faire oublier à des électeurs bien décidés à sanctionner Donald Trump. La hausse du coût de la vie, alimentée par la guerre en Iran et les droits de douane, ou les dérives de la politique migratoire et des méthodes d'ICE, ont eu raison des candidats républicains. Les démocrates ont passé la campagne à dénoncer la mainmise des milliardaires. Mardi, les électeurs leur ont rappelé qu'eux seuls avaient le dernier mot. ✶

Non, M. Mélenchon, le Donbass ne peut choisir ce qu'il veut

Jean-Luc Mélenchon ignore-t-il que cette région d'Ukraine occupée par les Russes vit sous la terreur ?



Charles Haquet
Rédacteur en chef monde

En matière de cynisme, il semblait difficile de faire pire que Trump, qui avait lâché, le 17 octobre, que « la Russie, franchement, s'était bien comportée vis-à-vis de l'Ukraine ». Mais la sortie de Jean-Luc Mélenchon, ce 7 novembre, lors de son meeting au Bourget, sur le sort du Donbass, vaut son pesant de roubles. « Nous n'acceptons pas qu'on envisage une paix avec des concessions territoriales en Ukraine sans qu'on demande aux populations concernées si elles sont d'accord pour se trouver de ce côté-ci de la frontière ou de l'autre. C'est au peuple de décider lui-même de ce qu'il veut », a osé le leader de LFI. Mais l'ancien sénateur, toujours prompt à dénoncer des « dénis de démocratie » quand ça l'arrange, ne peut ignorer ce qu'il se passe dans ces régions qui, depuis douze ans, vivent sous le joug russe. La population y subit une pression telle qu'un million et demi d'habitants en sont partis, souvent de force, remplacés par des « colons » russes. D'autres croupissent en prison, tandis que les petits Ukrainiens sont russifiés dans les écoles – du moins ceux qui ne sont pas enlevés. Plus de 20 000 enfants ont été arrachés à leur famille et déportés en Russie et, pour certains, intégrés de force dans l'armée de Poutine. Alors une question, M. Mélenchon : comment le peuple pourrait-il « décider lui-même » s'il a un pistolet sur la tempe au moment de s'exprimer ? Pour nous en convaincre, comptez-vous évoquer les « référendums d'annexion », organisés par le Kremlin en septembre 2022 dans les quatre régions du Donbass ? Dans la seule « République populaire de Donetsk » où, pourtant, seul 1 Ukrainien sur 3 est d'origine russe, le oui à l'annexion avait obtenu 99,23 %… ✶

JONAS KALMBACH



© David Birri

© Jungfrau Region Tourismus

RÉGION DE LA JUNGFRAU : LE HASLITAL, JOYAU CACHÉ DE LA SUISSE EN HIVER

Au cœur de la Région de la Jungfrau, le Haslital cultive un hiver à part. Ski face aux sommets, descentes en luge, balades dans des paysages immaculés, spécialités gourmandes et traditions bien vivantes : ce joyau encore confidentiel de l'Oberland bernois offre de multiples expériences.

Il suffit de prendre un peu de hauteur pour comprendre. À 2 250 mètres d'altitude, depuis l'Alpen tower, le regard embrasse, par temps clair, 401 sommets. Bienvenue dans le Haslital, l'une des cinq localités qui composent la Région de la Jungfrau avec Grindelwald, Wengen, Mürren et Lauterbrunnen. Facilement accessible en transports publics depuis la France et les aéroports suisses, ce territoire de vallées et de cols alpins a pour cœur Meiringen, point de chute idéal pour rayonner dans la région.

LA MONTAGNE SOUS TOUTES SES FORMES

Les skieurs ont rendez-vous à Meiringen-Hasliberg. Le domaine aligne 60 kilomètres de pistes, mais aussi 25 kilomètres de chemins de randonnée hivernale. Les débutants disposent du Skihäsliland pour faire leurs premières traces, tandis que les amateurs de freestyle peuvent s'essayer aux différents modules du Balis Park. Et lorsque le soleil se couche, la montagne ne s'endort pas : ski et luge se pratiquent aussi de nuit, avec la possibilité de prolonger la soirée dans une cabane d'altitude.



© David Birri

Pas besoin, toutefois, de chausser des skis pour goûter à l'hiver. Randonnée, raquettes, luge ou ski de fond permettent de changer de rythme. Des pistes de fond sont notamment aménagées à Hasliberg et Guttannen, tandis que Gadmen dispose d'un domaine particulièrement vaste, avec même la possibilité de glisser tard le soir sur une piste éclairée.

L'autre expérience à tenter pourrait être l'hiver à Rosenlaui, nouveauté apparue durant la saison 2025-2026. Depuis Meiringen, un bus hivernal conduit jusqu'à la Schwarzwaldalp, avant de poursuivre vers la Grosse Scheidegg et de redescendre en luge. Le secteur se prête également aux randonnées hivernales et aux sorties en raquettes.



© Jungfrau Region Tourismus AG

DE LA NEIGE… ET BEAUCOUP DE GOURMANDISE

Le Haslital se savoure aussi à table. Sa star ? La meringue, inventée à Meiringen vers 1600. La boulangerie Frutal perpétue aujourd'hui la tradition et confectionne aussi d'autres spécialités locales, comme le Haslikuchen et le Tatzelwurm. Elle détient même le record du monde de la plus grande meringue. Pour poser ses valises tout en profitant de la gastronomie locale, Meiringen concentre différentes possibilités d'hébergement. Parmi les adresses du Haslital, l'Hôtel Victoria associe séjour et cuisine distinguée par le Gault&Millau.

Le patrimoine ne se limite pas à l'assiette. Tissage manuel, travail de la laine et traditions populaires racontent une vallée attachée à ses savoir-faire. À la fin de l'année, l'Ubersitz anime notamment Meiringen dans une atmosphère singulière. Et un autre personnage plane sur les lieux : Sherlock Holmes. C'est aux chutes du Reichenbach qu'Arthur Conan Doyle imagina la chute de son célèbre détective. Meiringen lui consacre aujourd'hui un musée. Une touche de mystère supplémentaire pour un territoire qui aime décidément multiplier les surprises.

➡ rendez-vous sur jungfrauregion.swiss/fr

Jungfrau Region

L'ÉDITO ÉRASME
par Luc de Barochez
éditorialiste
Europe



L'année 2026, millésime antipopuliste

Etats-Unis, Brésil, Israël… Depuis le début du siècle, les illibéraux n'avaient jamais subi tant de revers.

L'année 2026 se résume à une série de désastres électoraux pour le courant national populiste. Avant les Etats-Unis, il y eut le Brésil, où Bolsonaro junior a été, contre toute attente, défait par Lula à la présidentielle ; Israël, où il est douteux que Benyamin Netanyahou puisse se maintenir au pouvoir après son score médiocre ; la Hongrie, où Viktor Orban a été balayé dès le printemps ; la Serbie, où Aleksandar Vucic est tombé comme une feuille morte à l'automne.

Cependant, ce n'est pas tant l'autoritarisme et l'illibéralisme que les électeurs ont répudié. Même si ces raisons ont joué leur rôle dans plusieurs scrutins, les points communs qui relient entre elles toutes ces défaites populistes sont le rejet de la corruption ainsi que l'inquiétude devant la hausse du coût de la vie. L'enrichissement personnel, les conflits d'intérêts, le népotisme sont vomis, d'autant plus que l'inflation attisée par la guerre d'Iran rend de tels comportements des dirigeants encore plus insupportables aux yeux des citoyens.

Aux Etats-Unis, selon une enquête de Reuters, Donald Trump et sa famille proche ont gagné 2,3 milliards de dollars en cryptomonnaies depuis son retour à la Maison-Blanche début 2025. Juste avant les élections de mi-mandat, 1 électeur républicain sur 2 se disait préoccupé par la corruption. Au Brésil, le scandale de la faillite de Banco Master et son parfum de blanchiment d'argent ont pesé sur le second tour au détriment de Flavio Bolsonaro. En Israël, les affaires de prévarication et de trafic d'influence dont est soupçonné Netanyahou ont joué leur rôle en sa défaveur, même si les questions de sécurité ont dominé les débats. En Hongrie, la corruption a été le thème central de la campagne victorieuse menée par Péter Magyar pour faire tomber Orban. En Serbie, la chute de Vucic a été accélérée par les manifestations massives des étudiants contre les turpitudes de son régime, à la suite de l'effondrement de l'auvent tout juste rénové de la gare de Novi Sad qui fit 16 morts en 2024.

Ces échecs successifs prennent une dimension historique : ils marquent le premier revers d'ampleur infligé au modèle populiste illibéral qui prospère à travers le monde depuis le début du siècle. Il est significatif que trois des principales figures qui ont marqué son essor, Trump, Orban et Netanyahou, figurent parmi les victimes du retournement. Le Hongrois s'est beaucoup inspiré de l'Israélien – les deux hommes ont partagé le même conseiller politique, l'Américain George Birnbaum, qui leur a appris que polariser l'opinion à l'extrême allait jouer en leur faveur. L'Américain à son tour a imité le Hongrois, reprenant à son compte ses recettes pour établir un pouvoir personnel, circonscrire les contre-pouvoirs démocratiques et se faire le champion de l'intérêt national au détriment de la coopération internationale.

La série va-t-elle se poursuivre ? Des élections sont prévues bientôt dans quatre des principaux pays de l'Union européenne, en Espagne à la fin du mois puis l'an prochain en France, en Italie et en Pologne. Dans le premier pays, Vox (extrême droite) est annoncée en progression à environ 20 % par les sondages, ce qui pourrait donner une majorité à une coalition de droite avec le Parti populaire pour mettre un terme à huit ans de règne de la gauche. Dans les trois autres cas, l'extrême droite est très bien placée.

Cependant, au vu des derniers scrutins, les populistes vont devoir prouver qu'ils peuvent combattre tout à la fois la corruption et l'inflation. Pour certains d'entre eux, la tâche va être difficile. L'Italienne Giorgia Meloni est un cas à part : elle n'est impliquée personnellement dans aucun scandale de corruption. En Pologne, le parti PiS en revanche est mêlé à de graves affaires de détournement de fonds publics, bien qu'aucune n'ait encore été jugée. Et en France, Marine Le Pen a été condamnée en appel dans l'affaire des assistants parlementaires. Selon les sondages, cependant, son électorat ne semble pas lui en tenir rigueur. ✷



Le népotisme de Donald Trump ne passe plus.

E. VUCCI/REUTERS



ICI AUSSI, LES ÉNERGIES RENOUVELABLES GÉNÈRENT PLUS QUE DE L'ÉNERGIE.

Grâce à la centrale de méthanisation d'ENGIE de Chaumont à Corquilleroy (Centre-Val de Loire), associée à 18 exploitations, qui produit du biométhane à partir de déchets agricoles, 10 km² sont fertilisés naturellement chaque année. Avec ENGIE, 1er producteur en France de biométhane distribué via les réseaux locaux de gaz(1), la transition énergétique profite à tous dans les territoires, tout en contribuant à notre souveraineté énergétique. #AgissonsEnsemble

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

(1) Études internes et Databook 2025. Plus d'informations sur bioz-biomethane.com

ENGIE : SA AU CAPITAL DE 2 542 427 868 € - RCS NANTERRE 542 107 651. © Nicolas Pollet-Villard.

ENGIE

IA : l'ânesse, le renard et les guêpes jalouses



UNE CHRONIQUE DE JULIA DE FUNÈS

L'intelligence n'est pas de craindre ce que le progrès nous retire, mais de découvrir ce qu'il nous permet. N'en déplaise à ceux qui préfèrent discréditer. Illustration sous forme de fable.

Dans la grande forêt des innovations, une nouvelle venue était apparue. Hi-han faisait l'âne, IA faisait cette nouvelle ânesse… Elle écrivait, calculait, traduisait et promettait de faciliter le travail de tous. Mais, à peine arrivée, elle éveilla chez certains quelques instincts…

Les paresseux, mammifères dont la paresse est l'activité principale, furent si heureux de ne rien avoir à faire… « Plus besoin d'écrire ou de lire ! Nous raflerons les plus grands prix littéraires, en répétant comme des perroquets ce que d'autres ont déjà écrit ! » Mais les perroquets, piqués dans leur orgueil, se révoltèrent d'une telle comparaison. « Regardez, le progrès pousse les hommes à devenir perroquets, c'est bien que nous sommes la plus noble des espèces ! » Tous trouvaient dans la nouveauté l'occasion de satisfaire son instinct : paresse pour les uns, vanité pour les autres.

Le castor montra les dents. Lui qui bâtissait des barrages depuis mille ans supportait mal qu'une ânesse coupe tout à coup les branches mieux que lui. « Si l'on ne taille plus le bois à la dent, c'est la mort de notre métier ! » A l'entendre, le marteau aurait détruit la main, la calculatrice les mathématiques. Philosophe, la chouette lui rétorqua qu'il confondait son art avec ses habitudes. Pour sauver son art, il voulait détruire ce qui le faisait évoluer. Instinct de survie.

INSTINCT DE CONSERVATION

Aussi désespéré qu'inquiet, il demanda du renfort aux guêpes parasitoïdes… Cette espèce qui n'a jamais réussi à se faire apprécier, salivait à l'idée de trouver une nouvelle occasion de discrédit. Elles firent alors passer leur ressentiment pour vertu. « Ne vous en faites pas, dirent les guêpes aux indignés ! Nous savons déposer nos œufs dans un insecte dont nos larves se nourrissent de l'intérieur au point de le détruire, eh bien plus personne ne demandera à l'ânesse ses services, sans être dénoncé, condamné, et socialement tué. Notre maître s'appelle Pangram. Il donne un chiffre, et ce chiffre vaut verdict : « 10, 30, 100 % : voyez dit Pangram ! Il ne travaille pas, c'est l'ânesse qui a travaillé pour lui ! » Peu importe qu'un tel score ne distingue une aide ponctuelle d'un travail délégué, car il suffisait, pour ces délateurs travestis en procureurs, d'avoir sollicité l'équidé pour se voir mis au banc des accusés. Les guêpes ne réussissaient rien mais espéraient bien empêcher les autres de réussir… Instinct de jalousie.

Le corbeau ne voulait détruire personne parce que tout sera détruit pensait-il ! « C'est la fin de la médecine ! Des mathématiques ! De la littérature ! » A chaque nouveauté, les mêmes sinistres prophéties. Il enterrait les métiers avant de les voir se transformer, parce que pour lui, changer c'était mourir… Instinct de conservation.

INSTINCT D'ADAPTATION

Seul le renard se réjouissait de cette évolution. Avant, il consultait les dictionnaires et s'y perdait des heures. Alors, las de chercher, il se tournait vers un confrère : « Trouve-moi un autre mot », « Peux-tu me relire ? » Mais désormais c'est à la jeune ânesse qu'il posait ces questions. Jamais pourtant il ne se laissait aller à l'esprit de facilité. Là était sa ruse. C'était bien lui qui choisissait son sujet, trouvait une originalité, construisait son raisonnement, trouvait ses arguments, affûtait ses idées, assumait une position et signait son texte. Il avait compris que travailler avec un outil n'est pas déléguer une œuvre. Qu'un assistant n'est pas un remplaçant. Qu'une collaboration n'est pas une substitution. « Mais enfin, misérables guêpes, un photographe retouche une image sans que le logiciel ait eu son regard. Un mathématicien utilise une calculette sans lui abandonner le problème à résoudre. Pourquoi l'écrivain serait-il le seul artisan sommé de prouver qu'il n'en utilise aucun ? Un métier devait-il rester intact pour demeurer digne ? » Instinct d'adaptation.

Curieuse forêt, pensait-il. Les sots veulent détruire la nouveauté, les autres la réputation d'un voisin, les derniers enterrent tous les métiers. Mais pendant ce temps, dans les forêts du monde entier, les autres peuples avancent… Retenez que l'intelligence n'est pas de craindre ce que le progrès nous retire, mais de découvrir ce qu'il nous permet. Ne faisons pas de l'innovation une menace à combattre, encore moins une puissance qui nous remplace. L'essentiel n'est ni de renoncer à la nouveauté ni de s'y abandonner, mais d'en user intelligemment et d'en répondre honnêtement. ✷

Julia de Funès est docteure en philosophie.

KATE COPELAND


Être maire,
c'est annoncer
à Sarah qu'elle va
pouvoir avoir son
propre appart.
À la Banque des Territoires,
on vous aide à financer
les projets de votre collectivité.
Comme la création
de logements étudiants.
En savoir plus
banquedesterritoires.fr
@BanqueDesTerr
BANQUE des
TERRITOIRES
Caisse des Dépôts
GROUPE
L'intérêt général a choisi sa banque.

Ces jeunes payés pour tuer à travers les frontières

Partout sur le Vieux Continent, des groupes criminels recrutent des petites mains d'autres pays pour dealer, extorquer, voire assassiner. Enquête sur un phénomène qui alerte les autorités de l'UE ●

On pourrait croire au début d'un mauvais thriller. Rendues plus inquiétantes encore par le contraste saturé des caméras infrarouges qui captent la scène, une trentaine de silhouettes blanches et grises descendent de deux fourgons dans une allée boisée. Toutes ou presque sont masquées et armées de pistolets ou de fusils d'assaut. L'enregistrement vidéo affiche 4 h 01 du matin, ce 1er septembre 2026. Le commando vient de débarquer dans une propriété du petit village néerlandais d'Overasselt, à quelques kilomètres de la frontière allemande. A 4 h 05, deux membres du groupe crochètent la portière d'une voiture de sécurité privée, vide. A 4 h 06, une autre caméra enregistre une salve de tirs sur un second véhicule. Berry Leeders, agent de sécurité de 51 ans qui se trouvait à l'intérieur, est abattu.

Au son des tirs de leurs collègues, le visage juvénile de certaines « recrues » est immortalisé par les caméras : certains semblent paniquer, rebroussent chemin, s'immobilisent. A 4 h 07, le petit groupe est filmé en train de se disperser. Le reste de la nuit est raconté dès le lendemain par les autorités néerlandaises. Alertés par ces coups de feu, les policiers dépêchés sur les lieux ont eux aussi été visés par des tirs, et deux d'entre eux ont été blessés. Dans la foulée, 34 personnes seront interpellées dans les environs de la commune, parfois retrouvées dans les champs jouxtant la propriété. Parmi elles, la police locale découvre des ressortissants néerlandais, mais aussi belges, libyens, algériens ou ukrainiens… Et 16 Français, dont deux mineurs : certains viennent de Marseille, d'autres d'Alès, d'Agen, de Massy ou même de la commune cossue du Bouscat, dans la banlieue de Bordeaux. Le plus jeune a 16 ans, le plus âgé 31. Peu d'informations ont depuis filtré sur leur profil, mais tous n'avaient pas de casier judiciaire : selon le procureur de Bordeaux, Renaud Gaudeul, le jeune Girondin, âgé de 18 ans seulement, était par exemple totalement inconnu des services de police.

Mais comment ces Français se sont-ils retrouvés à des centaines de kilomètres de chez eux, kalachnikov au bras ? Selon différents médias internationaux, dont une enquête très fouillée du *Guardian*, le commando aurait été recruté par Jos Leijdekkers, un narcotrafiquant néerlandais réfugié en Sierra Leone, pour se venger d'un vol présumé d'une importante cargaison de cocaïne par un rival, Jan G., à qui appartient la propriété d'Overasselt. En réalité, la drogue avait été interceptée par les forces de l'ordre à la frontière franco-espagnole.

Le média néerlandais RTL Nieuws, qui a pu consulter le dossier d'enquête, rapporte que les membres du groupe se seraient réunis la veille au soir dans un entrepôt belge après avoir été recrutés sur les réseaux sociaux, pour une promesse de rémunération de « 10 000 euros chacun ». « Tout le monde doit mourir », leur aurait alors ordonné l'un des commanditaires.

Sidérante, cette affaire est pourtant loin d'étonner Jean-Yves Goriou, chef de l'unité crime organisé d'Europol, l'agence de police européenne. « Le phénomène du recrutement de mineurs ou jeunes majeurs par la criminalité organisée, notamment via les réseaux sociaux, s'étend dans tous les pays d'Europe, et se met en place de manière internationale. Il fallait réagir », indique-t-il à L'Express. Depuis avril 2025, face à l'explosion du phénomène, son unité a mis sur pied un groupe de travail spécifique (OTF, pour Operational Taskforce), permettant la concentration maximum d'effectifs et de moyens que peut allouer Europol à ses pays partenaires.



Céline Delbecque
Journaliste société

DES MINEURS SOUVENT IMPLIQUÉS

Le projet, qui regroupe 11 Etats européens, a été baptisé Grimm, en référence aux auteurs des célèbres contes pour enfants – à ceci près qu'en 2026, les terrifiants ogres ou sorcières ont pris le visage du grand banditisme. Selon le dernier rapport d'Europol sur le sujet, des mineurs étaient impliqués dans plus de 70 % des marchés criminels en Europe, exploités pour des actes aussi divers que la revente de stupéfiants dans la rue, l'extraction de drogues dans des containers d'expédition, de la manutention dans des entrepôts clandestins, ou encore des actes criminels



violents, dont des meurtres, parfois rémunérés plus de 20 000 euros.

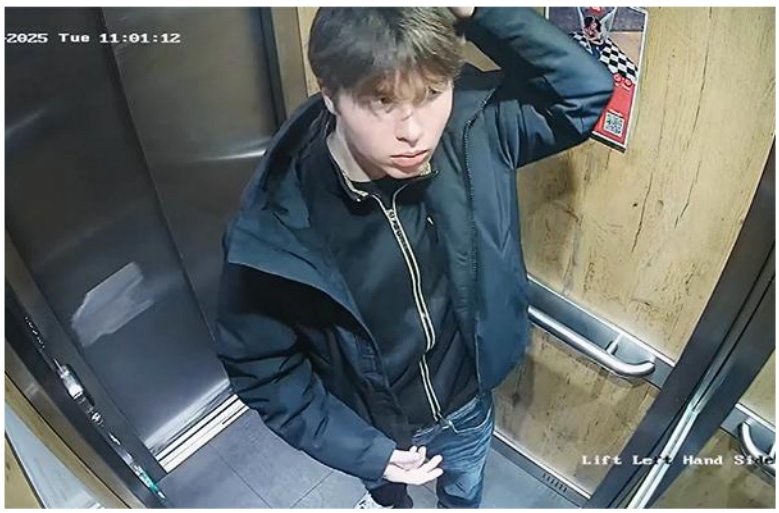
Le premier cri d'alerte a été lancé par Stockholm en 2024. Europol est alors sollicitée pour faire face à une pyramide très structurée de recrutement international, basée sur des commanditaires haut placés qui organisent ce que l'agence a théorisé comme de « la sous-traitance de la violence ». De véritables chasseurs de têtes sont ainsi plébiscités, chargés d'embaucher à leur tour des « facilitateurs », prêts à servir de relais pour une rémunération plutôt faible en acceptant par exemple de devenir nourrice pour stocker la drogue, « chauffeur » pour livrer une arme, d'utiliser leur nom pour réserver une chambre d'hôtel ou créer un faux compte bancaire dans le cadre d'opérations de représailles. Ils embauchent également via les réseaux sociaux les derniers maillons de la chaîne : ces petits exécutants facilement remplaçables et influençables, souvent mineurs. Le réseau criminel suédois FoxTrot, spécialisé dans le narcotrafic, est le premier à diffuser le modèle en Europe. « En 2024, ils sont à un niveau de recrutement quasi-industriel », retrace Jean-Yves Goriou. Leurs jeunes intérimaires du crime sont d'abord envoyés dans une logique guerrière et territoriale à l'encontre d'autres groupes criminels suédois, puis sont déployés ou embauchés dans différents pays du nord de l'Europe, où FoxTrot possède des parts de marché. Certaines affaires défraient la chronique : en mars 2025, un Norvégien de 18 ans, Johannes Natland, est par exemple arrêté dans une chambre d'hôtel à Huddersfield, dans le nord de l'Angleterre, avec deux armes à feu et 19 cartouches de munitions.

↑ Cet été dans le petit village d'Overasselt, aux Pays-Bas, l'enregistrement vidéo révèle l'assassinat d'un agent de sécurité perpétré par des « recrues » au visage juvénile.

Comme le raconte la BBC, l'adolescent, depuis longtemps aux prises avec la drogue, a été embauché quelques jours plus tôt par un autre jeune homme rencontré dans un foyer pour enfants. Ce dernier lui envoie un message reçu sur les réseaux sociaux de la part de FoxTrot. « Tuer en Angleterre pour 270 000 couronnes norvégiennes [NDLR : environ 25 500 euros] ». « Rien ne peut mal tourner », propose « l'appel d'offres ». « Qui doit être tué ? », répond du tac au tac Johannes Natland dans la conversation à laquelle il est ajouté.

Un intermédiaire lui fournit ensuite un billet d'avion en aller simple pour le Royaume-Uni, et une série de textos envoyés sur messagerie cryptée le guide, en territoire britannique, jusqu'à une liasse de billets cachée près d'un tunnel, puis vers un bois où il récupère l'arme à feu. Il sera arrêté juste avant de passer à l'acte grâce à l'interpellation d'un de ses intermédiaires en Norvège. Ce 16 octobre, le jeune ➤➤

NATIONALE POLITIE



En 2025, un Norvégien de 18 ans, Johannes Natland, a été arrêté dans une chambre d'hôtel à Huddersfield, en Angleterre, avec deux armes à feu et 19 cartouches de munitions.

homme a été condamné à vingt ans de détention au Royaume-Uni, sans pour autant révéler l'identité de la cible qu'il devait abattre.

En enquêtant sur ce type d'affaires internationales, les agents d'Europol découvrent qu'aucun pays ne semble épargné par le phénomène. Y compris la France, comme le montre l'assassinat, en octobre 2024, d'un chauffeur VTC par un adolescent de 14 ans originaire de Nîmes. Il avait été recruté sur Snapchat pour aller exécuter, en échange de 50 000 euros, un membre d'un gang rival lié au narcotrafic à Marseille. Dans la cité phocéenne, tout comme à Nîmes, Bordeaux ou Alès, les différents parquets interrogés par L'Express sur le sujet ont depuis longtemps identifié cette problématique, qui restait jusqu'à présent franco-française. « J'ai vu une horde de jeunes gens débarquer depuis quelques mois depuis toutes les villes de France, âgés de 13 à 25 ans, pour travailler sur les points de deal locaux », témoigne Abdelkrim Grini, procureur d'Alès.

En juin, un jeune de 18 ans venu de Montpellier a été assassiné en bas d'une tour du quartier des Prés-Saint-Jean, en bordure de la ville. Mais seul un Belge d'une vingtaine d'années a pour le moment été interpellé dans la ville gardoise, jugé en comparution immédiate pour trafic de stupéfiants.

UNE SORTE DE FIDÉLISATION PERMET AUX GROUPES CRIMINELS D'INSTALLER DURABLEMENT LEUR EMPRISE

« PÔLE EMPLOI DU CRIME »

Pour convaincre ces jeunes de tout quitter afin de dealer, d'extorquer ou de tuer, les promesses d'argent facile sont souvent assorties d'un discours marketing bien rodé, pensé pour séduire un public naïf. « Ces recrues y voient la reconnaissance sociale d'un milieu auquel ils veulent à tout prix appartenir, dans une confusion volontaire avec les jeux vidéo violents ou des symboles de référence comme la figure du *sicario* [NDR : tueur à gages] ou le drapeau mexicain », analyse Jean-Yves Goriou, qui évoque même une certaine « gamification du crime ».

Certaines « fiches de recrutement » ou « publicités » s'adressant à de jeunes Européens sur les réseaux sociaux l'ont particulièrement marqué, comme cette vidéo d'un jeune homme paradant, en direct sur TikTok, avec une kalachnikov en or en menaçant des concurrents. « Ce qui était affolant, c'est le nombre de personnes qui regardaient ça en live », soupire l'enquêteur. D'autant qu'une certaine forme de fidélisation permet par ailleurs aux groupes criminels d'installer durablement leur emprise. FoxTrot n'hésiterait plus, selon Europol, à envoyer des bagues en forme de tête de renard – l'emblème du réseau – à ses recrues. Au bout d'un certain nombre de meurtres réalisés, la couleur des yeux de l'animal ou le métal utilisé change, comme pour un nouveau niveau débloqué sur un jeu vidéo.

Pour lutter contre ce « Pôle emploi du crime, ouvert au monde entier », comme l'image le commissaire, Europol s'organise. Afin d'assécher la chaîne de recrutement à la racine, ses équipes se concentrent notamment sur le « haut de la pyramide » : ces fameux commanditaires souvent expatriés à l'étranger. Pour ce faire, les enquêteurs coordonnent toutes les données recensées par les différents Etats membres, recoupant les informations récoltées dans les milliers de téléphones, comptes anonymes, ou boîtes mails fouillées partout en Europe.

« Notre travail est de mettre en relation des enquêtes en cours au Danemark, en Suède ou en Allemagne, qui pourraient être liées à un seul recruteur danois en fuite au Maroc », résume l'agence. Dès la première année d'existence de l'OTF Grimm, six cibles « à haute valeur ajoutée » ont ainsi été arrêtées partout dans le monde, jusqu'en Irak et en Libye. Pas moins de 280 autres suspects liés à ces affaires ont également été identifiés, ainsi que 14 000 comptes problématiques sur les réseaux sociaux.

Cet été, cinq autres suspects d'envergure arrêtés en France, en Espagne ou au Maroc se sont ajoutés à ce bilan encourageant. Parmi eux, des profils enregistrés dans la base de données des personnes les plus recherchées de l'Union européenne, comme ce jeune Suédois de 25 ans interpellé à Paris le 29 septembre. Il voyageait depuis l'Espagne et était poursuivi en Suède « pour avoir incité à la préparation d'un meurtre et pour infraction aggravée à la législation sur les armes ». Les autorités suédoises ont demandé son extradition. ✶

METROPOLITAN POLICE

Bouclier

L'Estonie, à la pointe de la lutte contre la cybermenace russe

Ce petit pays Balte, frontalier de la Russie, a investi très tôt dans sa sécurité numérique. Une référence européenne face à la recrudescence des attaques.

Etudier la cybersécurité était une évidence pour Johanna, en seconde année de master à TalTech, l'université technologique de Tallinn, qui forme la prochaine génération d'ingénieurs informatiques estoniens. « Notre pays se trouve à côté d'un "charmant voisin" qui aime tester nos défenses, glisse l'étudiante de 24 ans, qui projette de se lancer ensuite dans un doctorat. En Estonie, la cybersécurité n'est pas une lubie, mais une véritable nécessité. » L'enjeu est considérable. Dans ce petit pays Balte de 1,3 million d'habitants, qui partage près de 300 kilomètres de frontière avec la Russie, toutes les démarches administratives sont digitalisées : voter, déclarer ses impôts, et même divorcer, tout est possible en ligne ! « Partie de zéro lors de l'indépendance vis-à-vis de l'URSS en 1991, l'Estonie est le premier pays au monde à avoir numérisé l'ensemble de ses services publics », résume Adrian Venables, directeur du programme cybersécurité à TalTech.

A l'heure où se multiplient les cyberattaques en Europe, comme en témoigne le récent piratage de réfrigérateurs de supermarchés dans une douzaine de pays dont l'Estonie, cette architecture numérique est plus que jamais mise à l'épreuve. Rien qu'en 2025, les autorités estoniennes ont enregistré un record de 10 185 cyberincidents, tels que des fraudes et du *phishing* (ou hameçonnage, qui consiste à se faire passer pour un organisme de confiance afin de soutirer des données) ; et 756 attaques visant à bloquer l'accès à un site Internet (en hausse de plus de 30 % sur un an). « Les cyberattaques sont constantes, note le professeur Adrian Venables. Et elles ont augmenté de manière significative depuis le début de la guerre en Ukraine. » Mais les progrès réalisés par Tallinn dans la cyberdéfense permettent toutefois de limiter les dégâts. Sur les 756 attaques visant à paralyser des sites l'an dernier, seules 95 ont provoqué des perturbations, souvent brèves – un chiffre en baisse pour la deuxième année consécutive.

Il faut dire que cela fait bientôt deux décennies que l'Estonie investit lourdement dans ses défenses numériques. L'électrochoc remonte à 2007, lorsque le déplacement du Soldat de bronze, un monument soviétique dans la capitale, provoque une vague de cyberattaques contre les sites du Parlement et de plusieurs ministères, médias et banques. Elles seront rapidement attribuées à la Russie. « Cela a été vécu comme un traumatisme, retrace Clémence Poirier, chercheuse senior en cyberdéfense au Centre d'études de sécurité de l'ETH Zurich. On mesure le chemin parcouru en matière de cyberdéfense depuis cette attaque qui, aujourd'hui, serait perçue comme assez basique. » Tallinn a vite réagi. Un an plus tard, le Centre d'excellence de cyberdéfense coopérative de l'Otan (CCDCOE) ouvrait ses portes dans la capitale estonienne. Chargée de former des experts du domaine, la structure organise chaque année l'exercice Locked Shields, le plus grand entraînement international de cyberdéfense. Le dernier en date, au mois d'avril, a rassemblé plus de 4 000 spécialistes issus de 41 pays.

En avril, la 16e édition de l'exercice Locked Fields, le plus grand entraînement international de cyberdéfense, a réuni à Tallinn plus de 4 000 spécialistes.



OTAN CCDCOE

CIVILS MIS À CONTRIBUTION

« La Russie nous attaque avec tous les moyens cyber dont elle dispose, observe l'ancien directeur du CCDCOE, Mart Noorma, aujourd'hui professeur à l'université de Tartu. Les cyberattaques constituent l'un des vecteurs privilégiés de la guerre hybride menée par Moscou. » Pour déjouer les assauts numériques, l'Estonie peut en outre compter sur un commandement cyber des forces armées, créé en 2018, et chargé notamment de former des conscrits spécialisés dans les cybermenaces. Les civils sont aussi mis à contribution. Depuis 2010, le pays s'appuie sur les « cyberréservistes » de la Ligue de défense, des professionnels de l'informatique bénévoles pouvant être appelés en renfort en cas de crise. L'an passé, les autorités les ont directement mobilisés lors d'un exercice simulant une cyberattaque de grande ampleur contre le réseau électrique national. Chaque citoyen est également appelé à évaluer ses compétences en la matière. Pour diffuser les bonnes pratiques, Tallinn a lancé en 2023 le Cyber Test, un dispositif qui propose à chacun de suivre des formations gratuites et se conclut par un rapide examen.

« Même si nous sommes parmi les mieux préparés au monde, ➤➤



← A TalTech, l'université technologique de Tallinn, le programme cybersécurité attire de nombreux étudiants étrangers.

on ne peut jamais être protégé à 100 %, avertit le professeur Mart Noorma. C'est pourquoi nous nous appuyons aussi sur le concept de cyberrésilience, qui vise à nous permettre de rétablir rapidement nos services en cas d'attaque réussie. » Pour ce faire, l'architecture numérique estonienne repose sur X-Road, une plateforme décentralisée connectant entre elles de multiples bases de données, au lieu de dépendre d'un unique serveur. Lancé dès 2001, ce système est aujourd'hui la clé de voûte du modèle informatique estonien. « Nos données sont fragmentées et réparties entre plusieurs institutions, explique Johanna-Kadri Kuusk, conseillère au centre d'information e-Estonie. Ainsi, même en cas d'intrusion, l'assaillant ne pourra pas mettre la main sur toutes nos données. » De quoi compliquer nettement toute tentative de piratage, tout en en limitant les gains.

L'intelligence artificielle fait toutefois peser des risques inédits. « L'IA trouve toutes sortes de vulnérabilités très rapidement, souligne la chercheuse Clémence Poirier. Et dans la mesure où elle accomplit tout le travail, il n'y a plus forcément besoin d'avoir des compétences techniques de pointe pour lancer des opérations. » L'utilisation de l'intelligence artificielle pour générer de faux e-mails ou sites Internet destinés à des tentatives de *phishing* est déjà en augmentation. Tout comme les arnaques téléphoniques – autrefois rares dans le pays en raison du faible nombre de locuteurs estoniens. « Les progrès rapides des outils fondés sur l'IA créent de nouvelles opportunités pour tous les acteurs, tout en renforçant l'imprévisibilité », note d'ailleurs le RIA, le gendarme estonien des activités en ligne, dans son rapport annuel 2026.

POUR GARDER UNE LONGUEUR D'AVANCE, LE PAYS S'EST LANCÉ DANS LA CYBERSÉCURITÉ… DU SPATIAL !

Pour garder une longueur d'avance dans ce secteur en constante mutation, le pays s'est lancé ces dernières années dans la cybersécurité… du spatial ! « C'est une lutte constante car nos adversaires cherchent toujours des moyens de franchir les défenses que l'on met en place, pointe Lauri Kimmel, le directeur technique de Spaceit, une entreprise estonienne spécialisée dans le domaine. Et comme n'importe quel système informatique, ceux liés au spatial peuvent également être pris pour cible. » L'impact peut être considérable. En avril 2024, deux avions de la compagnie finlandaise Finnair reliant Helsinki à Tartu ont dû faire demi-tour à cause du brouillage de leur système GPS. Résultat, la compagnie n'a eu d'autre choix que de suspendre cette liaison pendant un mois.

RENFORCER LA PROTECTION

Le danger va au-delà du simple brouillage. « La plupart des systèmes spatiaux reposent sur une infrastructure informatique au sol qui peut être attaquée », reprend Lauri Kimmel. Le 24 février 2022, premier jour de l'invasion russe, une cyberattaque massive avait ciblé les terminaux terrestres du réseau de satellites de l'entreprise américaine Viasat, afin de paralyser les communications ukrainiennes, privant au passage de connexion des milliers d'utilisateurs en Europe. Pour renforcer la protection, Spaceit développe actuellement, avec l'Agence spatiale européenne (ESA), le premier Space Cyber Range d'Europe, une plateforme virtuelle qui simule des réseaux informatiques liés au spatial et permet de s'entraîner à contrer des cyberattaques.

Tallinn mise sur ses compétences en la matière pour rayonner à l'étranger. « La réputation de l'Estonie en matière de cybersécurité est devenue un véritable levier de *soft power*, note Adrian Venables, de TalTech. D'ailleurs, la moitié des étudiants de notre programme viennent de pays étrangers. » C'est le cas de Sungyeon qui, après une licence en informatique en Corée du Sud, parfait sa formation dans cette université. « La technologie évolue très rapidement et la cyberdéfense va prendre une place de plus en plus importante, confie la jeune femme. Lorsque j'ai découvert que l'Estonie disposait d'un secteur de la cybersécurité vraiment prometteur, j'ai décidé de venir m'y spécialiser. » Avec ses étudiants venus du monde entier, Tallinn a peut-être trouvé ses meilleurs ambassadeurs. ✶

PAUL VÉRONIQUE
(ENVOYÉ SPÉCIAL EN ESTONIE)

TALTECH

THE ASPEN INSTITUTE
FRANCE

Great CONVERSATION

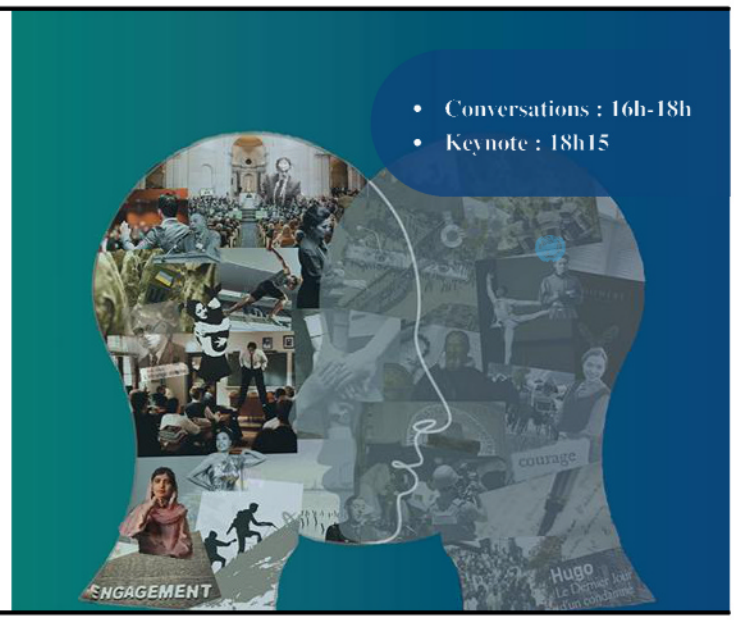
L'Institut Aspen France lance son nouvel événement sur le thème du COURAGE DE L'ENGAGEMENT

SAMEDI 28 NOVEMBRE 2026

UN FORMAT INÉDIT

Des conversations en petits groupes avec plus de 30 personnalités

Great Conversation réunira **30 personnalités françaises et internationales** issues du monde institutionnel, de l'entreprise, de la défense, de la santé, de la justice, mais aussi de la culture, du sport, et des médias, pour un après-midi de conversations.
Face aux incertitudes sociales, économiques et politiques, que signifie le **courage de l'engagement** ?



KEYNOTE AUTOUR D'OLEKSANDRA MATVIICHUK





Les conversations seront suivies d'une keynote autour d'**Oleksandra Matviichuk**, directrice du Center for Civil Liberties, organisation lauréate du prix Nobel de la paix 2022, modérée par **Christine Ockrent**.

Ils seront présents :
Benjamin Allegrini | Hamid Allouache | Maria Axente | Anilore Banon | Celine Bardet | Anna Bazarna | François Benaroya | Emma Bertoin | Chloé Bertolus | Stéphanie Bonhomme | Liseron Boudoul | Nicolas Brault | Catherine Moyon de Baecque | Antoine de Romanet | Pauline Déroulède | Frédérique Dutreuil | Laurence Equilbey | Loïc Finaz | Anastasia Fomitchova | Jean-Marc Fournier | Negar Haeri | Ghada Hatem-Gantzer | Volodymyr Kogutyak | Jean-Marc Lieberherr Monnet | Frédéric Mazzella | Malia Metella | Allan Petre | Anne Poiret | Olga Rudnieva | Pierre Schill | Anna Székely

AU 3 MAZARIUM, 75006 PARIS

Événement sur inscription : rendez-vous sur notre site internet pour plus d'informations
www.aspenfrance.org

La victoire silencieuse de Poutine



UNE CHRONIQUE DE CATHERINE FIESCHI

Une étude de l'institut indépendant Levada éclaire de manière saisissante l'opinion publique russe. Vis-à-vis de l'Ukraine et de l'Europe, celle-ci ne se sent plus actrice de son histoire.

Une Russie embrigadée, acquise à Vladimir Poutine, convaincue de livrer une guerre historique ? Face à elle, une Europe divisée, hésitante ? Erreur sur les deux. Une étude de l'institut russe indépendant Levada (le dernier de son espèce) et publiée par l'European Council on Foreign Relations, révèle une étrange asymétrie : les Européens redécouvrent l'Histoire, alors que beaucoup de Russes s'en sentent dépossédés ou préfèrent ne plus se sentir concernés.

Certes, nos opinions divergent, à l'intérieur des électorats comme entre les pays. Mais 76 % des citoyens de l'UE considèrent l'invasion russe comme une menace pour la sécurité européenne – même si le mandat d'action est à géométrie variable. L'Ukraine, hier si peu présente dans nos imaginaires, est devenue le lieu où se joue une part de notre avenir. Chez l'envahisseur, malgré les appels à une « guerre sacrée », rien de tel : cette guerre est un fait, certes, incommodant, mais plus un désagrément qui a trop duré qu'un destin.

L'Ukraine elle-même demeure curieusement absente – presque en filigrane. Est-elle un Etat souverain ? Rares sont les participants qui répondent franchement oui. Elle aurait perdu sa souveraineté après 1991, on ne sait comment. Zelensky, associé à un animal, devient souvent un rat. A leurs yeux, l'Ukraine, loin d'être un pays qui se défend vaillamment, n'est qu'un pion manipulé par d'autres. Pourquoi les Européens se mobiliseraient-ils pour ce pays qui en est à peine un ?

UNE EUROPE DÉCADANTE

Une participante s'étonne : pourquoi ces coalitions contre la Russie ? L'hostilité européenne n'est pas perçue comme une réponse à l'invasion, mais comme une agression dont l'Ukraine serait le prétexte. Ironie supplémentaire : tandis que nous doutons de notre propre puissance, les Russes voient dans l'Europe, plutôt que dans l'Amérique de Trump, leur principal ennemi. Ils la disent décadente, mais pas inefficace. Et puis, elle est riche et puissante.

Quant à la guerre elle-même, elle mobilise peu les imaginations. Dans ces échanges, presque personne n'envisage une défaite puisque la grandeur russe garantira la victoire. Mais à quoi ressemblerait-elle ? Annexions ? Changement de gouvernement à Kiev ? On acceptera, confie une femme, la définition de la victoire que le Kremlin nous donnera.

En somme, malgré le poids de l'inflation et un avenir assombri, aucune revendication politique, aucune révolte. Le Kremlin bénéficie évidemment de cette passivité : pas de pression décisive pour la paix, ni d'exigence de victoire totale. Ceux qui s'imaginent encore que le changement viendra d'une pression interne peuvent toujours rêver.

Ni les morts, ni les vétérans ne suscitent de compassion collective. Les seconds inspirent d'ailleurs la méfiance car l'on redoute leur violence à leur retour. La seule, vraie guerre héroïque demeure celle de 1941-1945, la « Grande Guerre patriotique ». Une victoire en Ukraine pourrait-elle égaler celle de 1945 ? Tous les groupes répondent « non » car la guerre actuelle, n'en déplaise à Poutine, n'est pas sacrée.

Une femme, opposée à la guerre, va plus loin. Elle explique que l'instrumentalisation de la Seconde Guerre mondiale lui a gâché jusqu'aux souvenirs, aux chansons et aux récits qui l'avaient accompagnée. L'aventure ukrainienne ne lui vole pas seulement son avenir, elle lui confisque aussi son passé. D'autres découvrent, en parlant, qu'ils ont refoulé leurs inquiétudes au point de ne plus y penser. L'un d'entre eux parle d'un « sommeil ensorcelé » : on se replie sur la famille, le travail, le quotidien, persuadé de n'avoir aucune prise sur les événements.

LA POPULATION RENONCE

C'est là le paradoxe le plus européen de cette enquête. De part et d'autre, la Seconde Guerre mondiale reste notre référence commune. Mais elle joue un rôle différent : pour beaucoup d'Européens, l'invasion a rouvert une perspective brutale que l'on croyait close, celle des conquêtes territoriales, des tranchées, et d'une paix en danger. En Russie, le pouvoir invoque le même passé pour justifier l'invasion, tandis que la population renonce à infléchir le cours des choses.

Nos deux sociétés ne sont pas également emportées par des passions antagonistes. Notre Europe se découvre de nouveau actrice d'une histoire dangereuse, alors que la société russe finit par ne plus se penser comme actrice de la sienne. C'est une victoire silencieuse du poutinisme. C'est peut-être aussi le seul, triste résultat envisageable pour la Russie. ✷

Catherine Fieschi est chercheuse associée auprès de Carnegie Europe.

KATE COPELAND

L'ASSOCIATION POUR L'INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE DES PERSONNES HANDICAPÉES

30 ans #seeph2026
Semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées



Siret n° 775 693 385 022 65 – Photographe : Felipe Barbosa.

Le logement : une crise continentale, des réponses nationales

Presque partout en Europe, les manifestations contre les difficultés d'accès à un toit et l'envolée des prix immobiliers se multiplient. Un phénomène massif qui encourage les autorités de chaque pays à innover.

Madrid, Porto, Lisbonne… Cet automne, plusieurs grandes villes européennes se transforment en campings géants. La douceur des températures n'y est pour rien, puisque ces mouvements sociaux dénoncent la hausse des prix du logement, à l'achat comme en location. Une crise qui a déjà fragilisé le gouvernement espagnol et précipité des élections anticipées, le 29 novembre ; et qui est devenue un véritable problème de société dans la plupart des pays européens, y compris la France.

En décembre 2025, Bruxelles a présenté son plan pour l'accès au logement afin de répondre à une hausse de 60 % des prix immobiliers en dix ans. Il autorise l'usage de fonds publics pour bâtir des habitations abordables et permet aux autorités locales de davantage réguler les locations de type Airbnb. La Commission estime qu'il faudrait construire en moyenne 2 millions de logements neufs par an en Europe, contre environ 1,6 million aujourd'hui. Au niveau national, chacun cherche la solution. ✷ **CORENTIN PENNARGUEAR**

1

PORTUGAL

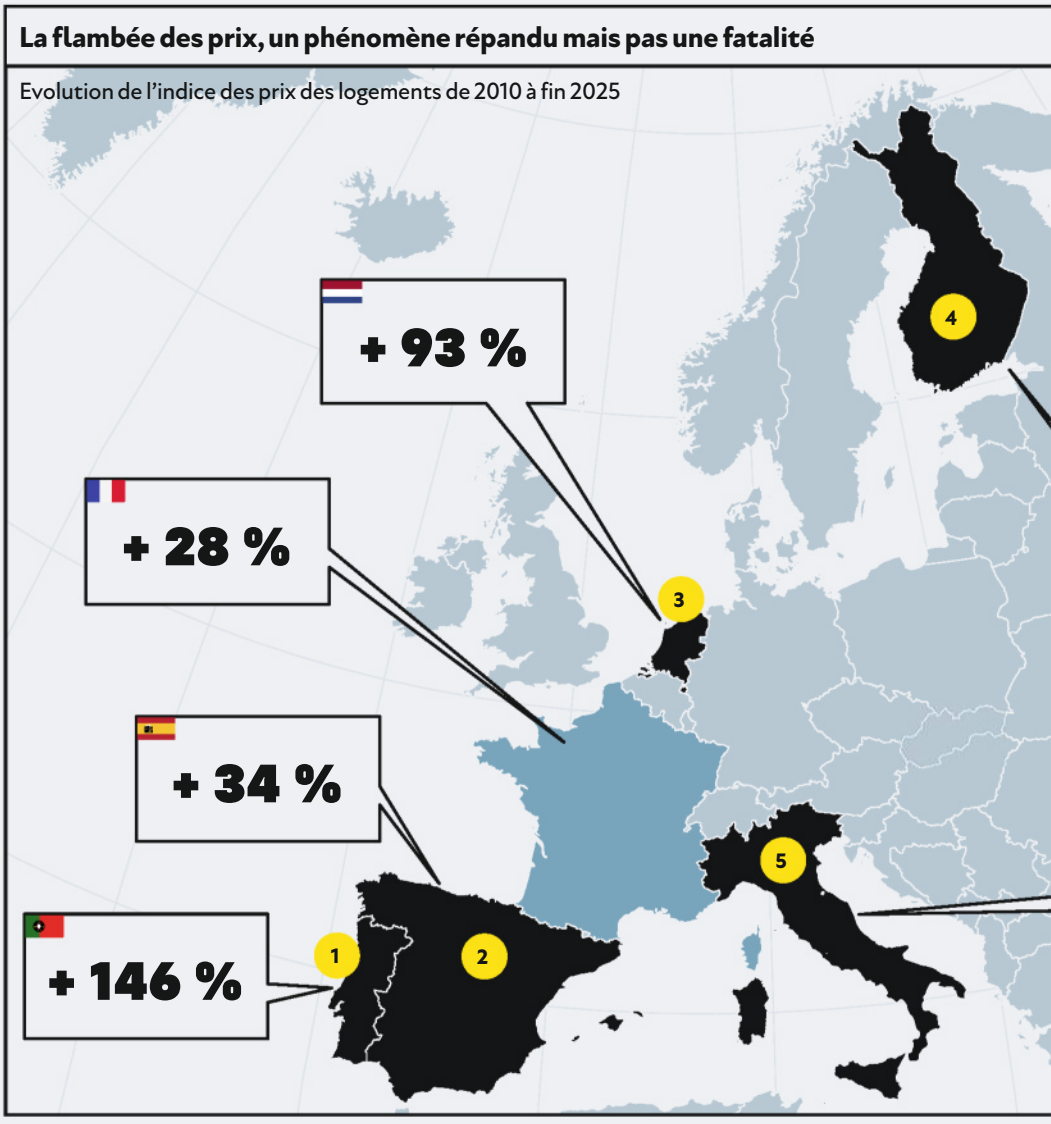
Les propriétaires incités à mettre leurs biens en location

A Lisbonne et à Porto, des dizaines de tentes occupent le centre-ville pour protester contre les prix de l'immobilier, qui ont plus que doublé en dix ans. Le Portugal a mis fin en 2023 à ses « visas dorés », qui offraient un régime fiscal avantageux aux acheteurs étrangers. Le gouvernement de centre droit encourage la construction et la location : les propriétaires louant à des prix modérés (jusqu'à 2 300 euros mensuels) ont vu leur taux d'imposition baisser de 25 % à 10 % et les expulsions des locataires ont été facilitées.



La flambée des prix, un phénomène répandu mais pas une fatalité

Evolution de l'indice des prix des logements de 2010 à fin 2025



2 ESPAGNE

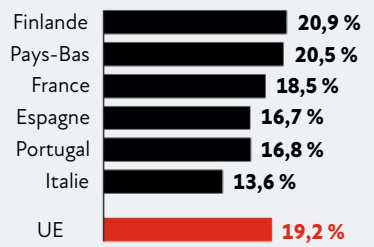
Tout un pays vent debout contre Airbnb

La flambée des loyers et la pénurie de logements sont devenues le thème principal de la campagne des législatives du 29 novembre. Près d'un tiers des locataires espagnols consacrent plus de 40 % de leurs revenus à leur loyer et les locations touristiques, qui tirent les prix vers le haut, sont dans le viseur : en 2025, le gouvernement a attaqué Airbnb, faisant retirer 65 000 annonces illégales du site et lui infligeant 64 millions d'euros d'amende. De son côté, Barcelone va annuler les licences des meublés touristiques d'ici à 2028.

3

Un poste de dépenses important pour les ménages

Part du budget consacrée au logement, par foyer, en 2025

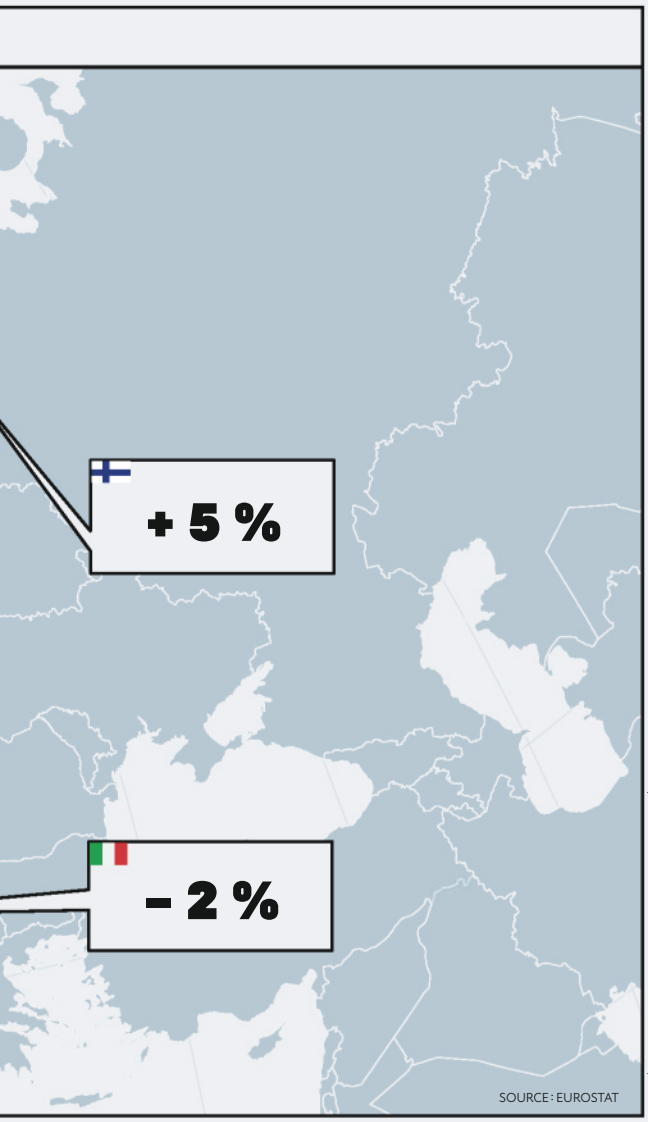


SOURCE : EUROSTAT

PAYS-BAS

Des promesses électorales de construction qui paient

Les Pays-Bas bénéficient du plus grand parc de logements sociaux d'Europe, avec 3 habitations sur 10 concernées. Mais l'accès y est bloqué par des listes d'attente qui se comptent souvent en années, avec une pénurie de plus de 400 000 logements. Fixé en 2024, l'objectif de construire 100 000 logements par an n'a pas été atteint. Résultat, les prix ont presque doublé depuis 2010. Thème central des législatives de 2025, il a permis au centre de l'emporter avec la promesse phare de construire dix nouvelles villes.



SOURCE : EUROSTAT

SMAJC/SHUTTERSTOCK-MARIA ZIEGLER-MOTA EHDAEI/UNSPLASH-L'EXPRESS



4 FINLANDE

Un modèle social à la stabilité exceptionnelle

La Finlande profite d'une stabilité rare des prix de l'immobilier et des loyers (hausse de 0,1 % entre 2025 et 2026). Raison principale : un important parc de logements subventionnés par l'Etat et financés par des prêts à taux bonifiés. Helsinki est aussi renommée pour le système *« Housing first »*, qui consiste à fournir d'abord un logement permanent aux personnes sans abri ou menacées de l'être, avant toute autre prise en charge. Le nombre de SDF a chuté de 68 % depuis la mise en place du programme en 2008.

5 ITALIE

Des investissements massifs dans les logements sociaux

Pendant longtemps, le logement n'a pas été un problème en Italie : les prix restent stables et pèsent peu sur les budgets des ménages (13,6 %), principalement parce que les jeunes quittent tard le foyer parental (30 ans en moyenne, 23 ans en France). Mais une pénurie locative se fait sentir dans les grandes villes. En réponse, le gouvernement Meloni a adopté cet été le plan *« Piano Casa »*, destiné à rendre disponibles 100 000 nouveaux logements sociaux en dix ans, avec des investissements de 10 milliards d'euros.

L'après-Trump, c'est maintenant

D'ici à quelques semaines, les premiers candidats à la présidentielle 2028 de chaque camp seront connus. Les prétendants vont se bousculer au portillon de la Maison-Blanche ●

La campagne pour la présidentielle 2028 vient de démarrer. Pour être précis, elle a commencé le 3 novembre, à la seconde où le dernier bureau de vote américain a fermé ses portes lors des élections de mi-mandat, dont le résultat est historique. Le Parti démocrate a reconquis les deux chambres du Congrès (le Sénat et la Chambre des représentants) ce qui n'était pas arrivé depuis 2006, au moment de la guerre du Golfe et de la montée du rejet contre George W. Bush. Ce n'est pas tout. La semaine dernière, les candidats personnellement choisis par Trump, par exemple au Texas ou en Caroline du Sud, ont été balayés comme par une tornade. Depuis, on se projette mentalement dans « l'après-Trump ». Car avec la cuisante défaite du président s'ouvre une nouvelle séquence.

Traditionnellement, le lendemain des élections de *midterms* (lors d'un second mandat) marque la période dite du *lame duck*, qui désigne l'état du président sortant. Ne pouvant se représenter, celui-ci est affaibli au point d'être considéré comme un « canard boiteux ».

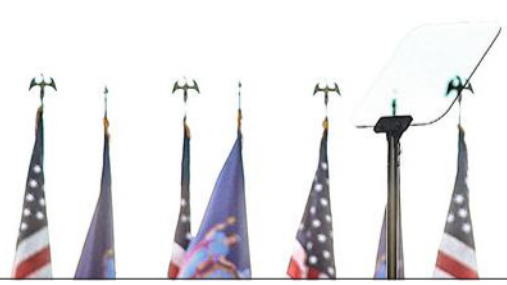
Selon l'usage, il est censé s'effacer progressivement de la scène afin de laisser émerger les nouveaux talents et permettre l'expression de débats pour que s'épanouisse le jeu démocratique en vue de la présidentielle suivante.

Rien de tel, évidemment, ne peut être attendu de la part de Donald Trump, l'ancien promoteur immobilier de New York étant inapte au respect d'une telle tradition. « Il n'est pas en mesure, psychologiquement, de s'accepter comme un président finissant et encore moins de céder sa place à un successeur, remarque l'historienne Françoise Coste, spécialiste du conservatisme américain et autrice d'une biographie de Ronald Reagan. Au contraire, se sentir déconsidéré – qui plus est après un revers électoral qui lui est imputable – ne peut que réveiller sa blessure narcissique », ajoute-t-elle. D'ailleurs, fidèle à son habitude, le président a déjà désigné les coupables : la chaîne Fox News qui ne l'a pas assez soutenu, la guerre en Iran et, enfin, tous les candidats républicains qui n'ont pas été à la hauteur. « Si mon nom avait figuré sur les bulletins de vote, nous aurions gagné », prétend-il.

UN ANIMAL BLESSÉ DANGEREUX

Défaite électorale ou non, la Constitution américaine lui octroie encore « une énorme quantité de





T. BRENNER/POOL/REUTERS

→ Le vice-président J. D. Vance fait à présent figure d'héritier naturel.



Axel Gyldén
Grand reporter
monde

pouvoir exécutif, comme dit l'analyste Dan Balz, un ancien du *Washington Post*. Donald Trump peut à sa guise continuer de gouverner à coups d'*executive orders* [décrets]. » Depuis le 20 janvier 2025, c'est-à-dire en moins de deux ans, il en a d'ailleurs émis 290, soit davantage que les 220 de son premier mandat et bien plus, aussi, que les 276 décrets de Barack Obama en huit années à la Maison-Blanche.

Tout laisse à croire qu'une inflation d'*executive orders* se profile dans la dernière ligne droite de sa présidence. Et, aussi, que Donald Trump multipliera les coups d'éclat afin de rester au cœur de l'attention médiatique mondiale. Il lui serait insupportable de vivre loin des projecteurs. « En somme, sa sortie de scène risque d'être mouvementée et imprévisible, ajoute Dan Balz. Car un Trump blessé sera un animal dangereux, bien plus dangereux qu'un canard boiteux. »

De son côté, le Parti démocrate doit rapidement se mettre en ordre de bataille. Dès après le Nouvel An, peut-être dès janvier, les premiers candidats aux primaires se feront connaître. Mais qui sera le mouton à cinq pattes capable de faire la synthèse entre la génération Z propalestinienne, les *millenials*, les élites intellectuelles et financières des deux côtes (New York, Boston, Los Angeles…) et, plus important encore, l'électorat populaire ? Gavin Newsom, le gouverneur de Californie ? Il est trop… californien, ce qui revient à être considéré comme trop progressiste et woke pour séduire l'électorat indépendant dont le cœur oscille entre droite et gauche. Josh Shapiro, le gouverneur de Pennsylvanie ? Malgré ses critiques contre Benyamin Netanyahou, son soutien à Israël constitue une faiblesse pour attirer le vote de la Gen Z.

La congressiste Alexandria Ocasio-Cortez, alias « AOC », élue de New York ? Disciple de Bernie Sanders, elle se situe probablement trop à gauche pour séduire les centristes. Pete Buttigieg, ancien ministre des Transports de Joe Biden ? Excellente idée mais il manque un brin de charisme et son homosexualité reste un frein pour certains électeurs. D'autres noms circulent, comme l'étoile montante Jon Ossoff, jeune sénateur de Géorgie réélu triomphalement ou encore de J. B. Pritzker, gouverneur de l'Illinois et grande fortune dont la famille possède les hôtels Hyatt.

UN VOTE DE REJET

Au-delà du candidat, la compétition des primaires doit permettre de définir une ligne politique. Cela, afin de faire oublier la campagne de Kamala Harris qui – erreur tactique – se limitait à une posture : celle de la candidate anti-Trump dont la vertu supposée permettrait de « sauver la démocratie américaine ». Certes, la dynamique électorale se trouve aujourd'hui du côté démocrate. Mais attention : le piège serait de croire que la victoire du 3 novembre correspond à un vote d'adhésion aux idées de gauche. Or la vague bleue (couleur des démocrates) s'explique avant tout par le rejet de la guerre en Iran, l'augmentation des prix de l'essence, l'inflation et l'insupportable coût de la vie dans un pays où une poignée d'ultrariches s'enrichissent au sommet où, par ailleurs, la corruption va galopante.

Coté républicain, le défi n'est pas moins ardu. Les candidats potentiels devront exister par eux-mêmes en se distanciant de Donald Trump, sachant que ce dernier en prendra ombrage. Et quel projet défendre ? Celui-ci peut prendre deux formes : soit, la poursuite de la ligne Maga, avec son lot de guerres culturelles ; soit, le retour aux racines d'un républicanisme traditionnel, plus sensé et moins trumpien.

A présent, le vice-président J. D. Vance fait figure d'héritier naturel. Diplômé de Yale, ancien Marine envoyé en Irak en 2003 (il n'a pas participé aux combats), père de quatre enfants et très lié aux « tech bros » de la Silicon Valley (à commencer par Peter Thiel, le cofondateur de PayPal, Facebook et Palantir), il est le favori des sondages. Le secrétaire d'Etat Marco Rubio, lui, semble avoir acté l'avantage pris par Vance. D'aucuns échafaudent qu'il pourrait devenir le vice-président de ce dernier dans le cadre d'un ticket Vance-Rubio.

D'autres hypothèses existent, comme celle d'une candidature du sénateur du Texas Ted Cruz, ancien candidat à la primaire républicaine contre Donald Trump en 2016, celle de Donald Trump Junior ou encore celle de Tucker Carlson, l'ancien polémiste de Fox News dont le programme était l'un des plus suivis aux Etats-Unis de 2016 à 2023. « Tout le monde prédit un match entre Vance et Rubio, remarque, dans les colonnes de *Vanity Fair*, Mark McKinnon, le stratège de la campagne de George W. Bush. Mais moi, je pense que ce sera une course entre Vance, Rubio et Carlson. En effet, en s'opposant farouchement à la décision de Trump d'entrer en guerre contre l'Iran, Carlson s'est emparé du flambeau du mouvement Maga "America First". Et il pourrait s'avérer un adversaire redoutable lors des débats des primaires républicaines. Il possède tout simplement un ensemble de compétences assez hors du commun. Il ferait carrément mordre la poussière à Vance », parie-t-il. Faites vos jeux… ✶



Etats-Unis

Ces démocrates qui rêvent déjà de la Maison-Blanche

Le double succès électoral du parti, qui a remporté le Sénat et la Chambre des représentants, l'a remis en selle. Et aiguisé l'appétit des prétendants.

K.-O. debout depuis le fiasco, voilà deux ans, de la candidature de Joe Biden – remplacé in extremis par Kamala Harris, battue à plate couture par Donald Trump –, les démocrates sont à nouveau sur le ring. Galvanisés par leur triomphe électoral aux *midterms,* les voici prêts à repartir au combat, avec la présidentielle 2028 en ligne de mire. Reste à trouver un candidat de consensus, capable de mettre d'accord la génération Z propalestinienne, les élites des deux côtes, les Afro-Américains (14 % de l'électorat) et les électeurs de la classe populaire dont une bonne partie a viré trumpiste. Difficile équation.



Gavin Newsom
59 ans
Gouverneur de Californie

Son mandat à la tête du *Golden State* se termine en janvier 2027. Le timing est donc parfait pour se lancer dans les primaires. Il dirige le plus peuplé, plus grand et plus riche Etat du pays – si la Californie était un pays, son PIB le situerait au quatrième rang mondial. Toutefois, à l'exception de deux républicains (Richard Nixon en 1968 et Ronald Reagan en 1980), il est rare que les Américains envoient à la Maison-Blanche un natif de cet Etat, aujourd'hui considéré comme trop libéral et « woke » par de nombreux compatriotes.

Autrefois marié à une présentatrice de Fox News devenue par la suite la compagne de Donald Trump Jr (dont elle s'est séparée), cet ancien maire de San Francisco (2004-2011) né dans une famille privilégiée appartient depuis toujours à l'establishment de la ville. L'année dernière, il a mené une campagne d'opposition à Donald Trump sur les réseaux sociaux et via son podcast. Favori des sondages, il est le plus connu des candidats potentiels parmi les démocrates.



Alexandria Ocasio Cortez – 37 ans
Représentante du Bronx au Congrès

Elue dans le quartier le plus pauvre de New York, cette femme d'origine portoricaine a surgi sur la scène politique voilà huit ans, portée par son talent, son charisme et la vague MeToo. « Je ne partage aucune de ses idées, mais j'avoue que c'est une excellente politicienne, très combative », a confié à L'Express Steve Bannon (autrefois proche conseiller de Donald Trump), il y a quelques années, au sujet de celle qui fut en 2019 la plus jeune parlementaire jamais élue au Congrès des Etats Unis, à 29 ans.

Membre des Socialistes démocrates d'Amérique (DSA), à gauche de l'échiquier politique, « AOC » – c'est son surnom – a pris plusieurs initiatives ces derniers mois démontrant qu'elle voit loin. Elle s'est rapprochée de Bernie Sanders, personnage le plus influent à gauche de la dernière décennie. Au printemps 2025, elle a rejoint ce dernier pour une tournée aux Etats-Unis intitulée « Fighting Oligarchy » (Combattre l'oligarchie). Certains meetings, où elle attaquait directement Elon Musk, ont attiré 30 000 personnes. Habile sur les réseaux sociaux, elle a annoncé en août, sur Instagram, qu'elle faisait congeler ses ovocytes. Une initiative qui lui laisse la possibilité d'avoir des enfants plus tard, sans que ce calendrier personnel ne dicte son agenda politique.

Elle réfléchit à une éventuelle candidature à la présidentielle de 2028 ou au Sénat, peut-être contre le démocrate Chuck Schumer, qui détient le siège de New York. Enfin, elle a nuancé ses prises de position sur le conflit israélo-palestinien. Après avoir qualifié de « génocide » les attaques d'Israël sur Gaza en mars 2024, elle a voté en faveur d'une aide militaire à l'Etat hébreu.



Pete Buttigieg
44 ans
Ex-ministre des Transports

S'il n'a rien dévoilé de ses intentions, l'ancien ministre de Joe Biden et ancien maire de South Bend (Indiana) est unanimement considéré comme un candidat brillant. Lors des primaires de 2020, déjà, il avait remporté le caucus de l'Iowa avant de se retirer et d'apporter son soutien à Joe Biden. Excellent communicant, il intervient régulièrement sur Fox News et dans des podcasts à tendance conservatrice, où il défend les positions de son parti auprès d'un public qui n'y est généralement pas exposé. Il figure systématiquement parmi les favoris des sondages, derrière Gavin Newsom.

Ancien officier du renseignement dans l'US Navy, il a été en poste en Afghanistan en 2009 et parle huit langues, plus ou moins bien (anglais, maltais, arabe, norvégien, italien, français, espagnol, dari). Son point faible : il est marié à un homme, ce qui explique en partie le modeste soutien dont il bénéficie auprès de l'électorat afro-américain, globalement conservateur sur le sujet de l'homosexualité.

A. GORDON/REUTERS - E. LEE/REUTERS - B. SNYDER/REUTERS





J. B. Pritzker
61 ans
Gouverneur de l'Illinois

Réélu triomphalement, le 3 novembre, au poste de gouverneur de l'Illinois avec 60 % des voix, cet héritier de la famille qui possède les hôtels Hyatt et décerne le fameux prix d'architecture Pritzker, est un poids lourd du Parti démocrate. En 2024, il figurait sur la *short list* de Kamala Harris pour le poste de vice-président. Sa troisième victoire dans l'Etat où se trouve Chicago (la ville, très politique, de Barack Obama) renforce son curriculum vitae. Son énorme fortune, de plus de 4 milliards de dollars, lui donne toute latitude pour financer ses ambitions.

En lançant sa campagne pour sa réélection l'année dernière, il a refusé de dire s'il terminerait son mandat de gouverneur et il a prévenu que son vice-gouverneur, élu sur son ticket, devait « se préparer à tout ».



Mark Kelly
62 ans
Sénateur de l'Arizona depuis 2020

Cet homme-là a l'étoffe des héros, même s'il est réputé calme – trop calme ? – ce qui est un prérequis pour s'aventurer dans l'espace. Pilote de chasse, Mark Kelly a aussi été astronaute à la Nasa. Il a passé plus de cinquante jours en orbite lors de quatre missions de 2001 à 2011. Par ailleurs, il est marié à l'ancienne représentante du Congrès Gabrielle Giffords, qui vit en fauteuil roulant depuis qu'elle a été touchée lors d'une fusillade à Tucson, en 2011.

Comme J. B. Pritzker, son nom a circulé pour accompagner Kamala Harris en tant que vice-président sur son « ticket » présidentiel en 2024. Il y a un an, le sénateur Mark Kelly, qui fut jadis capitaine dans l'US Navy, s'est élevé publiquement contre le ministre de la Défense Pete Hegseth. Avec cinq autres élus du Congrès, il a dénoncé, dans une vidéo, la destruction sans sommation par le Pentagone de navires soupçonnés de se livrer au narcotrafic dans la mer des Caraïbes. En février, Mark Kelly a déclaré qu'il « étudierait sérieusement » la possibilité de se lancer dans la course aux primaires.

↑ Seul un candidat de consensus pourra reconquérir la Maison-Blanche.



Jon Ossoff
39 ans
Sénateur de Géorgie

Et si c'était lui ? On a longtemps comparé Jon Ossoff à un certain Barack Obama. Et indéniablement, l'ancien président fut pour lui une source d'inspiration, au point d'en imiter le style, le phrasé et les poses. A seulement 33 ans, en 2021, ce politicien précoce a réussi l'exploit de conquérir un fauteuil détenu jusque-là par un républicain. En Géorgie (11 millions d'âmes), où se trouve Atlanta, le jeune homme s'appuie, notamment, sur la puissante communauté afro-américaine, laquelle représente 1 habitant sur 3. Il a été réélu, ce 3 novembre, avec 60 % des suffrages. ✶ **A. G.**

I.VENTURA/SHUTTERSTOCK - O.JONES/REUTERS - T.COESTER/REUTERS - C.BARRIA/REUTERS

Géopolitique

Les Russes pris au piège d'une mobilisation cachée

Le Kremlin veut des centaines de milliers de nouveaux soldats, mais les volontaires se font rares. Dans l'ombre, l'armée recrute désormais par la force.

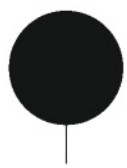
Dans une ville moyenne russe anonyme, le terne patron d'une société de logistique, après avoir mollement protesté, envoie d'un trait de plume 14 de ses salariés au casse-pipe en Ukraine. Pas le choix, la « mobilisation partielle » vient d'être décidée par Vladimir Poutine, il faut urgemment fournir l'armée russe en fantassins. Nous sommes alors en septembre 2022 – mais nous sommes aussi dans un film. En l'occurrence *Minotaure* d'Andreï Zviaguintsev (actuellement sur les écrans), dernier Grand Prix à Cannes et qui représentera la France aux Oscars en mars prochain, à Hollywood. Une fiction certes, mais totalement adossée au réel. Elle donne à voir pour la première fois, un processus qui a poussé à l'époque des centaines de milliers d'hommes à fuir le pays en catastrophe. Depuis quatre ans, la mobilisation rampante n'a jamais vraiment cessé. Mais en 2026 et surtout depuis la fin de l'été, les enrôlements ont repris de plus belle, atteignant leur plus haut niveau depuis 2022.

« Le ministère de la Défense avait déjà recruté cette année quelque 140 000 hommes, désormais en attente d'être affectés, et en forme actuellement 70 000 autres depuis le début de l'automne », nous indique Nikolaï (un prénom d'emprunt), membre du groupe d'experts militaires indépendants Volya, qui dispose de bonnes sources au sein du ministère russe de la Défense et des services de renseignement. « Ils doivent encore en trouver au moins 100 000 d'ici la mi-décembre, car l'objectif de Poutine est de compter sur 300 000 individus ou un peu plus, d'ici à 2027. » Or, malgré des primes alléchantes à la signature des contrats, l'armée peine à attirer de nouveaux volontaires, et le vivier de recrues se tarit.

Depuis le mois de janvier, le recrutement emprunte des chemins de traverse : les « réservistes », ainsi que les jeunes hommes pendant leur service militaire. La conscription, qui comptait deux vagues de recrutement par an, a désormais cours toute l'année. « L'objectif est que 50 % d'entre eux signent un contrat en tant que soldat professionnel. Avant, c'était 20 %. Je vous laisse imaginer la coercition et la pression mise sur ces jeunes hommes de 18, 19 ans, qui sont seuls, loin de chez eux, afin qu'ils s'engagent. S'ils tombent sur un des rares commandants d'unité capables de faire preuve d'humanité, ils peuvent s'en sortir. S'ils se retrouvent face à un recruteur sans pitié, celui-ci les fera plier à coups d'insultes et de menaces jusqu'à ce qu'ils signent », continue Nikolaï. De juin à octobre, trois ONG de protection contre la mobilisation ont rapporté près de 200 appels à l'aide de conscrits que l'on avait forcés à signer un contrat.

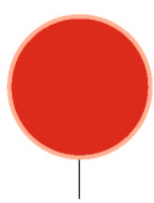
Mais depuis la fin de l'été, l'accent est surtout mis sur le système méconnu des réservistes, moins susceptible de mécontenter la population que l'envoi d'adolescents vers le front. Il a été réformé en profondeur et les conditions, améliorées. Aujourd'hui, leur recrutement se déroule dans une vingtaine de régions, sous la pression de Moscou qui réclame sans cesse de nouvelles recrues. Cela passe notamment par les entreprises. Les services RH des sociétés russes n'hésitent plus à inscrire des salariés masculins sur les listes de réservistes… à leur insu. Certains ne le découvrent qu'en recevant une convocation au commissariat militaire. D'autres sont envoyés comme réservistes afin de protéger un site énergétique ou industriel du groupe, avec la promesse que les choses n'iront pas plus loin. En réalité, ils sont tous tôt ou tard fortement « incités » à s'engager pour de bon.

DEPUIS LA FIN DE L'ÉTÉ, L'ACCENT EST MIS SUR LE SYSTÈME MÉCONNU DES RÉSERVISTES



210 000 soldats

le contingent russe total pour l'invasion de l'Ukraine en février 2022



300 000 à 340 000 soldats

le nouveau contingent que souhaite former Vladimir Poutine d'ici à janvier

« RAMASSAGES DE RUE »

Pour le pouvoir, l'avantage est évident : ce recrutement de masse reste à l'abri des regards. Malgré cette volonté de dissimulation, le phénomène des « ramassages de rue » se développe et alimente l'inquiétude à travers les 11 fuseaux horaires de l'immense Russie.

Plusieurs vidéos de « mobilisations sauvages » en pleine rue ont fuité ces derniers mois sur les réseaux sociaux. Dans l'une d'elles, tournée à Vladivostok, on voit un jeune homme se faire embarquer devant chez lui par un groupe d'hommes au physique de gros bras. Sa mère apprendra un peu plus tard qu'il a déjà été envoyé dans un camp d'entraînement militaire. Autre cas, à Saint-Pétersbourg, relayé par les médias russes en exil : celui d'un jeune de 20 ans, arrêté sur la voie publique pour suspicion de possession de drogue et battu par les forces de l'ordre. Après s'être vu refuser un avocat, il a été contraint de signer un contrat avec l'armée. « Il a rapidement été expédié dans la région de Louhansk », raconte sa mère impuissante.

A Omsk, en Sibérie, des habitants mettent en garde les hommes contre certains lieux en laissant des avis sur 2GIS, le Google Maps

S. KARPUKHIN/TASS/ZUMA PRESS/MAXPPP

DES TÉMOIGNAGES FONT ÉTAT DE LA DISPARITION ÉTRANGE DE MARGINAUX ALCOOLISÉS QUI TRAÎNENT AUX ALENTOURS DES SUPERMARCHÉS OU DES GARES

russe : « Attention, ici ça rafle des gars ! » Des manifestations ont même éclaté cet été à Penza, à 500 kilomètres à l'est de Moscou, où le nouveau responsable chargé de la « politique de la jeunesse et des questions humanitaires *(sic)* », Artiom Nikolaïev, s'avère être un vétéran d'Ukraine. Un vrai dur, ultrapatriote, récipiendaire de la médaille de « héros de Russie ». Malgré son titre ronflant, sa vraie mission consiste à superviser le recrutement de la région de Penza.

En outre, dans de nombreuses petites localités et villes moyennes, des témoignages font état de la disparition étrange de marginaux alcoolisés qui traînent aux alentours des supermarchés ou des gares ferroviaires. Désormais, les recruteurs militaires ciblent en priorité ces sans-abri, mais aussi des chômeurs isolés ou les hommes endettés, comme ceux qui ne versent pas la pension alimentaire à leur ex-femme. Selon le média indépendant Viortska, au moins 17 régions russes auraient connu des cas de « mobilisation sauvage ».

Nadejda Nizovkina, militante des droits humains, nous envoie, elle, des nouvelles de la Bouriatie, à 5 000 kilomètres à l'est de Moscou. C'est l'une de ces « républiques ethniques » qui ont payé par le sang un tribut particulièrement lourd à l'invasion de l'Ukraine. « Actuellement, notre région est traversée par une peur intense, confirme cette femme qui se bat pour informer les civils de leurs droits et défend les soldats enrôlés de manière abusive. Nous assistons à une nouvelle vague de mobilisation forcée, car les chèques et les bonus d'engagement offerts par l'armée ne suffisent plus à attirer les recrues. » Et cette quadragénaire de poursuivre : « J'ai récemment reçu énormément d'appels à l'aide, plus d'une centaine, d'hommes qui essaient d'échapper au recrutement. J'entends dire, aussi, que les étudiants sont de plus en plus visés, directement au sein des facultés. Par ailleurs, des salariés m'ont confié avoir été forcés à rencontrer un officier du recrutement militaire. D'autres sont menacés de poursuites. La dimension de tout ceci dépasse tout ce que j'imaginais. »

Certes, après quatre ans de mobilisation rampante et de stress, les Russes sont désormais mieux informés et plus méfiants à l'égard de cette faucheuse secrète. Ils sont davantage nombreux à ne plus se rendre naïvement au commissariat militaire local. Certains se cachent dans des villages.

D'autres quittent leur emploi pour travailler au noir, loin de leur ville d'origine. D'autres encore se cachent chez leurs ex-femmes ou dans leur belle famille. « Mais le nombre de ces objecteurs de conscience reste limité, nous l'estimons à environ 10 % », abonde Nikolaï, le spécialiste du système militaire russe.



Le recrutement de masse se fait à l'insu de la population, loin des regards.

RÉSERVES DE CHAIR À CANON

En septembre, à l'issue des élections législatives, Vladimir Poutine n'a pas annoncé la mobilisation « officielle » que tout le monde redoutait. Mais cette seule menace avait déjà provoqué un nouvel exode d'hommes potentiellement mobilisables, partis vers l'Arménie, la Géorgie, le Kazakhstan ou encore la Serbie. En tout état de cause, le chef du Kremlin n'a pas abandonné l'idée de reconstituer ses réserves de chair à canon d'ici la fin de l'année. Dans quel but ? « Malgré ce que l'on lit souvent dans la presse occidentale, Moscou ne manque pas d'hommes en Ukraine, car le recrutement va déjà bon train, précise Nikolaï. Selon certaines de nos sources au sein des forces armées, Vladimir Poutine envisagerait sérieusement une escalade. Ces nouvelles recrues ne seraient pas envoyées en Ukraine, mais plutôt… à proximité d'un pays balte. »

JULIAN COLLING

A Sciences Po, guerre froide et passes d'armes autour des *war studies*

La création d'un centre dédié à la sécurité et à la défense a suscité une levée de boucliers rue Saint-Guillaume, à Paris. Retour sur une fronde interne qui a viré à la lutte des clans ●

L'affaire a déchaîné plusieurs jours durant la boucle WhatsApp des professeurs de Sciences Po. Commentaires désobligeants, procès en autoritarisme à l'encontre du directeur de l'établissement, le diplomate Luis Vassy, règlements de comptes par tribunes interposées, craintes étayées d'une « OPA d'une industrie de l'armement » sur la prestigieuse école… Le lancement, début juillet, d'un tout nouveau centre dédié aux questions de sécurité, de défense et de relations internationales, censé rapprocher les chercheurs des praticiens – diplomates comme militaires – a cristallisé les tensions. Jusqu'à exposer au grand jour deux traditions académiques, voire deux visions du monde, qui coexistent péniblement rue Saint-Guillaume et, plus largement, dans le milieu universitaire français.

Automne 2025. Luis Vassy confie à l'ancienne ministre des Armées, Florence Parly, et à Thierry Balzacq, chercheur et professeur à Sciences Po, la mission sensible d'esquisser les contours d'un futur centre de recherche dédié aux questions de défense. Le projet n'est pas nouveau. Thierry Balzacq, qui en assure aujourd'hui la direction par intérim, l'a déjà porté auprès des deux prédécesseurs de Luis Vassy, Frédéric Mion et Mathias Vicherat, avant que tous deux ne soient contraints de démissionner avec fracas.

ALLERGIE AUX CADRES DU PRIVÉ

La guerre bat son plein entre l'Ukraine et la Russie, l'allié américain exerce sur les pays européens des pressions de plus en plus délibérées : il y a, selon la direction, urgence à mieux penser la guerre et à remettre les conflits entre Etats au cœur des recherches de l'école. Des universitaires et des diplomates sont mis à contribution. Ainsi que deux émissaires de Safran et Thales, ce qui aura le don d'arc-bouter une frange de chercheurs de Sciences Po, allergiques aux collaborations de cadres venus du privé.

Le cénacle d'experts mandatés par Luis Vassy plébiscite une approche anglo-saxonne des relations internationales, calquée sur le modèle des grandes universités américaines, dont Harvard, Stanford, Columbia ou Princeton. Une approche pragmatique et plus poreuse aux regards des praticiens, militaires ou industriels. « Ce centre a été pensé pour combler un angle mort à Sciences Po. Les enjeux de défense, de géopolitique au sens militaire, de conflit au sens opérationnel, de renseignement au sens des *intelligence studies* étaient jusqu'à présent délaissés », observe Guillaume Farde, à l'origine de la spécialité sécurité-défense, lancée dès 2017 au sein de l'école d'affaires publiques de l'établissement, non sans heurts.

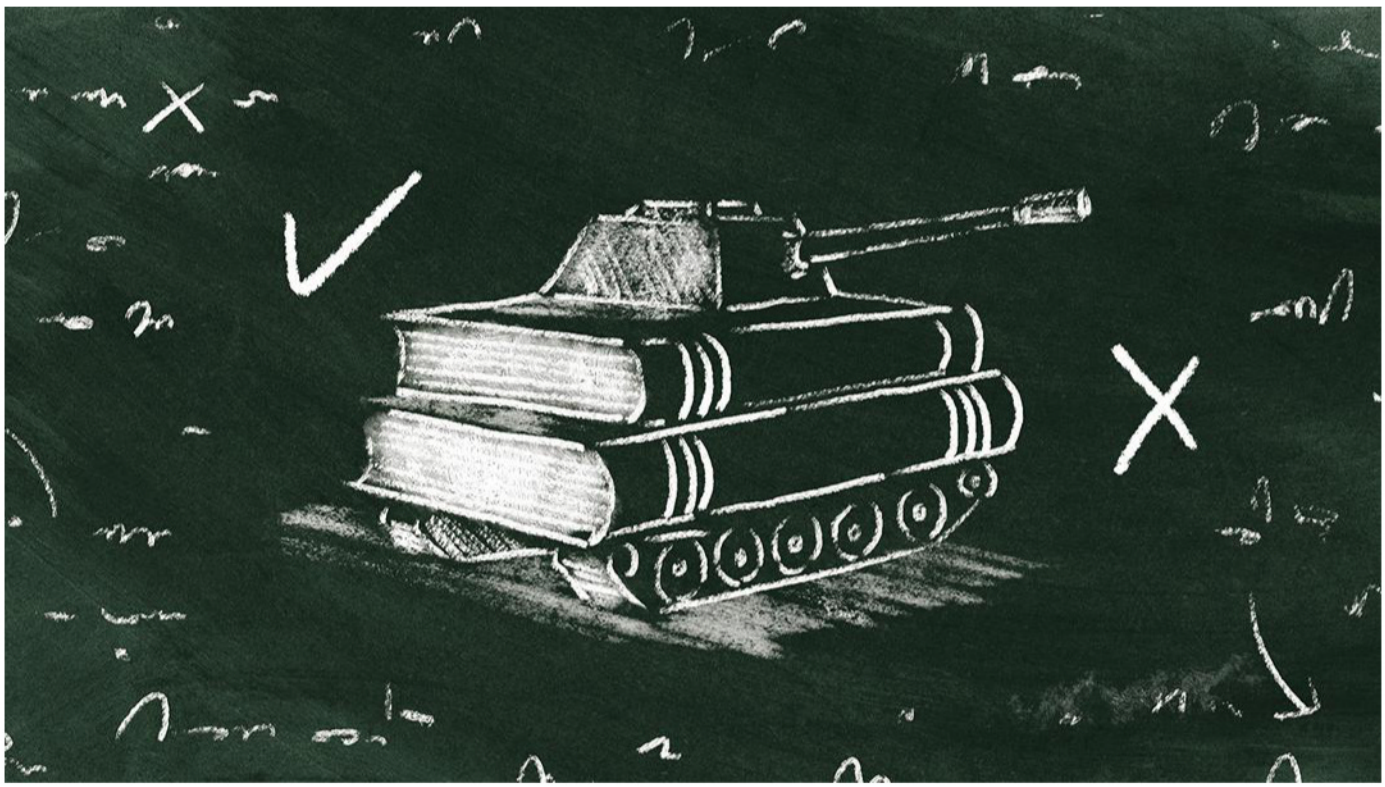


Elsa Trujillo
Journaliste défense et renseignement

Au sein de la grande école, il s'agit également de répondre à la forte demande des étudiants et d'opérer un rattrapage dans le champ des relations internationales. Un monde dans lequel le *soft power* et le prestige académique se jouent en anglais, dans de grandes revues de renommée mondiale. Les Français s'y illustrent par leur absence. « Le Danemark est 11 fois moins peuplé que la France mais compte huit fois plus de chercheurs en relations internationales », regrette Olivier Schmitt, professeur de relations internationales au Center for war studies de l'université du sud du Danemark, qui a phosphoré autour du projet. Au-delà des Etats-Unis, le Royaume-Uni, les Pays-Bas ou encore l'Allemagne mènent la danse dans ce secteur de recherche en pleine expansion.

Très vite, le projet ravive une querelle ancienne entre deux clans irréconciliables. D'un côté, les tenants d'une approche faisant la part belle aux Etats et à leurs décideurs, amenés à traiter les questions militaires d'un point de vue international. De l'autre, une majorité de chercheurs, plus ancrés à gauche, partisans d'une étude des relations internationales « par le bas », au travers des mouvements sociaux, des ONG et de l'étude des sociétés civiles. Cette dernière école rallie de nombreux personnalités au sein du très influent Centre d'études et de recherches internationales (Ceri), le plus ancien laboratoire de Sciences Po, hérissé par le projet.

Autant d'acteurs longtemps rétifs à publier dans une autre langue que le français. « Il a parfois été reproché à de jeunes chercheurs de publier en anglais. Ce qui revient à reprocher à des experts en



relations internationales d'avoir une approche… internationale », déplore un spécialiste français des *war studies*. « Une nouvelle génération exceptionnelle de chercheurs en relations internationales émerge et se met à publier de plus en plus en anglais, malgré les difficultés », tempère Thierry Balzacq.

A Sciences Po, les conflits académiques entre chercheurs se règlent à fleurets mouchetés, à coups de tribunes. L'ancien directeur du Ceri, le politiste Jean-François Bayart, a dégainé la sienne le 26 mai, dans les colonnes du *Monde*, pour critiquer frontalement l'approche de Luis Vassy. L'universitaire note, dans l'exposé du projet, l'utilisation d'un « vocabulaire stratégique et militariste », – dans son esprit, c'est loin d'être un compliment. Il marque encore son opposition au rapprochement de Sciences Po avec l'industrie de l'armement, dont le pire symbole est à ses yeux la nomination de Florence Parly : « Il est stupéfiant qu'un tel comité exploratoire, dans l'université de recherche que prétend être Sciences Po, soit coprésidé par une ancienne ministre des Armées », écrit-il. Quelques jours plus tôt, un communiqué cosigné par 145 professeurs s'émouvait, entre autres reproches adressés à Luis Vassy, de la nomination de ce comité exploratoire.

TRAVAILLER SUR LA GUERRE

La fronde interne lancée au printemps a contraint le directeur à sortir de sa réserve. « La France dispose d'écoles, de centres, de chercheurs de très haut niveau dans le champ des relations internationales et des études de sécurité. Mais cet écosystème reste, à l'échelle des défis, sous-dimensionné, dispersé, et insuffisamment relié aux espaces de décision. Il faut aussi, et tout autant que des chars, satellites et capacités industrielles, des concepts, des cadres d'analyse, des doctrines débattues publiquement, des chercheurs civils capables d'éclairer le débat démocratique », a martelé l'ancien ambassadeur de France aux Pays-Bas, dans une tribune cette fois-ci accordée au *Grand Continent*. Au risque de conforter son style, perçu par ses détracteurs comme rigide et vertical.

« Travailler sur les questions de défense en lien avec des industriels a tout du pacte faustien pour certains profils universitaires », analyse Guillaume Farde. « Cela faisait des années que les chercheurs mobilisés sur les questions de défense étaient perçus comme des traîtres à la patrie des sciences sociales – sur le registre assez caricatural selon lequel travailler sur la guerre reviendrait à la cautionner », note un chercheur spécialiste de la politique française d'armement.

Les modalités de financement du centre restent à affiner. Mais une ligne rouge est intangible. « Chaque centime versé à Sciences Po passe par le filtre du comité d'éthique. Le centre sera soumis aux mêmes conditions de mécénat que les autres, sans exception », précise en retour Thierry Balzacq. Né au forceps, le centre devrait pleinement voir le jour début 2027. Avec l'espoir, pour les partisans des *war studies*, de développer une nouvelle « école » française de référence. ✶

1952

Sciences Po fonde le Ceri, son premier et plus ancien laboratoire de recherche. Raymond Aron participe à sa création.

RESOURCE B./UNSPLASH - L'EXPRESS



Confidentiel

Ultime mercato d'ambassadeurs

Dans quelques semaines aura lieu le dernier mercato des ambassadeurs des années Macron. Parmi les capitales pressenties pour changer de « haut représentant » : Alger, Tunis, Londres, La Haye, Berlin ou Rome. En Italie, Frédéric Mondoloni, actuel directeur politique du Quai d'Orsay, pourrait succéder à Anne-Marie Descôtes, nommée… en février. A Bruxelles, un changement d'ère se profile puisque Philippe Leglise-Costa, représentant permanent auprès de l'Union européenne, pourrait céder la place à Alexis Dutertre, le conseiller Europe d'Emmanuel Macron.

Le dîner mahorais de Lecornu

Sébastien Lecornu invite à dîner les édiles de Mayotte le 23 novembre, en amont du congrès de l'Association des maires de France, qui se tiendra porte de Versailles du 24 au 26 novembre (Paris XV^{e}). Un déplacement du Premier ministre sur l'île est également prévu début 2027, deux ans après que le département a été dévasté par le cyclone Chido. Une manière de renouer avec ses années de ministre des Outre-mer, de 2020 à 2022.

Quand la DGSE parlementait avec l'espion de Poutine

Invité de l'Académie des sciences morales et politiques, le 2 novembre, Bernard Emié *(photo)* a livré quelques révélations sur le fonctionnement de la DGSE, qu'il a dirigée de 2017 à 2023. L'ex-maître espion a évoqué le rôle joué par son service dans la libération de deux otages français au Mali, Sophie Petronin en 2020 et Olivier Dubois en 2023. Il a également décrit son propre rôle dans les relations diplomatiques France-Russie. « C'est à la DGSE qu'il revient de passer des messages à nos adversaires, surtout lorsque les relations diplomatiques sont exécrables », a-t-il insisté. Et de détailler : « Je l'ai moi-même fait auprès de Sergueï Narychkine, le chef du SVR russe, un très proche de Vladimir Poutine. » ✶



VU D'EUROPE

1 ●

Froid

L'Italie enquête sur une vague de cyberattaques visant les systèmes de réfrigération de supermarchés européens. Le ministre de l'Intérieur évoque une « initiative coordonnée ». La France a été touchée, comme la Belgique, la Suède et plusieurs autres pays. *(ANSA, Rome, 3 novembre)*

2 ●

Espions

L'Autriche devrait présenter au Parlement une réforme punissant l'espionnage autrement que s'il vise les intérêts autrichiens. Actuellement, les opérations contre l'ONU, l'UE ou les organisations internationales siégeant à Vienne ne sont pas répréhensibles. *(Der Standard, Vienne, 5 novembre)*

3 ●

Corée du Nord

Les hackers nord-coréens ciblent directement les informaticiens estoniens. Un des experts les plus réputés a été approché sur LinkedIn par un faux dirigeant de Dubaï lui proposant un emploi. Objectif : lui faire télécharger du code malveillant pour voler cryptomonnaies et informations sensibles. *(ERR, Tallinn, 5 novembre)*

4 ●

Hacking

Le téléphone personnel du ministre portugais de la Défense a été compromis. L'attaque a permis de détourner ses communications, dupliquer ses contacts puis envoyer des messages WhatsApp. Son téléphone ne bénéficiait plus des mises à jour de sécurité nécessaires. *(ECO, Lisbonne, 5 novembre)*

5 ●

Sextorsion

Un caporal britannique déployé lors d'un exercice de l'Otan en Estonie a ignoré l'ordre de retirer la carte SIM de son téléphone. L'appareil a été piraté et des photos intimes utilisées pour le faire chanter. Il a payé une première rançon de 100 livres, avant de signaler l'affaire. *(ERR, Tallinn, 5 novembre)*

DGSE - JONAS KALMBACH

L'EXPRESS

NOUVEAU

UN ABONNEMENT 100 % DÉFENSE ET RENSEIGNEMENT

L'EXPRESS
SECRET-DÉFENSE

1 € LE 1ER MOIS

PUIS 5,99 €/MOIS · SANS ENGAGEMENT

LE RENSEIGNEMENT RACONTÉ PAR CEUX QUI MÈNENT L'ENQUÊTE

Guerres, services secrets, industrie de l'armement : la rédaction défense de L'Express ouvre un abonnement dédié.

- Toutes les **enquêtes** défense et renseignement
- Le **podcast hebdo** Nid d'espions
- L'essentiel chaque matin sur **WhatsApp**
- Des **tables-rondes** exclusives avec nos journalistes



S'ABONNER À SECRET-DÉFENSE

DÉJÀ ABONNÉ À L'EXPRESS ? SECRET-DÉFENSE EST INCLUS DANS VOTRE OFFRE.

Gaza : chronique d'une instrumentalisation

Après avoir joué un rôle important aux européennes, le sujet s'invite dans la présidentielle. Jean-Luc Mélenchon brandit l'étendard palestinien comme un miroir des fractures tricolores tandis que le reste de la gauche s'inquiète d'une privatisation de la cause •

Jean-Luc Mélenchon n'oublie jamais Gaza. Il ne faut pas attendre longtemps : de Saint-Denis au Bourget, en passant par Clermont-Ferrand, le candidat insoumis ouvre chacun de ses meetings par une pensée pour le peuple martyr, la condamnation du « génocide », de la complicité de l'Europe et « des puissants ». Trois ans après les attaques terroristes du 7 Octobre – que les députés LFI n'avaient pas condamnées dans leur première réaction – et le drame humanitaire dans l'enclave palestinienne, la cause participe du récit présidentiel et du décorum d'une campagne de rupture. 2027 se joue (aussi) là. « Nous avons été insultés, poursuivis, diffamés, mais, auprès de la jeunesse et des quartiers populaires, nous avons prouvé notre courage, notre sincérité », méditait le patriarche dans le mensuel américain *The Nation*. Ce crédit, Jean-Luc Mélenchon le doit à une personne : Rima Hassan, incarnation radicale – et efficace – de la cause lors des européennes. On la voit moins aujourd'hui, mais « l'icône n'a pas besoin d'être présente », songe un haut gradé à gauche.

Une icône, combien de divisions ? « Sa manière de faire ne serait pas toujours la mienne, mais j'estime cette femme, disait-il en petit comité, en septembre 2024. Ses positions politiques ne recoupent pas toujours les miennes, je ne pense pas



A. CORNU/HANS LUCAS/REUTERS

EN COUVERTURE



Mattias Corrasco
Journaliste politique

comme elle sur la Palestine. » Jean-Luc Mélenchon l'a tout récemment remerciée. Bien qu'attaché à la position historique de la diplomatie française de deux Etats au Proche-Orient, conservée dans *L'Avenir en commun,* le programme présidentiel de LFI publié le 6 novembre, il a aussi fini par donner des gages à cette nouvelle génération travaillée par « l'impasse d'Oslo ». Ainsi, les insoumis ouvrent officiellement la porte à l'éventualité d'un « Etat binational égalitaire » cher à Rima Hassan – pour « prendre en compte les autres possibilités d'assurer les droits individuels et collectifs internationalement reconnus des Palestiniens », écrivent les auteurs. « L'essentiel est de garantir les droits des Palestiniens, dans un cadre ou dans un autre, en imposant d'abord à Israël le respect du droit international, précise le député (LFI) Arnaud Le Gall. L'Etat binational entretient une relation ambiguë avec le sionisme. » François Hollande le pressentait, l'année dernière : « [Rima Hassan] est antisioniste. En consacrant cette personne, Jean-Luc Mélenchon a consacré cette ligne. » Le candidat LFI la laisse s'épanouir surtout, tant « Israël est devenu le symbole du colonialisme occidental », regrette le député du groupe communiste Emmanuel Maurel.

Gaza, un séisme… français. Aujourd'hui encore, la cause palestinienne est brandie telle un miroir des fractures françaises, comme une « transversale » intégrée à la « nouvelle France », le slogan de Jean-Luc Mélenchon. « Ceux qui ont vécu la relégation et le double standard dans l'attribution des droits n'ont pas besoin d'être palestiniens pour reconnaître dans cette condition quelque chose qu'ils connaissent depuis une expérience plus proche », estime-t-il sur son blog. Depuis, Rima Hassan popularise un clivage bâbord, et décrit Jérôme Guedj comme un thuriféraire de la « gauche coloniale », liant notamment, dans un tweet récent, son refus de parler d'islamophobie à son soutien supposé à Israël. « Avec la nouvelle France qui prolonge le soutien pour Gaza, la même logique est à l'œuvre – assumer l'essentialisation, s'adresser aux "racisés" pour dire : "C'est l'heure pour vous de gouverner" », dit l'ancien poulain de Jean-Luc Mélenchon. « Gaza permet de faire la jonction entre les différents électorats de LFI, de la jeunesse très progressiste aux quartiers populaires. C'est un vivier électoral et un vivier de mobilisation », note le politologue Jean-Yves Dormagen, président de Cluster17.

« LE DRAPEAU DES OPPRIMÉS »

Un mot, une image, un symbole. « Gaza est devenu comme le Vietnam, deux événements historiques qui fabriquent des consciences politiques fondées sur l'émotion et la détresse », analyse l'avocat de gauche Jean-Pierre Mignard. Lui se souvient, plus jeune, d'avoir arboré le drapeau nord-vietnamien dans toutes les mobilisations : « C'était le drapeau des opprimés, de la souffrance, de la douleur, du combat, de la résistance », comme celui de la Palestine aujourd'hui. La France n'est pas une île. En Europe, le drapeau palestinien est devenu un étendard. « Giorgia Meloni perd son référendum sur la justice en partie à cause de Gaza. En Islande aussi, le non au référendum sur la reprise des négociations européennes gagne sur le fil à cause de Gaza », observe un diplomate du Quai d'Orsay. En Espagne, alors qu'il était empêtré dans les affaires de corruption et la crise politique, Pedro Sanchez a fait du drame gazaoui un levier de réappropriation de l'électorat de gauche et le ciment d'une stature internationale. D'ailleurs, Raphaël Glucksmann regrette parfois que son camarade espagnol ne « mette pas l'emphase qu'il a pour Gaza sur l'Ukraine ».

De la mobilisation à l'instrumentalisation, le chemin est court. Olivier Faure rumine. « Ils ont privatisé la cause et ça l'a desservie ; aujourd'hui les gens considèrent que le drapeau palestinien est celui de LFI », analyse le premier secrétaire du Parti socialiste, qui a tenté de défaire le monopole. « Il faut dire les choses simplement, ne pas faire d'habileté ni de tactique là-dessus », lui a conseillé l'avocat Jean-Pierre Mignard en sus de la primaire sociale-démocrate. Olivier Faure a donc mis la thématique à l'agenda des débats. Il a aussi fait de la dénonciation du « génocide » à Gaza un instrument de différenciation avec son principal concurrent, Raphaël Glucksmann. La sentence insoumise ne s'est pas fait prier. « Il agite le génocide comme un marqueur, tel un politicien vil et inepte pour gratter 15 voix », ricane un proche de Mélenchon. Gare à ceux qui dénonceront le « génocide » trop tard, ou le drame par d'autres mots. Les figures contrites sont assimilées aux résistants de la dernière heure. « LFI fait du terrorisme intellectuel : si tu ne prononces pas le mot "islamophobe", tu es raciste ; si tu ne prononces pas le mot "génocide", tu n'as aucune humanité », constate un ministre.

Désormais candidat à l'Elysée, Raphaël Glucksmann a compris à ses dépens la puissance de la « génération Gaza ». « Quand j'analyse ma propre évolution dans l'opinion, il y a un avant et un après 7 Octobre avec la jeunesse », a-t-il confié à l'eurodéputé (PS) François Kalfon. La réalité est plus complexe, mais ses amis veulent croire que le refus de qualifier de « génocide » la situation en Palestine l'a détourné de la jeunesse de gauche. « L'instrumentalisation du conflit par LFI a joué. On a une jeunesse dont la conscience politique naît avec la réponse militaire israélienne au 7 Octobre », dit un socialiste de son équipe. Le leader de Place publique dénonce « les crimes contre l'humanité » dans l'enclave palestinienne ; il songe aussi que l'âme de l'Europe est à Kiev. « Il y a une gauche plutôt Gaza et une gauche plutôt Ukraine. Les deux sujets permettent de fidéliser un socle, mais si Gaza unifie et distingue l'électorat mélenchoniste, il est devenu un enjeu tellement clivant qu'il peut limiter l'élargissement à de nouveaux électorats », conclut Jean-Yves Dormagen. Le marqueur travaille les représentations politiques, quitte à bâtir quelques plafonds en ciment. ✶

← Attaché à la solution à deux Etats au Proche-Orient, le leader de LFI *(ici, accueillant Rima Hassan à son retour d'Israël, en juin 2025)* donne des gages à une génération travaillée par « l'impasse d'Oslo ».

Répliques

Comment le sort des Palestiniens échauffe les débats en Europe

Dans plusieurs grands pays du Vieux Continent, le conflit au Moyen-Orient est devenu un enjeu électoral majeur.

Chez plusieurs de nos voisins, l'enclave de Gaza s'est invitée dans les campagnes électorales. Sujet hautement clivant, le conflit au Moyen-Orient recompose les camps politiques, les divisant ou les rassemblant. A gauche, la dénonciation du sort des Palestiniens et la condamnation virulente d'Israël offrent des thèmes porteurs pour la frange la plus radicale, fragilisant les partis plus modérés. Quant à la droite, elle est parfois contrainte de composer avec une opinion publique majoritairement propalestinienne. Tour d'horizon de pays du Vieux Continent particulièrement concernés. ✷

EN ALLEMAGNE, DIE LINKE BRISE LE TABOU DE LA « RAISON D'ÉTAT » CONCERNANT ISRAËL

Jamais le consensus de la classe politique allemande sur le soutien dû à Israël après la Shoah n'avait été aussi ébranlé que par la guerre à Gaza. Et pourtant, l'orientation pro-israélienne du pays a survécu à l'épreuve. Avec une exception : le parti de gauche radicale Die Linke, qui a pris ses distances avec cette ligne traditionnelle et en a tiré un profit électoral. L'Allemagne contemporaine considère l'amitié avec Israël comme un principe intangible. En 2008, la chancelière Merkel avait fait de la sécurité et du droit à l'existence de l'Etat juif une composante de la raison d'Etat *(« Staatsräson »)* de l'Allemagne. Même si ce soutien, selon l'actuel chancelier, Friedrich Merz, n'implique pas un appui inconditionnel aux politiques de Jérusalem, il donne à l'Allemagne un rôle singulier dans l'Union européenne. Ainsi, c'est elle (soutenue par l'Italie) qui a empêché, au sein de l'UE, la suspension du volet commercial de l'accord d'association avec Israël.



C. MANG/REUTERS

Selon l'enquête annuelle de l'institut Civey pour l'ONG Elnet, seuls 27 % des Allemands estiment en 2026 que la sécurité d'Israël relève de la raison d'Etat, contre 43 % en 2023. L'opinion allemande s'éloigne néanmoins de l'Etat hébreu. En 2025, la suspension partielle des exportations d'armes vers Israël décidée par Friedrich Merz a divisé sa coalition et son propre camp. Le chancelier l'a levée trois mois plus tard. Die Linke a surfé sur ce glissement de l'opinion. Depuis juin 2026, il est le seul parti allemand à qualifier l'action d'Israël à Gaza de « génocide », tout en affirmant son soutien au droit d'Israël à exister, un droit qu'une minorité de militants conteste haut et fort. En septembre, Die Linke est sorti en tête des élections dans le Land de Berlin, avec 25,7 % des suffrages exprimés. Sa position en pointe sur Gaza a certainement contribué à ce bon résultat, même s'il est difficile d'en mesurer le poids face aux autres thèmes de campagne du parti, comme la crise du logement dans la capitale ou le coût de la vie.

LUC DE BAROCHEZ

EN ESPAGNE, L'EXTRÊME DROITE VEUT RÉVOQUER LA RECONNAISSANCE DE LA PALESTINE

Dans un pays où l'opinion publique est très majoritairement antimilitariste et propalestinienne, il est difficile pour la droite, donnée gagnante dans les sondages pour les législatives anticipées du 29 novembre, de se démarquer du Premier ministre sortant sur la question de Gaza. Particulièrement mobilisé sur ce sujet, le gouvernement du socialiste Pedro Sanchez a reconnu l'Etat de Palestine en mai 2024, avant d'annoncer, en septembre 2025, une batterie de mesures contre Israël. Adoptées au parlement grâce au soutien du parti de gauche radicale Podemos, elles prévoient un embargo sur les armes, la fermeture des ports espagnols aux navires transportant du carburant pour l'armée israélienne et celle de l'espace

aérien aux avions chargés de matériel militaire à destination d'Israël.

Des dispositions jugées « ridicules » par le Parti populaire (PP), qui y a vu un moyen, pour Pedro Sanchez, de donner satisfaction aux revendications de Sumar, son partenaire d'extrême gauche au gouvernement. Mais le grand parti d'opposition de droite ne parle pas d'une seule voix. Si son leader, Alberto Nuñez Feijoo, défend la solution à deux Etats et juge « inadmissible » ce qu'Israël fait subir aux civils de Gaza, il se refuse à employer officiellement le mot « génocide », contrairement à plusieurs barons du parti, dont les présidents des régions Andalousie, Galice et Aragon. A l'inverse, certaines figures, comme la présidente de la communauté autonome de Madrid, Isabel Ayuso, s'affichent ouvertement pro-Israël.

En fin de compte, c'est surtout Vox, le parti d'extrême droite, qui se démarque sur l'échiquier politique, en soutenant Israël et son droit de se défendre. Crédité de 20 % des intentions de vote, il pourrait voir son nombre de députés doubler fin novembre. Vox rejette catégoriquement la qualification de génocide à Gaza et s'est juré, s'il était amené à gouverner, de révoquer la reconnaissance de la Palestine. Encore faudrait-il que le Parti populaire, dont il serait l'allié indispensable, le suive sur ce terrain.

GUILLAUME DELACROIX (BARCELONE)

EN ITALIE, GAZA SOUDE L'OPPOSITION FACE À GIORGIA MELONI

Bien que les communautés juives et musulmanes soient moins importantes dans la Botte que dans d'autres pays européens, la guerre à Gaza y a suscité des manifestations massives de soutien aux Palestiniens. Cette question s'inscrit dans une longue tradition oscillant entre sympathies pro-Arabes et soutien à Israël imposé par l'alignement atlantiste du pays. A l'approche des législatives, l'an prochain, la dénonciation de la guerre au Moyen-Orient est devenue un puissant ciment unificateur pour une opposition de gauche fragmentée. Pas une manifestation étudiante ou syndicale contre la précarité et la vie chère sans qu'il ne soit question de solidarité avec la Palestine. La protestation s'est aussi traduite par le blocage de ports pour entraver l'envoi d'armes italiennes à Israël ou par le soutien actif aux initiatives maritimes de la « flottille de la liberté ». Tant le Parti démocrate (centre gauche) que le Mouvement 5 étoiles (M5S, gauche populiste) réclament la reconnaissance de l'Etat de Palestine. Particulièrement offensif, Giuseppe Conte, le leader du M5S, dénonce un « génocide » et fustige « la soumission aveugle du gouvernement à Israël ».

Face à ces attaques, la présidente du Conseil, Giorgia Meloni, joue les équilibristes. Tout en rappelant fermement le droit à la sécurité d'Israël, elle qualifie d'« injustifiable » l'escalade militaire et soutient la solution à deux Etats. Il lui faut toutefois composer avec son vice-président du conseil, Matteo Salvini, beaucoup plus radical, et qui présente la guerre à Gaza comme une bataille entre « la seule démocratie » au Moyen-Orient et le « terrorisme islamiste ». Toute manifestation propalestinienne devient pour lui une manifestation « antisioniste et pro-Hamas ». Dans un contexte d'abstention croissante, Giorgia Meloni comme les dirigeants des partis d'opposition ont toutefois compris que leur discours sur la guerre à Gaza est devenu crucial pour capter le vote des jeunes et des électeurs urbains progressistes.

OLIVIER TOSSERI (ROME)

AU ROYAUME-UNI, LA QUESTION PALESTINIENNE FRACTURE LA GAUCHE

Depuis le 7 Octobre, la question palestinienne a infléchi la politique étrangère du gouvernement travailliste : suspension partielle des licences d'exportation d'armes vers Israël, sanctions économiques contre des colons et ministres israéliens d'extrême droite, puis reconnaissance officielle de l'Etat palestinien en septembre 2025. Ces décisions répondent à une opinion publique de plus en plus critique envers Israël. Selon YouGov, en octobre 2025, 57 % des Britanniques jugeaient « injustifiées » les opérations israéliennes à Gaza contre seulement 18 % qui les estimaient légitimes.

LE LABOUR A DÉCOUVERT QUE SA POSITION SUR GAZA POUVAIT LUI COÛTER DES CIRCONSCRIPTIONS

Parallèlement, Gaza s'est imposée comme la principale question morale de la gauche, déchirée en deux camps. Aux législatives de juillet 2024, cinq candidats indépendants ayant fait campagne sur la question palestinienne ont remporté des sièges jusque-là détenus ou convoités par le Labour, par exemple à Leicester, Blackburn et Birmingham. Le Parti travailliste a alors découvert que sa position sur Gaza, ferme mais refusant l'outrance, pouvait lui coûter des circonscriptions, notamment dans les zones à forte population musulmane. Le Parti vert de Zack Polanski a aussi investi ce terrain, séduisant une grande partie des électeurs musulmans mais aussi les jeunes jugeant le Labour trop timide dans son opposition à Israël. Dès juin 2024, un sondage Deltapoll montrait que 58 % des membres de la génération Z considéraient la guerre à Gaza comme un critère de leur vote. Jouant la surenchère, le Green Party a adopté, en octobre dernier, une motion qualifiant le sionisme de racisme et défendant le remplacement d'Israël par un Etat palestinien unique. Cette idéologisation extrême n'a pas eu les effets escomptés. Dans 11 municipalités, comme à Sheffield et Warwick, les travaillistes ont mis fin à leur alliance locale avec les écologistes et, en quelques semaines, ces derniers ont dégringolé dans les sondages.

AGNÈS C. POIRIER (LONDRES)

← En qualifiant l'action de l'Etat hébreu à Gaza de « génocide », Die Linke prend ses distances avec la ligne pro-israélienne suivie par la classe politique outre-Rhin.



R. GAUTIER/HANS LUCAS/REUTERS

Laïcité

Voile à l'école : l'autre bataille au sein de la galaxie insoumise

Bien que certains militants LFI souhaitent abroger la loi de 2004, le programme présidentiel du parti n'en fait pas mention. Mais la poutre travaille.

Mars 2026, Jean-Luc Mélenchon est bousculé par les « nouveaux médias ». « TataDrapi », forte de ses dizaines de milliers d'abonnés sur Twitch et YouTube, s'enquiert de la position du fondateur de La France insoumise sur « la loi de 2004 ». Aux yeux de la créatrice de contenus, cette norme concernant les signes religieux ostentatoires dans les écoles publiques serait une « grosse restriction des libertés envers les femmes musulmanes [...] adoptée sous couvert de bienpensance, de laïcité ». Le candidat insoumis a, lui, « toujours redouté que la liberté d'une jeune tête soit encombrée d'injonctions », et sa religion en la matière n'a pas changé : « Je persiste à dire qu'on ne doit pas afficher de signaux religieux à l'école. » L'homme qui se pose en rempart face à « l'islamophobie » admet le caractère « piégeux » de la question : sa réponse, il en est bien conscient, « ne fait pas l'unanimité dans les rangs de [ses] amis ». Ses camarades ont bien noté qu'une demande d'abrogation a été formulée à plusieurs reprises dans ce genre de conférences de presse peuplées de médias amis. Ils ont compris que la préoccupation a, par conséquent, pénétré la galaxie insoumise. « C'est vrai, pas mal de militants nous remontent cette revendication, c'est une attente pour certains insoumis », confirme un député.

« On n'a pas entendu une seule fois cette revendication dans les cortèges lycéens », relève un proche de Jean-Luc Mélenchon.

Au point de faire bouger les lignes ? « Vous verrez dans le programme », balayait Manuel Bompard ; le coordinateur de La France insoumise voulait dire niet. Dans la version actualisée de « L'avenir en commun », le programme présidentiel publié le 6 novembre, le mouvement ne fait pas mention de cette loi. Les insoumis promettent de « garantir l'accès à une école publique laïque de proximité à toutes les familles » ou de « rétablir l'Observatoire de la laïcité ». Mais la revendication de revenir sur la loi n'est pas méprisée par la direction, ses cadres assurent la comprendre. Un très proche de Mélenchon pointe une « demande légitime de la part des jeunes, qu'il faut entendre ». « Elle s'inscrit dans un contexte d'islamophobie terrible, plus ardente encore qu'au moment de l'élaboration de la loi de 2004 », dit-il. Il argue pourtant que ce débat « n'est plus d'actualité », puisqu'il « n'a pas entendu une seule fois cette revendication dans les cortèges lycéens ». A l'heure où doit primer l'efficacité électorale, le député Aurélien Taché l'admet : « Rouvrir ce sujet eût été une erreur politique. »

Depuis l'opposition farouche des insoumis à l'interdiction de l'abaya en 2023 – appliquée sur le fondement de la loi de 2004 –, nombreux sont ceux qui, du PS à la droite, en passant par la Macronie, soupçonnent LFI de vouloir abroger le texte. Beaucoup de ces opposants l'attendent sans doute, pour mieux étayer le récit d'un Jean-Luc Mélenchon abonné aux revirements en matière de laïcité. Les discussions programmatiques du Nouveau Front populaire, en 2024, sont parfois piégeuses. Dans un « effet de négociation », les camarades socialistes et Place publique exigent de leurs partenaires de la gauche radicale une mention explicite à la loi sur les signes religieux ostentatoires dans les écoles publiques. Sans succès.

Les marges influencent-elles le centre ? Paria d'hier, l'indigéniste Houria Bouteldja flâne

tranquillement cet été, aux universités de rentrée de La France insoumise. « Qu'est-ce que tu fous là ? », l'interroge Samir Bousnina, du média décolonial en ligne Paroles d'honneur. « Je suis venue négocier l'abrogation de la loi de 2004 », ironise-t-elle rieuse, car la revendication est au fondement du mouvement des Indigènes de la République. Une partie du courant décolonial, qui considère Jean-Luc Mélenchon comme un « butin de guerre », « a aujourd'hui mis tout l'appareil militant au service de LFI, dit le chercheur Damien Saverot, docteur en sciences politiques. Leurs thèses nourrissent d'ailleurs la jeune génération, qui elle-même irrigue le mouvement et influence les nouvelles orientations stratégiques. » Le patriarche n'a-t-il pas récemment reconnu « une erreur terrible » dans ses commentaires d'hier sur les femmes voilées ? « Maintenant qu'il a fait volte-face sur le sujet du voile, ces gens-là se sentent forts », analyse Guillaume Lacroix, président du Parti radical de gauche et ancien interlocuteur du candidat à l'Elysée.

« PRÉTEXTE À L'ISLAMOPHOBIE »

Les plaques tectoniques bougent, se faire alpaguer sur les réseaux sociaux y contribue… « Je vois des messages du genre "on ne vous entend pas sur cette loi islamophobe" », raconte un député insoumis. Antoine Léaument, par exemple, a été questionné à maintes reprises par un internaute lors d'un *live* sur Twitch. Et a exprimé ses doutes. « Pour l'instant, la position de La France insoumise, c'est que cette loi reste en place. Et il y a des discussions, des débats sur ce sujet-là. […] Est-ce que la loi était la bonne solution ? Il y a débat, moi je suis loyal à mon mouvement, je ne sors pas du programme de mon mouvement. » Quelques contributeurs du programme « livret éducation », visant à compléter le programme présidentiel, ont planché sur cette loi. Dans une note, ils appellent à commander un nouveau rapport scientifique sur les conséquences du texte et à suivre en conséquence la recommandation de la dernière étude, datant de 2012, menée par Amnesty International : « Si les rapports actualisés confirment que cette loi a des effets disproportionnés sur les filles musulmanes et/ou d'autres minorités religieuses, elle doit être abrogée. »

« LA LOI ÉTAIT-ELLE LA BONNE SOLUTION ? IL Y A DÉBAT, MOI, JE SUIS LOYAL À MON MOUVEMENT »

La poutre a travaillé, en interne. Combien de députés ou d'élus de grandes villes s'opposent ou se sont opposés, ouvertement, à la loi de 2004 ? Avant d'être sacré sous l'étiquette de LFI, Aly Diouara multipliait les critiques à son encontre. Sur X en 2022, le futur maire de La Courneuve y voyait un « prétexte [à] l'islamophobie », source du « déclin de la France ». Un an plus tôt, il la qualifiait « par essence [de] discriminatoire, liberticide, contraire à la laïcité et la DDHC *(sic)* [NDLR : la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen] ». Cet été, l'édile de Saint-Denis Bally Bagayoko l'a aussi assuré au *Point*, il est défavorable au texte, car « sous couvert du principe de laïcité, certaines lois viennent remettre en cause certains droits fondamentaux ». La députée Alma Dufour l'assume également, c'est sa « position personnelle ». Elle aimerait qu'une question prioritaire de constitutionnalité soit un jour posée en la matière ; peut-être la norme serait-elle alors jugée inconstitutionnelle. « Dans le débat public, dès qu'on l'ouvre sur ce sujet on nous fait passer pour des islamistes qui se fichent de la liberté des femmes. A LFI, cette loi ne posait pas de souci jusqu'au jour où l'on a compris les problèmes qu'elle pouvait poser pour les libertés publiques », dit un parlementaire du mouvement.

Danièle Obono n'est plus seule, elle qui en la matière se savait « en porte-à-faux » avec la ligne de son mouvement, à sa première élection à l'Assemblée nationale en 2017. Désormais, elle peut compter sur quelques camarades beaucoup moins laïcards. « Quand je voyage en Belgique ou à Londres, je remarque que ça ne pose pas de problème, glisse un député insoumis anonyme. Je serais heureux d'ouvrir ce débat une fois aux commandes du pays. » Avant d'être exclu de LFI, le parlementaire Hendrik Davi, dont le premier engagement politique fut contre la loi de 2004, a saisi que le sujet pouvait « diviser ».

« JE NE SIGNERAI PAS »

Jean-Luc Mélenchon l'a compris. Dans *Causes républicaines* (Seuil, 2004), lui aussi confessait quelques réticences : « Je n'aimais pas l'idée d'une loi contre le port du voile à l'école […], je sentais autour du débat la présence répugnante des arabophobes, cohorte sournoise de la haine. » La réserve de principe n'aura pourtant pas empêché le tribun de s'attacher durablement à ce texte. Comme le racontent les auteurs de *La Meute* (Flammarion, 2025), une tribune sur l'interdiction de l'abaya, qualifiant la loi de 2004 de « raciste » et « d'islamophobe », circule en interne en 2023. L'insoumise dionysienne Sabrina Ali Benali propose dans la boucle Telegram du mouvement de signer le texte. « Cela justifie que je ne signerai pas, répond Jean-Luc Mélenchon. Ce n'est pas notre position historique constante. Je ne signe pas et je vous invite à en faire autant. Sans bruit, sans polémique publique qui ne servirait à rien. Ni à personne. Si quelqu'un fait sortir un mot de cet échange-là, la liste sera immédiatement supprimée. » Retour à la conférence des « nouveaux médias » de mars 2026. A la question de TataDrapi, il répond : « J'ai peut-être tort, mais je m'en tiens à la loi et, si un jour vous voulez changer la loi, je ferai comme tout le monde, j'obéirai. Mais ça ne veut pas dire que je serai d'accord. » Face aux nouveaux insoumis d'aujourd'hui, il n'y a qu'un seul patron : celui de toujours. ✶ **M. C.**

10 février 2004

Scrutin du projet de loi interdisant le port de signes religieux à l'école à l'Assemblée nationale

Députés PS

140 votes pour

2 contre

PCF

7 pour

14 contre

Thierry Breton, arrière-pensées présidentielles

L'ancien commissaire européen a consulté les candidats sur sa règle d'or. Mais on n'est jamais mieux servi que par soi-même… Et ce n'est pas l'arrivée de Christine Lagarde dans le débat qui réfrénera son ardeur ●



Emilie Lanez
Grand reporter
enquête



Béatrice Mathieu
Grand reporter
économie

Thierry Breton se lève du fauteuil et mime la scène. Années 1970 finissantes, lui 22 ans, professeur de modélisation mathématique, ses étudiants « tous plus âgés » et dans l'amphithéâtre bondé, sa question à l'assemblée : combien de secondes compte une vie active ? Interdiction de saisir la calculette. L'un dit 10 millions, 15, propose un autre, 100 milliards, renchérit le troisième. « La réponse est 1,7 milliard de secondes, raconte aujourd'hui le septuagénaire, dont les yeux bleus s'enflamment sous des sourcils impeccablement dessinés, vous rendez-vous compte ? »

Dans son équation fétiche, bréviaire de toute son existence, il intègre la vitesse des connexions neuronales, leur nombre, les secondes perdues à dormir et celles, suspendues, durant lesquelles le cerveau du mort continue – brièvement – de produire des associations. Et, tandis que derrière la verrière de sa demeure, l'ancienne maison-atelier d'un artiste, le jardin danse sous les couleurs de l'automne parisien, il conclut son tourbillon avec une citation d'Orson Welles : « Il y a ceux qui rajoutent de la vie aux années. » Il se rassoit, lisse sa cravate, reprend une gorgée de café. Le fils de physicien nucléaire, élevé dans le culte protestant du travail, ne croit qu'à l'instant, dont il vise « l'exploitation maximale ». Dans chaque seconde, mille vies.

Alors que les candidats de la droite et du centre patinent désespérément, bruissent les rumeurs selon lesquelles il serait tenté, en février prochain, de se présenter à la présidentielle. Il s'y préparerait, rédigeant des notes sur le système de santé, sur l'éducation nationale, sur la défense, le nucléaire, l'immigration (à ce propos, il assure en privé qu'il est parfaitement inutile de pondre une énième loi, il suffirait de faire exécuter les OQTF et basta), confiant même à son entourage que son projet tiendra en une page, « quelques points essentiels, le reste est bavardage ». Aujourd'hui, il s'en défend : « Je suis à des années-lumière d'une candidature à la présidentielle. » Des années-lumière calculées en secondes donc, et tout de suite ça parait déjà moins.

Son ami François Bayrou, rencontré dans les années 1980, est à l'origine de l'idée surprenante. Alors Premier ministre, il invite Thierry Breton à Matignon et le presse. Qui d'autre, alors que la dette caracole, que les déficits se creusent, que le pays vocifère ? Qui d'autre pour tenir tête à Trump, à Poutine, à Xi Jinping, « aux géants déchaînés », comme il les nomme ? Qui, sinon lui, pour rassurer les marchés financiers, vivifier l'Europe et restaurer sa souveraineté ? A l'évocation de cette conversation, l'ancien ministre de l'Economie sous Jacques Chirac hausse les épaules et de sa main indique sa cuisine, à l'autre bout du salon. Sait-on seulement le nombre de jobs impossibles qu'on lui a proposés alors qu'il s'y tenait, l'oreille collée au téléphone ? France Telecom, Atos, au moins deux fois, Bercy sous la mandature de Jean-Pierre Raffarin. Et dernièrement Bruxelles, remplaçant au pied levé Sylvie Goulard, où de 2019 à 2024, il fut l'omnipotent commissaire européen, un portefeuille tentaculaire englobant l'industrie, le numérique, la défense et l'espace. Il y ferraille contre les Gafam, s'oppose à Elon Musk, orchestre la production des vaccins lors du Covid. « On m'appelle toujours pour les combats perdus. Les combats pas perdus, c'est pour les inspecteurs des finances, je suis le plan B, B comme Breton. »

VIBRIONNANT ET OPTIMISTE

Et le plan B comme Breton de revenir sur sa candidature en 2027 : « Aujourd'hui je ne suis pas candidat, demain je ne sais pas », car entre aujourd'hui et demain, il a 86 400 secondes à remplir, utiliser, exploiter, pas une à perdre. Lever à 4 heures, séance de gym, jamais d'alcool, ni de cigarette, aucun dîner mondain, la vie pleine balle et le cerveau multitâches. Son ancien directeur de communication à la Commission européenne, Terrence Zakka, recasé en juin dernier au cabinet de Bernard Arnault, son grand ami obsédé comme lui par le temps qui file et les finances qui baguenaudent, le décrit vibrionnant, optimiste, passant son temps à faire des calculs, pondre des notes,

COLL. PARTICULIÈRE



J.F. OTTONELLO/PHOTOPQR/*NICE MATIN*/MAXPPP

↑ L'objectif ? « Réapprendre tous ensemble la discipline budgétaire, notre seule règle de vie commune. »

lisant des trucs invraisemblables comme l'obscur compte rendu d'une sous-division rurale chinoise, « littéralement obsédé par la dette, sa passion ». Un esprit analytique en ébullition, dédaigneux de la tambouille politique depuis que Jacques Chirac et René Monory, dont il fut le tout jeune conseiller, ne sont plus, mais sachant parfois la décrypter. Quand Gabriel Attal est nommé à Matignon, il confie à un de ses proches, éberlué, que la présidentielle commence. « En faisant ça, Macron tue Edouard Philippe, il va dorénavant nommer une succession de petits chevaux pour les tuer les uns après les autres », lui expose-t-il en substance.

La méthode a en effet ainsi brillamment fonctionné. La présidentielle n'étant que pour après-demain, il publie demain son 11e livre sur la résurgence des empires, tout en écrivant son 12e, annoncé pour le printemps, égrenant sans se faire prier la pertinence fulgurante de toute sa bibliographie. Mais surtout, il s'est, depuis mars, métamorphosé en missionnaire de la « règle d'or », celle qui limiterait le déficit public à 2 % du PIB à l'horizon 2032, le coup de chaud récent sur les taux d'intérêt le persuadant de l'urgence cruciale de son combat. Mieux, il brûle de faire inscrire sa sainte règle dans la Constitution, ce qui rassurerait sur-le-champ les marchés financiers, permettrait de réduire les coûts d'emprunt de la France, et surtout, « sauverait la démocratie », assure-t-il. Un cadre intangible, indispensable, raisonné, au sein duquel les Français choisiront, en votant à la présidentielle, le chemin. S'ils votent majoritairement à gauche, ils opteront pour la taxation des plus riches, s'ils choisissent la droite, ils préféreront les baisses d'impôts ou la préférence nationale. Peu lui importe, dit-il, à condition de s'entendre sur l'objectif, l'essentiel même : « Réapprendre tous ensemble la discipline budgétaire, notre seule règle de vie commune. »

« ON M'APPELLE POUR LES COMBATS PERDUS. JE SUIS LE PLAN B, B COMME BRETON »

L'homme pressé, viscéralement habité par l'urgence financière, a rencontré un à un tous les candidats à la présidentielle, ça fait du monde. Pas de secrétariat, pas d'assistant, il prend son téléphone, se déplace, évangélise. Son carnet de bal fait – presque – carton plein. Retailleau, Attal, Philippe. Et même le non officiellement candidat François Hollande. En revanche, il n'a pas conversé avec Jean-Luc Mélenchon, mais il eut un échange avec Manuel Bompard, à la sortie d'une émission télévisée, rien de bien concluant. Et puis, ce dont il est si fier, le ➤➤



← Même Marine Le Pen et Jordan Bardella se sont convertis à l'orthodoxie prônée par Thierry Breton.

pompon de sa croisade, Marine Le Pen, qu'il s'enorgueillit d'avoir convertie. Fin août, quand devant les patrons assemblés sous le soleil de Roland Garros à l'appel du Medef, la candidate RN fait sienne la règle d'or, il exulte. « Un game-changer », fanfaronne-t-il, persuadé d'être à l'origine de cette spectaculaire et soudaine conversion à l'orthodoxie financière et convaincu que celle dont le programme varie grandement sur ces questions serait définitivement acquise à cette cause.

UN MARIO DRAGHI FRANÇAIS

Avec le RN, tout a commencé lors d'un voyage en train vers Bruxelles, où il entreprend l'eurodéputé Jordan Bardella ; suivent des échanges avec le député Jean-Philippe Tanguy, ce dernier qualifiant leur conversation de « très intéressante ». Le monsieur Economie du RN serait « même ravi de le revoir pour échanger à nouveau ». Obstiné – lui préfère se qualifier d'optimiste –, Thierry Breton feint de croire en la parole de ces candidats. Au point de tenir une curieuse comptabilité. Si tous les députés RN, Horizons, LR, PS et Renaissance signent pour la règle d'or, celle-ci obtiendrait trois cinquièmes des votes des deux assemblées, donc, conclut-il, il faut d'urgence convoquer un Congrès à Versailles. Ni une ni deux, il s'est rendu à l'Elysée le 28 octobre, puis il a rédigé une proposition de lettre demandant au président de la République de rassembler les deux chambres. Il attend désormais que les chefs de parti la signent. « Je pousse avec mes petits bras ». François Hollande, qui le connaît depuis longtemps, et se verrait bien lui aussi à l'Elysée, observe à raison « que porter un diagnostic juste ne conduit pas nécessairement à ce que les tenants de la majorité du bloc central se rangent derrière vous ». Qu'à cela ne tienne, Thierry Breton se targue d'une visibilité médiatique, façonnée par sa présence dominicale sur le plateau de LCI dans *Le Monde de demain,* un entretien avec Darius Rochebin. « Des audiences excellentes », assure le journaliste, vantant le « travail fou » abattu par son invité pour préparer chaque passage, le seul « à avoir une connaissance aussi étendue, incollable sur la moindre statistique ».

« IL PEUT ÊTRE UNE CARTE RÉELLE, SI LES PETITS CHEVAUX PLAFONNENT »

Tapi dans sa magnifique maison, il rencontre tout le monde, mais travaille toujours seul. Pas de parti, pas de cabinet, pas de structure, même si une discrète poignée d'experts le nourrit, lui rédigeant des fiches, tandis qu'il les abreuve de ses analyses, envoyées dès 6 heures le matin via WhatsApp. Persuadé d'être le Mario Draghi français, le sauveur d'un pays en déroute. Une perspective que le retour dans le jeu hexagonal de Christine Lagarde, depuis son départ de la BCE, chamboule cependant. « L'univers de la proximité électorale n'est pas encore le sien, mais c'est là que ça se jouera », note, dans une jolie litote, François Bayrou. En outre, le chevalier de la règle d'or n'a pas que des fans. Quelques grands patrons font ainsi la moue à l'évocation de son bilan à la tête d'Atos.

Il compte également quelques ennemis, comme Nicolas Sarkozy, dont il étrille l'inconséquence financière, rappelant cette séquence terrible où, en juillet 2007, le président, tout juste élu, flanqué de sa ministre de l'Economie Christine Lagarde, s'est rendu à Bruxelles pour enterrer les promesses de rétablissement budgétaire faites quelques mois plus tôt par la France à l'Allemagne. « Il peut être une carte réelle, si les petits chevaux plafonnent », veut aujourd'hui croire son ami François Baroin, compagnon de pêche à Gargilesse, aux confins de la Creuse, où Breton, nouveau châtelain du village, se réfugie chaque été. Les petits chevaux qui plafonnent, c'est fait. Mais quid des deux énormes chevaux sur la ligne d'arrivée ? Tant de secondes à remplir jusqu'au printemps prochain. ✶

S. MEYSSONNIER/REUTERS

LE REGARD D'ANNE ROSENCHER



La non-sélection à l'université : un slogan aux effets antisociaux

Parmi les revendications portées par les organisations étudiantes figure la création de 250 000 places à l'université afin d'y garantir la « non-sélection ». Une demande contreproductive qui pousse l'avantage des mieux nés.

En cette rentrée des vacances de la Toussaint, des dizaines de campus restaient fermés du fait d'un mouvement de contestation étudiante, lequel demande, notamment, que soit garantie la non-sélection à l'université via la création de places supplémentaires. Une revendication appuyée par Jean-Luc Mélenchon qui, le 11 octobre, dans son meeting au Zénith d'Auvergne, déclarait : « Nous ne sommes pas pour la sélection [à l'université] : nous sommes pour l'enseignement, nous sommes pour l'accès au savoir. » Tonnerre d'applaudissements. C'est le propre des slogans qui sonnent juste : ils en feraient presque oublier leurs effets dans la réalité. Pourtant, on sait – depuis quarante ans ! – ce que produit ce slogan : l'inverse exact de ce qu'il prétend obtenir. C'est-à-dire l'accroissement impardonnable des inégalités scolaires, et le bluff de « la réussite pour tous. »

Premier mensonge par omission : notre enseignement supérieur trie, et il trie sévèrement. Classes préparatoires, grandes écoles, IUT, BTS, établissements privés hors de prix : partout, on choisit sur dossier ou sur concours. L'université reste la seule filière officiellement non sélective, tenue d'accepter tous ceux qu'elle a la place d'accueillir, souvent mal préparés à la filière qui exige le plus d'autonomie. Le résultat se lit dans les statistiques du ministère : parmi les bacheliers entrés en licence en 2019, à peine un tiers a obtenu son diplôme en trois ans, et 5 % des bacheliers des filières professionnelles. Le tri qu'on refuse à l'entrée se fait donc à la sortie, par l'échec, et il épargne d'abord les mieux nés : 42 % de réussite en trois ans pour les étudiants très favorisés, 27 % pour les défavorisés.

C'est une trahison par la fausse promesse ; un détournement des principes par les sentiments de façade. Car la méritocratie, au cœur du projet français, n'a jamais consisté à garantir à tous la réussite scolaire et universitaire, mais à la garantir à ceux qui en ont les capacités et qui travaillent dur, quel que soit leur milieu d'origine. Elle n'est pas l'absence de sélection : elle est la sélection fondée sur l'effort et la capacité. Quand l'institution renonce à trier elle-même, le tri s'organise ailleurs et pousse l'avantage des catégories socioculturelles privilégiées : cours particuliers, école privée, contournement de la carte scolaire, coachs Parcoursup… La « réussite pour tous » n'a pas supprimé la sélection ; elle l'a privatisée.

LA DÉGRINGOLADE DE LA MÉRITOCRATIE

Faut-il d'autres chiffres pour s'en convaincre ? Voici des décennies que notre école se veut de moins en moins sélective pour être de plus en plus « démocratique » et voici des décennies que les enquêtes nationales comme internationales documentent la dégringolade de notre méritocratie. Les résultats Pisa publiés en septembre sont les plus bas jamais enregistrés par la France depuis la création de l'enquête. Quant à la démocratisation : triste blague.

En 2003, la France était encore dans la moyenne de l'OCDE en ce qui concerne la reproduction des inégalités à l'école (ce qui était déjà inacceptable) ; dix ans plus tard, le poids de prédestination y était l'un de plus lourd du monde développé. En mathématiques, comme en Français. C'est probablement l'une des fautes politiques le plus graves des dernières décennies.

À PEINE UN TIERS OBTIENNENT LEUR DIPLÔME EN TROIS ANS. LE TRI QU'ON REFUSE À L'ENTRÉE SE FAIT DONC PAR L'ÉCHEC, À LA SORTIE

Et l'on parle de « réussite pour tous » ? Il y a un nom pour ce genre de position : les sociologues américains parlent de « croyances de luxe ». Ce sont les idées qui permettent de se distinguer en tant que progressiste, tout en étant soi-même (ou ses enfants) à l'abri de la casse qu'elles peuvent engendrer. La facture est pour les autres. Dans le cas de l'école et de l'université, c'est l'enfant sans réseau qui a besoin d'une institution qui le repère, l'éprouve et le hisse (s'il souhaite faire son chemin dans les études, car la réussite ne saurait s'y résumer). En promettant à ces méritants-là qu'ils n'auront jamais à être choisis, on leur retire la chance d'être choisis pour ce qu'ils valent. ✶

L. BINET/L'EXPRESS

Quand Trotski éclipse les Lumières



KATE COPELAND

UNE CHRONIQUE DE JEAN-FRANÇOIS COPÉ

Prenons au sérieux ce que les insoumis nous montrent : leur manière de conquérir le pouvoir nous renseigne déjà sur la manière dont ils entendent l'exercer…

Dans sa conquête du pouvoir, La France insoumise s'attaque méthodiquement aux piliers de l'Etat de droit, c'est-à-dire à l'Etat lui-même. Qu'il s'agisse de la force publique, du rôle des représentants élus ou de l'indépendance de la presse, ses dirigeants contestent les institutions dès qu'elles contrarient leur stratégie. Ces prises de position dessinent une même logique : faire prévaloir le rapport de force sur le droit. Les méthodes de Trotski, que Jean-Luc Mélenchon connaît sur le bout des doigts, prennent ainsi le pas sur l'héritage des Lumières dont il ne prétend même plus être le dépositaire tant tout lui semble facile. Le sujet le plus spectaculaire de cette remise en cause en cet automne 2026, c'est la déconstruction d'une des lois fondamentales de la démocratie théorisée par Max Weber à la fin du XIXe siècle : seul l'Etat a le « monopole de la violence légitime ».

Ainsi, l'un des nouveaux bras armés de LFI, le maire de Saint-Denis Bally Bagayoko, affirme-t-il, au cœur des manifestations lycéennes le 29 septembre dernier, que « la violence, à un moment donné, peut être légitime ». Si l'on n'y prend pas garde, on peut tomber dans le piège. Après tout, et notre histoire le rappelle, la Révolution française a permis par la violence de conquérir des droits fondamentaux pour les citoyens. Oui, mais à un détail près : elle est venue renverser un régime monarchique avec à sa tête un chef d'Etat, le roi, qui puisait sa légitimité de Dieu et non pas du suffrage universel. Il n'y avait donc pas d'autre alternative que la violence. Il en est d'ailleurs de même pour toutes les autres formes de dictature, qui par nature excluent que la légitimité du pouvoir puisse procéder de la garantie des libertés fondamentales qui accompagne toute démocratie.

VERS « LA LOI DU PLUS FORT »

De ce point de vue, la fascination assumée par Jean-Luc Mélenchon pour Robespierre – authentique criminel d'Etat responsable de 35 000 condamnés à mort dont 10 000 sans procès – est extrêmement révélatrice et inquiétante. Car à l'inverse, le rôle de l'Etat dans une démocratie est de rendre possible, au nom de la nation, la vie en société d'une communauté d'hommes et de femmes sur un même territoire.

Pour ce faire, il appartient au gouvernement sous le contrôle du Parlement de mettre en œuvre les politiques publiques qui le permettent, étant entendu que sa légitimité procède exclusivement du suffrage universel. Ainsi, l'Etat, et lui seul, est détenteur de la violence légitime et remettre ce principe en cause ouvre la voie à la « loi du plus fort », définition même de la dictature. Cet usage de la force publique est au cœur de l'article 12 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. Il doit être encadré et ses abus sanctionnés par le juge : son usage doit être nécessaire et proportionné, encadré par la loi et soumis à des contrôles.

AMALGAME IDÉOLOGIQUE

A la lecture de cette définition, on comprend le mécanisme diabolique par lequel LFI radicalise une partie de nos concitoyens. Mathilde Panot, adepte elle aussi du double langage, s'inscrit dans la même veine lorsqu'elle indique que la rue « c'est aussi la démocratie ». Et lorsque les responsables LFI invitent leurs militants à « s'interposer entre les manifestants et les forces de l'ordre », ils brouillent délibérément le message en mettant à égalité les uns face aux autres. Il leur reste à qualifier le gouvernement de « fasciste » et la boucle est bouclée.

Dans ce contexte, l'instrumentalisation des personnes blessées lors des affrontements avec la police s'inscrit dans la même logique avec des formules bien construites du type « un feu de poubelle ne vaut pas une main arrachée ». Il n'est pas très compliqué de voir l'amalgame idéologique. Personne évidemment ne se réjouit de voir des manifestants gravement blessés. Mais chacun peut observer que cela ne serait jamais arrivé sans un tel appel à la radicalisation.

L'article 3 de notre Constitution le rappelle : « La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum. » Mettre sur le même plan le suffrage et le blocage, c'est faire dépendre la décision collective du rapport de force plutôt que des règles communes. L'Histoire enseigne que nous avons toujours tort de ne pas prendre au sérieux ce que les populistes promettent de faire : leur manière de conquérir le pouvoir nous renseigne déjà sur la manière dont ils entendent l'exercer… ✷

Jean-François Copé, ancien ministre, est le maire (LR) de Meaux (Seine-et-Marne).

KATE COPELAND

L'EXPRESS

96€

au lieu de ~~199 €~~

1 AN D'ABONNEMENT
DIGITAL + PAPIER

S'ABONNER



DAVID SPECTOR

« Dire la vérité sur l'effort à faire serait politiquement suicidaire »

Dans *Le Choc libéral-égalitaire,* l'économiste invite à répondre à l'ampleur de la crise budgétaire française par un plan radical et audacieux, entre suppression des dépenses inutiles, retraite à 67 ans, revalorisation des salaires et taxation du sol non agricole •



Propos recueillis par Baptiste Gauthey
Journaliste idées



et Thomas Mahler
Directeur adjoint de la rédaction

C'est une lecture aussi accablante qu'enthousiasmante. Dans *Le Choc libéral-égalitaire. Un plan radical pour éviter la faillite* (Odile Jacob), l'économiste David Spector souligne l'ampleur de la crise française, entre dépenses publiques clientélistes, forte imposition sur le travail, qualité des services publics qui se dégrade et dette hors de contrôle. Mais le professeur associé à l'Ecole d'économie de Paris propose un « plan radical » pour éviter la faillite : une suppression massive des dépenses inutiles et la retraite à 67 ans en même temps qu'une revalorisation des salaires de 10 % et une taxation du sol. Des propositions audacieuses qui, on l'espère, s'inviteront dans les débats de la campagne présidentielle.

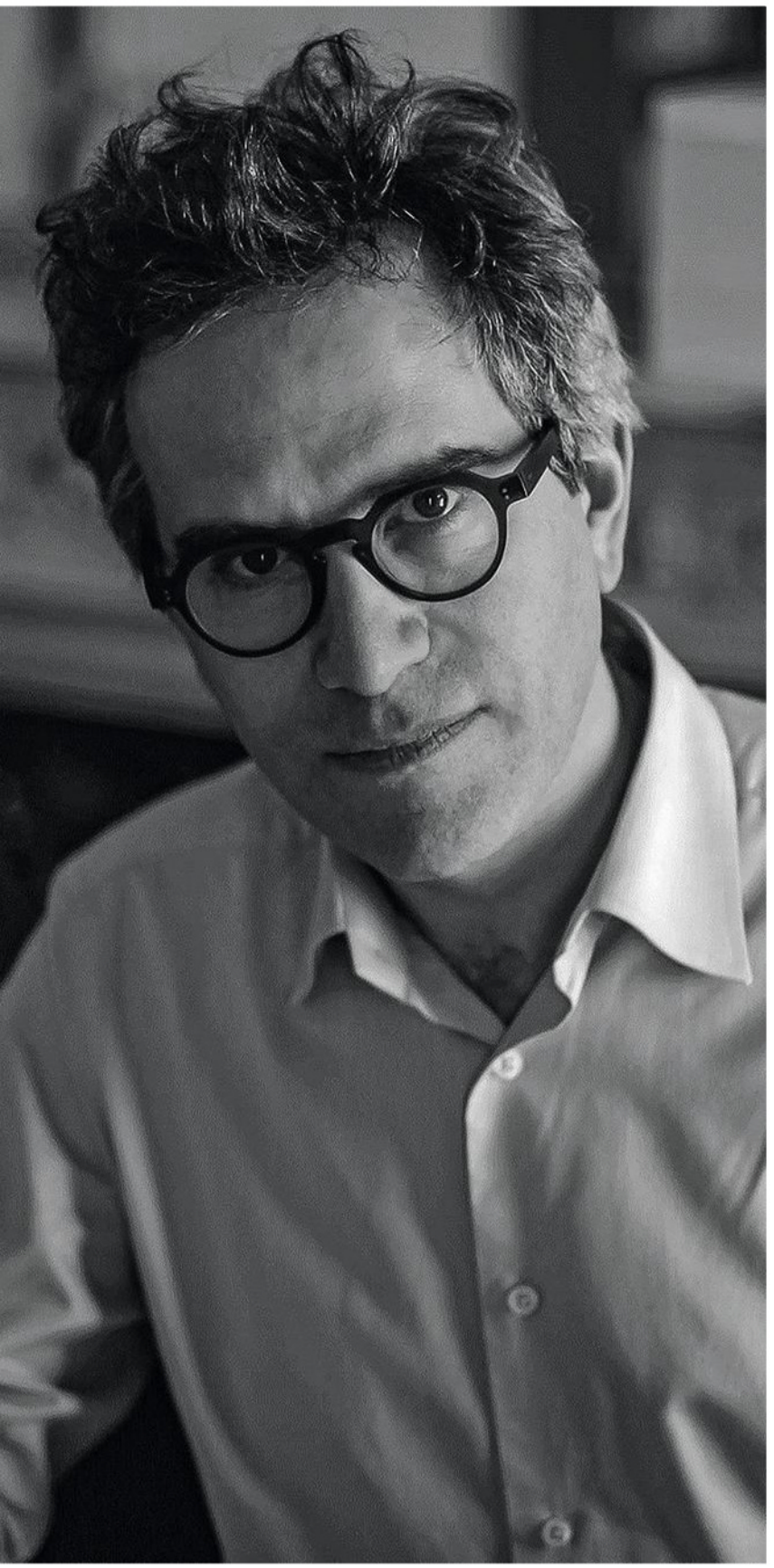
Votre livre s'ouvre par un constat : la France figure parmi les pays où les dépenses publiques et les prélèvements obligatoires sont les plus élevés dans le monde et où les services publics rencontrent de plus en plus de difficultés. Est-ce si dramatique que cela ?

David Spector Nous avons d'abord des dépenses importantes financées par des prélèvements élevés, qui pèsent énormément sur le travail et finissent par produire des salaires nets particulièrement bas. Pour ne rien arranger, notre pays doit faire face à un niveau de dette alarmant, dont les Français commencent à prendre conscience. Ensuite, nos services publics s'écroulent. On le voit dans l'éducation, avec la chute dans les classements Pisa ou avec les professeurs débutants payés à peine au-dessus du salaire minimum. En matière de santé, cela se traduit par une forte augmentation de la mortalité infantile depuis une quinzaine d'années. Ce n'est guère mieux du côté de la justice, dont on dénonce régulièrement les dysfonctionnements et les délais d'instruction trop longs. Cette faiblesse de nos services publics s'explique par le fait que les dépenses servent surtout à financer les transferts sociaux, au premier rang desquels les retraites et la santé. Enfin, s'ajoute à cela une multitude de dispositifs clientélistes qui s'adressent à tout le monde : les riches et les pauvres, les jeunes et les vieux, les ménages et les entreprises, etc. Les aides au logement, le pass culture, les cures thermales remboursées, les avantages fiscaux de l'assurance-vie, le pacte Dutreil, le crédit d'impôt recherche ou encore les logements sociaux en sont quelques exemples parmi des centaines. Or chaque dispositif a ses bénéficiaires, qui se mobilisent dès lors que l'on tente de le supprimer ou d'en réduire le montant. Nous nous trouvons ainsi bloqués dans une situation où nous ne pouvons remettre en question aucune dépense. D'où notre incapacité à redresser la barre en matière budgétaire.

Selon vous, cette multiplication d'avantages particuliers alimente une guerre de tous contre tous…

Ce système produit chez les uns et les autres un profond sentiment d'injustice : pourquoi mon voisin bénéficie-t-il d'un logement social alors que ma situation est comparable ? Pourquoi mon concurrent a-t-il obtenu le crédit d'impôt recherche alors que j'estime faire autant de recherche que lui ? A force, cela crée une société du soupçon, où chacun a le sentiment d'être perdant et de payer pour les avantages des autres. C'est logique : d'un côté, nous payons beaucoup d'impôts et de cotisations ; de l'autre, nous espérons récupérer une partie de ce que nous avons payé par la distribution d'argent public. Cette guerre de tous contre tous donne lieu à des scènes ubuesques. Alors que nous faisons face à des crises budgétaires, environnementales et internationales majeures, les parlementaires ont consacré du temps à déterminer si l'on devait pouvoir acheter du riz ou de la farine avec des titres-restaurant.

DRFP/ODILE JACOB



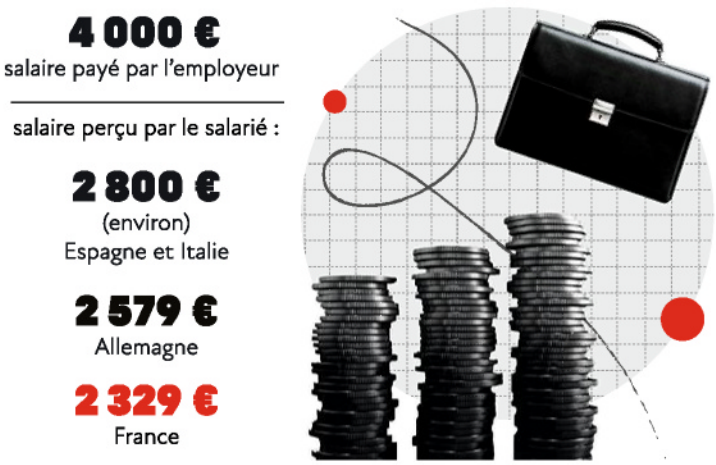
Vous défendez l'idée contre-intuitive selon laquelle il serait plus facile, politiquement, de supprimer 100 dépenses d'un coup plutôt que de les annuler une à une… Pourquoi ?
Il est plus simple de gagner une grande bataille, si difficile soit-elle, que de mener 100 batailles successives contre 100 groupes de bénéficiaires. Une réforme partielle laisse toujours à ceux qui perdent leur avantage la possibilité de se mobiliser, parce que chaque dépense a ses bénéficiaires concentrés, alors que son coût est dilué dans toute la population. Aucun électeur ne remerciera son député d'avoir supprimé la subvention aux cures thermales pour lui faire gagner 25 centimes sur sa fiche de paie, alors que les établissements et les curistes ont tout intérêt à se mobiliser. En revanche, un effort portant non pas pour 200 millions mais sur 200 milliards d'euros permet d'accorder à tout le monde un avantage visible. Une partie peut servir à réduire le déficit et à stabiliser la dette, et une autre peut être rendue aux Français, en particulier aux travailleurs, sous la forme d'une amélioration sensible des salaires nets. Là, on peut espérer construire un soutien politique à la réforme.

Sauf en cas de scénario à la grecque avec une crise de la dette, vous estimez qu'aucun candidat ne pourra se faire élire sur un programme de redressement des comptes publics…
Compte tenu de la hausse des taux d'intérêt et du vieillissement de la population, il faudra environ 160 milliards d'euros par an pour simplement stabiliser la dette. A titre de comparaison, reculer de deux ans l'âge de la retraite, comme le prévoyait la réforme Borne, rapporterait 27 milliards d'euros à terme, soit un sixième de cette somme Et c'était la réforme la plus ambitieuse et la plus impopulaire de la présidence Macron ! Ce qui nous attend est donc gigantesque. Même avec une retraite à 67 ans, un gel des pensions, une hausse de 4 points de TVA, la baisse d'un certain nombre de dépenses néfastes comme les aides au logement, ou excessives comme le soutien public à la formation professionnelle, ou encore le pacte Dutreil, on arriverait à peine à stabiliser la dette. C'est pourtant combiner des réformes dont chacune suffirait à faire sauter plusieurs gouvernements…

Des idées intéressantes circulent dans cette campagne présidentielle, de tous les côtés. Je suis en désaccord avec La France insoumise, mais ses partisans n'ont pas tort de dire que des milliardaires ont des facilités pour payer moins d'impôts que de « simples » millionnaires. Il est légitime de réfléchir à une taxe sur le patrimoine, non pas à 2 % comme le voudrait Gabriel Zucman, mais peut-être à 0,5 % comme dans certains cantons suisses. A droite, David Lisnard et Sarah Knafo pointent eux, tout aussi légitimement, le gaspillage des dépenses publiques, fustigeant les cures thermales ou les aides au logement. Le bloc ➤➤

La France taxe plus le travail que ses voisins

Ecart entre le salaire payé par l'employeur et ce que le salarié reçoit en salaire



SOURCE : DAVID SPECTOR, *LE CHOC LIBÉRAL-ÉGALITAIRE.*

central a raison de demander un effort aux retraités. Le problème, c'est que personne ne présente un plan qui, en termes d'ordre de grandeur, permettrait ne serait-ce que de stabiliser la dette. Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon mettent en avant 100 milliards d'euros d'économies, des chiffres complètement farfelus. Mais, même en admettant leurs estimations, 100 milliards, ce n'est pas suffisant ! Le montant nécessaire est absolument colossal. Or dire la vérité sur l'effort à faire serait politiquement suicidaire.

Aujourd'hui, la colère de la jeunesse est justifiée, entre le sous-financement du système éducatif et le blocage du marché du logement. Mais, en même temps, réclamer la retraite à 62 ou 60 ans, c'est se tirer une balle dans le pied. On ne peut pas vouloir défendre l'avenir et pousser encore plus vers des politiques gérontocratiques. La réalité, c'est qu'on ne pourra pas échapper à une retraite à 67 ans, soit un simple rattrapage par rapport à nos voisins européens.

En contrepartie des efforts colossaux, vous proposez une revalorisation de 10 % des salaires…

Globalement, nous sommes le pays où l'écart entre le salaire net qui arrive sur le compte en banque du salarié et le coût salarial total pour l'employeur est le plus élevé, sauf au niveau du salaire minimum. Réduire cet écart coûte très cher. Tous les gouvernements l'ont essayé depuis plus de trente ans, mais les ajustements ont été homéopathiques. Nous devons revaloriser fortement le travail, car c'est la seule manière de faire accepter un programme de redressement des comptes publics. Le sacrifice n'intéresse personne. Quand François Bayrou a voulu supprimer deux jours fériés, la levée de boucliers a été telle que même un Premier ministre décidé à tomber de manière héroïque a dû reculer. Mais cette baisse du prélèvement sur le travail est aussi une nécessité économique. Des salaires nets plus élevés conduiront certains salariés à travailler un peu plus, et inciteront d'autres à entrer sur le marché du travail. Ils renforceront également notre attractivité pour les travailleurs étrangers qualifiés – un enjeu majeur.

Comme nouvelle source de financements, vous mettez en avant une taxation du sol…

Il n'y a pas de solution miracle. L'extrême gauche met en avant les riches ; l'extrême droite, les immigrés ; la droite, les fonctionnaires, mais ces mesures ne suffiront pas, ou sont même dérisoires dans le cas des immigrés. Je propose de mobiliser une ressource très abondante en France : le sol. Non pas les terres agricoles, mais avant tout le sol urbain. Il y a eu une hausse très forte des prix de l'immobilier dans les grandes agglomérations, tout comme sur la Côte d'Azur ou la façade atlantique. Cela fait deux siècles que les économistes réfléchissent à une taxation optimale. Ils ont observé que la taxation a des effets « désincitatifs », sauf celle sur le sol. Quand on impose le travail, les personnes ont intérêt à travailler moins. Quand on taxe la construction ou son exploitation, cela pousse à bâtir moins et à moins entretenir les bâtiments. En revanche, le sol est en quantité fixe. L'évasion fiscale n'est donc pas possible. Le patrimoine français représente environ 20 000 milliards d'euros au total. La valeur du sol, sans compter les constructions, en représente 40 %, un peu plus de 8 000 milliards. Je propose une taxe à un taux de 2,5 % sur toute la terre privée non agricole. En contrepartie, on supprime la taxe foncière, les droits de mutation, la contribution foncière des entreprises et l'impôt sur la fortune immobilière. Cela ferait rentrer environ 80 milliards d'euros dans les caisses de l'Etat. Outre l'aspect budgétaire, cette mesure aiderait à débloquer le marché du logement. Aujourd'hui, quand vous ajoutez un étage à un bâtiment, vous payez plus de taxes foncières. Une personne âgée n'a pas forcément intérêt à vendre son logement pour en acheter un plus petit, parce que chaque transaction donne lieu à des droits de mutation de 6 %. A l'inverse, une taxe sur la terre encouragerait la construction et découragerait la conservation de logements vides. C'est une incitation à densifier le bâti, ce qui a aussi des avantages d'un point de vue écologique. Cette taxe existe au Danemark, en Estonie et dans plusieurs Etats américains. Elle serait juste, parce qu'elle taxerait les personnes qui avaient acheté un appartement à Paris pour une bouchée de pain simplement parce qu'elles étaient là au bon endroit et au bon moment. Et elle remplacerait une taxe foncière très injuste, car basse là où le mètre carré est cher mais élevée dans les banlieues pauvres, les zones rurales ou les petites villes en déclin. ✷



Le Choc libéral-égalitaire. Un plan radical pour éviter la faillite, par David Spector. Odile Jacob, 224 p., 23,90 €.

L'EXPRESS

Gabriel Zucman, Emmanuel Saez et « l'audit » qui secoue les économistes

Selon un examen réalisé par intelligence artificielle et relayé par l'économiste américain Tyler Cowen, grande figure du libéralisme contemporain, les travaux des deux Français seraient truffés d'erreurs. Mais la fiabilité des résultats, tout comme la démarche, fait débat.

Mercredi 28 octobre, peu avant 20 heures, heure française, Tyler Cowen lâche une bombe dans le petit monde, très fermé, de la science économique. Sur son blog Marginal Revolution, l'économiste américain, grande figure du libéralisme contemporain, relaie un « audit » aux conclusions chocs : les études des Français Emmanuel Saez et Gabriel Zucman, spécialistes mondialement reconnus des inégalités et ardents défenseurs d'une taxation accrue des plus riches, seraient truffées d'erreurs. Parmi les 138 articles passés au crible, l'audit recensait, dans sa première version, 2 035 « problèmes », dont 147 jugés suffisamment graves pour modifier un résultat important. Seulement voilà : cet audit n'a pas été mené par des chercheurs aguerris, mais par… deux intelligences artificielles. Aucune trace, non plus, du prompt utilisé par l'auteur, resté anonyme.

En quelques heures, le message, publié sur X, dépasse le demi-million de vues, porté par une actualité qui tombe à pic, les Californiens étant appelés à se prononcer six jours plus tard sur la « taxe sur les milliardaires » (la proposition a été rejetée par les électeurs, le 3 novembre), dont Emmanuel Saez est l'un des coauteurs. Mais pour Gabriel Zucman, contacté par L'Express, ce « pseudo-audit n'a aucune valeur et aucun intérêt, comme l'ont souligné tous les universitaires, même ceux les plus hostiles à l'imposition des grandes fortunes, qui se sont exprimés sur le sujet ».

Parmi les nombreuses réactions, majoritairement hostiles, figurent en effet celles de nombreux économistes pourtant très critiques à l'égard des travaux des deux chercheurs. Antoine Levy (Berkeley), qui a étrillé à plusieurs reprises la taxe Zucman dans nos colonnes, prévient sur X : « Attention. Rien qu'en regardant quelques-uns des articles que je connais bien dans cette liste, cet "audit" me semble être en grande partie du *bullshit*. » Même l'expert en politiques fiscales Jared Walczak, de la très libérale Tax Foundation, qui se présente par ailleurs comme étant « très critique à l'égard de certains travaux de Saez et Zucman », juge cette « analyse » réalisée par l'IA « peu convaincante et injuste ».

Auprès de L'Express, Tyler Cowen n'en démord pas : « Depuis longtemps, des chercheurs humains relèvent des erreurs et des biais dans les travaux de Saez et Zucman. Les IA confirment désormais que ces critiques sont probablement fondées. » Parmi ces critiques de « PSZ » (Piketty, Saez et Zucman) : Phillip W. Magness, historien de l'économie à l'Independent Institut (un think tank libéral et libertarien), se réjouit que l'audit remette le sujet sur le devant de la scène. S'il reconnaît qu'il est imparfait et ne suffit pas à disqualifier les deux économistes, il le juge néanmoins « précieux » : « L'intelligence artificielle a repéré certains des problèmes que des humains signalaient. »



Bio express

Tyler Cowen, 64 ans, est notamment l'auteur de plusieurs livres remarqués, comme *Average is Over. Powering America beyond the Age of Great Stagnation* (2013) ou *Public Goods and Market Failures. A Critical Examination* (2024), et d'un blog, Marginal Revolution, lu dans le monde entier.

De fait, bien avant l'IA, plusieurs économistes avaient déjà contesté certaines études publiées par le trio français. En juillet 2024, dans le *Journal of Political Economy*, Gerald Auten et David Splinter montraient par exemple que si les inégalités de revenus aux Etats-Unis ont augmenté depuis 1980, leur progression a été nettement moins marquée que ne le suggèrent les séries de Piketty et Saez, qui surestimeraient fortement la hausse de la concentration des revenus au sommet.

Pour Vincent Geloso, économiste québécois à la George Mason University, lui aussi critique des travaux de « PSZ », le principal reproche est que leurs choix méthodologiques « vont toujours dans la direction d'une maximisation des inégalités. Avant même de lire un article de Gabriel Zucman, je suis capable de prédire quelle sera sa conclusion. »

DIFFICILE DE DISTINGUER LE CHERCHEUR DU MILITANT

Ces querelles de méthode ont une portée bien plus politique qu'il n'y paraît. Dès 2003, Piketty et Saez avançaient qu'une imposition « fortement progressive » des revenus et des successions avait pu empêcher les grandes fortunes de se reconstituer au milieu du siècle, et que son recul depuis les années 1980 pourrait favoriser leur retour. Or, en corrigeant leurs séries, Geloso, Magness et leurs coauteurs constatent que le recul des hauts revenus a commencé plusieurs années avant l'instauration des taux marginaux les plus élevés. De quoi « remettre en question », écrivent-ils, le rôle central que Piketty et Saez prêtent à la fiscalité dans la baisse des inégalités.

L'existence de cette littérature critique explique d'ailleurs en partie pourquoi de nombreux économistes opposés aux conclusions des travaux de leurs trois confrères français déplorent la décision de Tyler Cowen de relayer l'audit IA. « C'est parce que je considère que les analyses de Saez et Zucman sont souvent défaillantes, que je ne souhaite pas que le travail sérieux ➤➤

I. TUTTLE/GEORGE MASON UNIVERSITY



← Gabriel Zucman *(à g., avec le maire de New York Zohran Mamdani)* ne cache pas la dimension politique de son engagement.

consistant à critiquer leurs méthodes soit supplanté par cette analyse réalisée par IA, ni confondu avec elle », a expliqué Jared Walczak sur X.

Au-delà des divergences méthodologiques, cette controverse soulève une autre question : celle de la frontière entre recherche académique et militantisme. « Ce sont des gens qui sont incapables de mettre en veilleuse leurs a priori idéologiques », déplore Vincent Geloso. C'est que depuis quelques années, Thomas Piketty, Gabriel Zucman et Emmanuel Saez ont multiplié les interventions médiatiques et pesé de tout leur poids dans le débat public. Au point qu'il en devient parfois difficile de distinguer le chercheur du militant. Gabriel Zucman ne cache pas la dimension politique de son engagement. Le sommet de Paris contre l'oligarchie internationale, organisé par l'Observatoire international de la fiscalité (dirigé par Zucman), illustre ce mélange des genres entre recherche et engagement politique. Le 21 novembre, au théâtre de La Concorde, Thomas Piketty, Paul Krugman et Joseph Stiglitz y côtoieront la syndicaliste Sophie Binet et la philanthrope et militante Abigail E. Disney pour « confronter leurs analyses et faire émerger des pistes d'actions concrètes » afin de « lutter contre la sécession des ultrariches ».

« POURQUOI REFUSENT-ILS CERTAINES CRITIQUES ? »

Présentés comme les meilleurs spécialistes mondiaux des inégalités, Piketty, Zucman et Saez donnent aussi à leurs prises de position politiques le poids de leur autorité académique et du prestige des institutions auxquelles ils appartiennent. C'est cette influence dans le débat public que semble viser Tyler Cowen : « Je vois Saez et Zucman promouvoir un impôt sur la fortune pour la Californie, et je crois sincèrement que cette politique pourrait ruiner l'économie de l'Etat, une partie du secteur technologique, et nuire gravement au climat des start-up aux Etats-Unis. » Reste à savoir si un audit non vérifié et presque unanimement rejeté par la discipline est le meilleur moyen de dénoncer le manque de rigueur scientifique prêté à Emmanuel Saez et Gabriel Zucman. Ce dernier ne manque pas d'ailleurs de retourner l'accusation de militantisme à Tyler Cowen en se posant en gardien de la démarche académique : « Son seul objectif est de décrédibiliser la recherche scientifique, en espérant que le plus grand nombre possible de personnes s'en fasse l'écho. Il en est de même des "travaux" de Phillip W. Magness. L'organisation qui l'emploie, l' "Independent Institute" *[sic]*, n'a rien d'indépendant, mais est un think tank libertarien financé par les Koch Brothers et le réseau habituel de grandes fortunes ultraconservatrices américaines derrière l'Atlas Network. »

Cible de ces attaques, Phillip W. Magness y voit un procédé rhétorique permettant à Gabriel Zucman de ne pas répondre aux arguments sur le fond : « Ceux qui examinent leurs travaux et signalent les problèmes qu'ils contiennent voient constamment leurs motivations mises en cause. Aujourd'hui encore, Zucman affirme régulièrement que les opposants à son projet d'impôt sur la fortune en Californie seraient inféodés aux "intérêts des milliardaires", tandis que ses propres motivations seraient, elles, supposément pures et apolitiques. » Vincent Geloso, lui, regrette qu'aucun débat scientifique ne soit possible : « Je ne comprends pas pourquoi ils refusent de prendre en compte certaines critiques. Parfois, ils répondent en changeant des choses dans une note de bas de page ou en annexe, sans le dire ou citer les travaux qui pointaient du doigt ces erreurs. » Et de conclure : « Tous ces comportements montrent une forme de négligence avec laquelle je ne suis pas à l'aise. » ✷ **BAPTISTE GAUTHEY**

M. APPLETON/MAYORAL PHOTOGRAPHY OFFICE

LE MORNING DU RIRE

6H-10H



LES STARS DU RIRE

RIRE & CHANSONS

©JEAN-LUC PARIENTÉ/JLPPA

Docteur Dario et Mister Amodei

Le patron d'Anthropic bâtit à toute vitesse l'une des entreprises les plus florissantes de l'histoire, tout en prophétisant que l'intelligence artificielle pourrait anéantir l'humanité ●

La fiction raffole des personnages à double fond. Du respectable Docteur Jekyll libérant, d'une gorgée de potion, le monstrueux Mister Hyde, au craintif Sméagol du *Seigneur des anneaux*, submergé par l'obsessionnel Gollum. La Silicon Valley aurait-elle trouvé son pendant ? L'idée a inspiré le *Saturday Night Live*, émission américaine culte, fin septembre. Boucles brunes, lunettes rondes, traits androgynes : l'humoriste Jane Wickline campe un sosie troublant du patron d'Anthropic, Dario Amodei. Dans le sketch, un présentateur de JT lui demande si son entreprise nous conduit au désastre. Le faux Amodei fait mine de lutter avec son double intérieur : « L'IA n'est pas une arme, c'est un outil… [sa voix se transforme] pour fabriquer des armes. » Comme toute bonne caricature, celle-ci n'est pas si éloignée de la réalité.

Il y a, d'un côté, le bâtisseur d'empire. Le chiffre d'affaires d'Anthropic atteint 17 milliards de dollars par trimestre. Sa plateforme d'IA, Claude, équipe des millions de foyers, d'entreprises et d'Etats, qui codent, écrivent, parlent et réinventent les mathématiques, comme l'art de la guerre. Prochaine étape, le Nasdaq, où il deviendra le premier laboratoire d'IA à s'aventurer. Pas mal pour une entreprise qui n'a que cinq ans.

De l'autre, il y a le prophète de malheur. Dario Amodei prédit régulièrement que l'IA provoquera une saignée sur le marché du travail. Pire : il évalue entre 10 et 25 % le risque que cette technologie conduise à une catastrophe civilisationnelle. En bref, la fin du monde. Rares sont les patrons qui calculent ainsi les chances que leur produit tourne mal. Pourquoi, alors, mener la course pied au plancher ?

Dario Amodei naît en 1983 à San Francisco, d'un artisan maroquinier italien et d'une mère qui pilotait des chantiers de bibliothèques. En 2006, son père meurt d'une hépatite C. Quelques années plus tard, des traitements novateurs font bondir le taux de guérison. Le fils en tire une conviction : la lenteur du progrès tue. Physicien, il passe son doctorat à l'université Princeton dans des salles blanches, à fabriquer des électrodes. Puis, il bifurque vers l'IA, secteur ravivé par l'essor des réseaux de neurones artificiels. Chez le chinois Baidu, puis chez OpenAI, alors toute jeune structure à but non lucratif, il éprouve une hypothèse : plus on gave une machine de données et de calculs, plus elle devient intelligente. Les fameuses « lois d'échelle ».

La mise en pratique l'oppose au patron d'OpenAI, Sam Altman, pur produit commercial de la Valley, passé par l'incubateur vedette Y Combinator. Amodei supervise alors GPT-2 et GPT-3, ancêtres du modèle qui animera ChatGPT, et reproche à son patron son opacité et sa légèreté sur la sécurité. Et si la machine dépassait l'humain ? La guerre Amodei-Altman fait rage sur les groupes privés de la messagerie interne Slack. Un clan se soude autour de Dario et de sa sœur Daniela. Fin 2020, ils sont sept à claquer la porte pour fonder Anthropic.



Anne Cagan
Rédactrice en chef adjointe tech

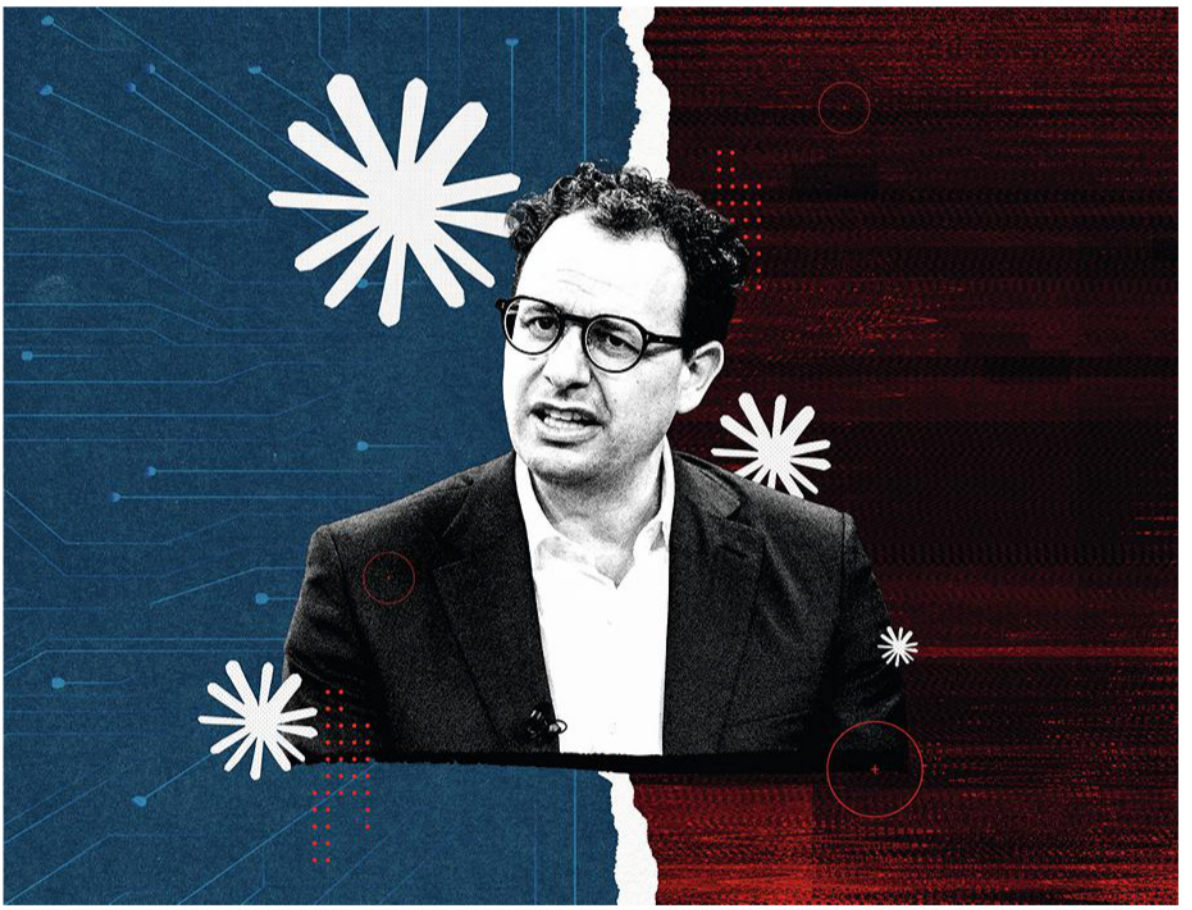


Maxime Recoquillé
Journaliste tech

ENTRE MORALE ET PERFORMANCE

L'inimitié entre Amodei et Altman ne s'est jamais éteinte. En février, les deux hommes ont refusé de se tenir la main sur une photo aux côtés du Premier ministre indien. Cette rivalité façonne l'industrie. OpenAI vise les mêmes sommets boursiers qu'Anthropic, avec quelques mois de retard. Dans leur sillage, de nouveaux rivaux ont surgi, alimentant la crainte que la technologie tombe entre de mauvaises mains. Mieux vaut des cerveaux responsables en tête de peloton, pense-t-on dans chacun des deux clans imprégnés des philosophies messianiques en vogue dans la Silicon Valley. Parmi elles, l'altruisme efficace, dont l'entourage d'Anthropic a longtemps été proche, même si l'entreprise s'en défend aujourd'hui. Ce courant entend faire avec chaque dollar le plus de bien possible (« *Earn to give* »). Ce qui légitime de chercher à en amasser beaucoup. Manière de cheminer sur la corde raide entre morale et performance.

Dario Amodei estime être le meilleur équilibriste. Le chatbot Claude obéit à une « Constitution » qui lui interdit de mentir ou de manipuler. L'entreprise investit dans l'interprétabilité, pour



PLUS DE 40 MILLIONS
de clients ont souscrit des offres Anthropic payantes.

comprendre la mécanique de pensée des IA, et refuse la manne sulfureuse de la publicité ciblée. Son patron décline cette doctrine dans de longs essais distribués comme des encycliques. « Il a un rapport quasi religieux à l'IA », estime l'analyste Benedict Evans, passé par le fonds Andreessen Horowitz. Chris Olah, l'un des cofondateurs, est même allé débattre du statut moral de Claude au Vatican.

PASSIONNÉ DE JEUX VIDÉO

De belles promesses ? Pas seulement. En début d'année, Dario Amodei s'est opposé à l'administration Trump, refusant que sa création puisse être utilisée pour de la surveillance de masse ou des armes autonomes. Ce qui lui vaut de figurer sur liste noire des agences fédérales – une sanction qu'il conteste en justice. La victoire des démocrates aux *midterms* pourrait rebattre les cartes. « Anthropic est le mieux placé pour peser dans le débat sur la régulation de l'IA », confie à L'Express Malik Ahmed Khan, analyste au sein de la société de services financiers Morningstar.

Passionné d'échecs et de jeux vidéo, Amodei le stratège n'a pas l'exubérante assurance des startupers sur les plateaux de télé. « Mais il est plutôt à l'aise dans les milieux politiques et intellectuels », relève Constance Mickiewicz, ex-conseillère IA au Quai d'Orsay qui l'a croisé à plusieurs sommets.

Comme son emblématique patron, la trajectoire économique d'Anthropic est profondément ambivalente. Côté pile, ses revenus ont augmenté de 1 206 % entre les neuf premiers mois de 2025 et ceux de 2026. L'entreprise a levé 141 milliards de dollars depuis sa création, tout en conservant une solide trésorerie (95,6 milliards de dollars), auxquels s'ajoutent 36,3 milliards de placements à coût terme. Elle a même réussi à dégager un bénéfice opérationnel au deuxième trimestre 2026 de 974 millions de dollars.

Côté face, Dario Amodei est confronté à de redoutables défis. Arrivera-t-il à dégager les marges plantureuses que ses investisseurs attendent ? Avec ses modèles surpuissants et les prompts qu'on lui envoie quotidiennement, Anthropic est aux premières loges pour repérer les besoins, et les marchés les plus lucratifs. L'entreprise s'est déjà lancée dans ceux du code, de la création graphique (Claude Design), du droit (Claude Legal) et récemment, de la finance.

L'économie de l'IA est pourtant différente de celle des entreprises logicielles traditionnelles. Des outils comme Adobe ou Office sont chers à créer mais leur coût marginal est faible. Ce qui permettait des économies d'échelle massives. A l'inverse, lorsqu'un internaute sollicite Claude – ce qu'on appelle ➤➤

BENEDIKT VON LOEBELL/2026 WORLD ECONOMIC FORUM - FREEPIK - L'EXPRESS



← Anthropic, qui devrait s'introduire en Bourse en novembre, a levé 141 milliards de dollars depuis sa création en 2021.

l'inférence –, un réseau de puces hors de prix est activé pour générer la réponse.

Des microprocesseurs si recherchés que Nvidia, son principal concepteur, peut réaliser jusqu'à 70 % de profit dessus. Le prix des mémoires à large bande passante des data centers a, lui, été « multiplié par six », pointe Jean-Christophe Eloy, fondateur du cabinet spécialisé Yole Group. Pour ne rien arranger aux affaires d'Amodei, les entreprises chinoises livrent une guerre des prix féroce sur les abonnements aux modèles d'IA – comme les américains Meta et Google qui vivent essentiellement de la publicité. Anthropic travaille donc à rendre ses déclinaisons de Claude plus efficaces et légères. Le patron du laboratoire doit estimer avec finesse ses besoins de calcul à long terme, pour négocier des prix avantageux avec les fournisseurs de cloud. Il a ainsi signé près de 900 milliards de dollars de contrats, étalés jusqu'en 2045. Mais si la demande se révélait inférieure à ses prévisions, la sanction se verra immédiatement sur ses comptes. D'où cette impérieuse nécessité de dégager des marges élevées.

LA CROISSANCE D'ANTHROPIC ESPÉRÉE POUR LES CINQ PROCHAINES ANNÉES N'EST PAS ASSURÉE

Le temps presse. Le prospectus financier du groupe indique que plus de 80 % de ses revenus au troisième trimestre viennent de modèles lancés il y a moins de six mois. S'il cessait de dépenser des centaines de millions de dollars pour entraîner les prochaines générations de Claude, l'effet sur le chiffre d'affaires serait instantané. « Un grand modèle de langage est l'actif le plus cher et le plus vite déprécié de l'histoire », pointe l'analyste Benedict Evans. On comprend mieux pourquoi Amodei appelle si énergiquement à « ralentir la course aux IA frontières » – les versions de pointe : elle est ruineuse !

Si Anthropic peut se féliciter de son excellent taux de rétention de clients, la vertigineuse croissance espérée pour les cinq prochaines années n'est pas assurée pour autant. Son incursion dans le secteur du code est un franc succès. Mais les autres industries auront-elles des besoins aussi gargantuesques ? Peu de clients ont, du reste, signé des contrats de long terme, les empêchant de basculer du jour au lendemain chez un concurrent. Les directions informatiques ont bien compris, notamment en Europe, le risque de dépendre d'un unique fournisseur étranger.

L'expérience proposée par Anthropic ou OpenAI est par ailleurs trop semblable pour susciter un véritable attachement à la marque. Les deux rivaux ne profitent pas non plus de l'effet réseau qui a propulsé un Facebook – les nouveaux inscrits avaient intérêt à rester sur la plateforme parce qu'elle agrégeait le plus de monde. Résultat ? « Le marché est fluide. En moyenne, 8 % des entreprises changent de fournisseurs IA chaque mois », précise Nathan Benaich, fondateur d'Air Street Capital.

SÉRIEUX TRAGICOMIQUE

Dernière zone d'ombre qui taraude les marchés : quelle est la part de la demande spécifiquement suscitée par l'IA ? Les chiffres sont flous. Non seulement, elle est souvent vendue en « pack » avec d'autres logiciels, mais Amazon, Google ou Microsoft cumulent aussi les casquettes de clients, d'investisseurs et de fournisseurs. D'où le grand écart pratiqué par Anthropic dans son prospectus d'introduction en Bourse. Appâtés par la perspective d'un monde de folle abondance, les investisseurs se voient ensuite informés, avec un sérieux tragicomique, que l'économie de l'entreprise pourrait être négativement impactée… si son produit extermine l'humanité. Au moins ne seront-ils plus de ce monde pour voir le Nasdaq chuter !

Janus de l'IA, Dario Amodei pose un diagnostic des risques remarquablement étayé et lucide dans son manifeste « L'Adolescence de la technologie ». Si l'humanité, estime-t-il, à tant de mal à se réjouir de ce cadeau du ciel – capable d'alléger notre charge de travail, d'améliorer notre santé, et peut-être de nous sauver du réchauffement climatique –, c'est bien parce qu'elle se sait elle-même capable du meilleur comme du pire avec cet outil. « Nous faisons face à un rite de passage, une phase houleuse et inévitable, qui déterminera quel genre d'espèce nous sommes », écrit l'Américain. Lui croit en notre capacité à triompher « à la dernière minute ». A condition, bien évidemment, de suivre ses conseils. ✶

ANNE CAGAN
ET MAXIME RECOQUILLÉ

J. MOON/REUTERS

Le baromètre des décideurs

« L'emploi doit être au cœur de la politique du logement »

Eric Mengus et Tomasz Michalski, professeurs à HEC, recommandent de fluidifier le marché là où les besoins d'habitat des cadres sont les plus forts.

L'Express s'associe à l'institut de sondages ViaVoice, à HEC Paris et à BFM Business pour questionner régulièrement un panel représentatif de Français et de cadres sur un sujet d'actualité. Alors que le projet de loi porté par le ministre de la Ville et du Logement, Vincent Jeanbrun, arrive à l'Assemblée nationale le 17 novembre, Eric Mengus et Tomasz Michalski, professeurs d'économie à HEC, décryptent les résultats de ce baromètre des décideurs consacré à la crise du logement.

Les Français expliquent d'abord la crise du logement par la hausse du coût du crédit. Partagez-vous leur analyse ?

Tomasz Michalski Cette situation de crise peut sembler paradoxale, car les prix de l'immobilier stagnent depuis 2023 et que, en dehors des zones les plus attractives que sont les grandes métropoles ou le littoral, les loyers ne progressent pas autant que l'inflation. Les causes sont en réalité multiples. Certaines sont conjoncturelles, comme la hausse du coût des emprunts immobiliers, liée à celle des taux de la Banque centrale européenne. Le taux des prêts est passé de 1,2 % en moyenne en janvier 2022 à un pic de 3,6 % en décembre 2023 et se maintient depuis à ce niveau. Dans le même temps, la production de crédits immobiliers s'est contractée. Résultat : le nombre de transactions a reculé d'un tiers entre le pic de 2022 et le point bas touché en 2026.

Eric Mengus Derrière ce phénomène, il y a aussi des raisons plus structurelles auxquelles, comme le montre le sondage, les décideurs semblent plus sensibles que le grand public. D'abord, l'offre s'est effondrée. Selon les chiffres de l'Insee, les mises en chantier sont passées d'entre 350 000 et 400 000 par an à 260 000 environ, tous logements confondus, individuels ou collectifs. Outre la hausse du coût du crédit, qui pèse sur la demande et donc sur la construction neuve, les contraintes réglementaires et fiscales ont aussi constitué des freins à l'investissement immobilier. Notons que cette crise du logement n'est pas uniforme sur le territoire. Il y a beaucoup de disparités, qui reflètent aussi des facteurs structurels, comme la géographie de l'emploi. Les métropoles, le littoral sont sous tension tandis que dans d'autres régions, les logements vacants s'accumulent.

Comment se traduit cette géographie de l'emploi ?

T. M. Prenons l'exemple des cadres : entre 1990 et 2022, leur part dans la population a progressé de 16 points dans les régions du littoral et dans les cinq plus grandes métropoles françaises, soit quatre fois plus vite que dans le reste du pays. Nos recherches montrent que dans les grandes agglomérations, ils représentent désormais 34 % des heures travaillées, contre 15 % dans le reste de la France. Ces cadres ont souvent remplacé les emplois intermédiaires et les ouvriers, dont les postes ont été automatisés ou délocalisés. Ajoutons à cela que près de 1 cadre sur 3 travaille dans le centre de Paris ou à la Défense au cours de sa carrière.

En partenariat avec VIAVOICE, HEC PARIS / BFM BUSINESS



Bio express

Eric Mengus est professeur associé d'économie à HEC Paris. Il a précédemment travaillé comme chercheur à la Banque de France.



Tomasz Michalski est professeur associé d'économie à HEC Paris. Il a été auparavant chercheur à la Banque nationale de Pologne et à la Banque centrale européenne.

Quelles sorties possibles voyez-vous à cette crise ?

E. M. Notre vision, liée à notre analyse de l'évolution de la géographie de l'emploi, nous conduit à privilégier le libre fonctionnement du marché. Pour les cadres qui passent une partie de leur vie professionnelle dans le centre de Paris ou à la Défense, il est extrêmement important d'y acquérir de l'expérience avant, éventuellement, d'aller travailler ailleurs. Le marché du logement doit donc être fluide dans ces zones pour qu'ils puissent trouver un appartement à Paris lorsqu'ils commencent leur carrière. Les mesures du type encadrement des loyers ou construction de logements sociaux favorisent peut-être une partie de la population, mais ne facilitent pas ce genre de parcours.

Pour autant, êtes-vous favorables à des dispositifs de défiscalisation ?

E. M. L'important est de construire là où il y a des besoins, de cibler les zones où l'on identifie des blocages sur le marché du travail. Dans un environnement où les taux d'intérêt sur la dette française sont très élevés, mieux vaut utiliser d'abord le levier réglementaire plutôt que de mobiliser des ressources publiques supplémentaires, qui seraient coûteuses.

Quelle place le thème du logement doit-il avoir dans la campagne présidentielle ?

E. M. Le sondage montre que les attentes sont très fortes : 1 Français sur 2 considère ainsi que cette question sera un élément clé de son vote à l'élection présidentielle de 2027. Nos recherches montrent que la géographie influe sur l'adhésion à des partis considérés comme populistes. Concrètement, s'il vous est impossible de vous installer dans une grande ville et que vous êtes contraint d'emménager dans des zones plus éloignées des bassins d'emploi, c'est un facteur important du vote populiste ou extrême.

M. DELPORTE/HEC

En tant qu'économistes travaillant sur ces questions, nous nous interrogeons : pourquoi ce sujet n'occupe-t-il pas davantage de place ? Ce serait pourtant bon pour la stabilité politique du pays et efficace d'un point de vue économique.

Quelles sont les conséquences de ces blocages pour l'économie française ?

E. M. Une mauvaise allocation de nos ressources. Les gens accèdent plus difficilement à l'emploi et sont donc moins nombreux à contribuer à la richesse nationale. Si vous faites deux ou trois heures de transport par jour, vous ne faites pas autre chose : apprendre de vos collègues, passer du temps avec votre famille… Autant de répercussions qui ont des coûts sociaux et économiques.

T. M. L'excès de contraintes, par exemple sur l'artificialisation des sols, entrave l'investissement dans le logement. Or le secteur de la construction représente une large part de l'investissement global, donc sa faiblesse pèse sur le PIB.

Parmi les candidats déclarés, Marine Le Pen a déjà présenté un programme assez détaillé. Qu'en pensez-vous ?

E. M. D'une manière plus générale, il serait dommage de passer à côté du logement dans cette campagne. Il est important que tous les candidats puissent faire des propositions sur ce sujet structurant pour la société française. Je serais très étonné qu'il n'y ait pas de débats intenses sur la question dans les mois qui viennent. Je note que parmi les mesures avancées par Marine Le Pen, figure la suppression de la loi SRU. Or le sondage de ViaVoice traduit un certain attachement du grand public et des décideurs au logement social. Ainsi les réponses apportées par le programme du Rassemblement national correspondront-elles à leurs attentes ? C'est une question ouverte.

T. M. Toutefois, construire beaucoup de logements sociaux dans le centre des grandes villes n'a pas forcément de sens si l'on se place dans une économie de la connaissance. Il y a quelques décennies, beaucoup de gens travaillaient au même endroit, près de l'usine ou près de la mine, au sein même des grandes villes. Aujourd'hui, c'est un autre système qui se dessine.

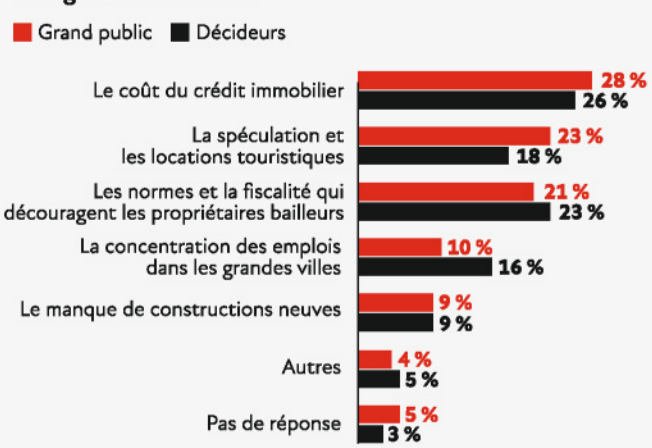
E. M. En effet, d'un point de vue économique – peut-être pas d'un point de vue social – il n'y a plus de valeur pour les non-cadres à habiter et travailler dans un centre-ville. Dans l'économie de la connaissance, la raison pour laquelle on a besoin d'être ensemble, ce sont surtout les interactions entre cadres : échanger des idées, lancer des projets… Nous avons besoin que cet écosystème s'épanouisse pour que Paris reste compétitif face aux autres capitales européennes et mondiales. ✷

PROPOS RECUEILLIS PAR MURIEL BREIMAN

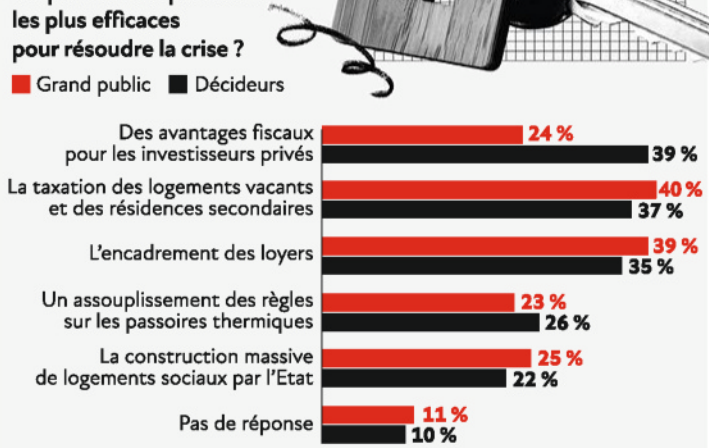


Le coût du crédit, première préoccupation des Français

Selon vous, quelle est la cause principale de la crise du logement en France ?



Parmi les mesures suivantes, lesquelles vous paraissent les plus efficaces pour résoudre la crise ?



Diriez-vous que le sujet du logement sera, dans votre choix lors de l'élection présidentielle de 2027…



Questions posées en ligne du 4 au 14 octobre auprès de deux échantillons représentatifs de la population française et des cadres.

SOURCE : VIAVOICE

A. YALANSKYI-YETI STUDIO/SHUTTERSTOCK - L'EXPRESS

Non, la violence n'est pas nécessaire aux avancées sociales



KATE COPELAND

UNE CHRONIQUE DE NICOLAS BOUZOU

Contrairement à ce qu'affirment les ingénieurs du chaos, ce ne sont pas les émeutes mais la paix civile qui favorise le progrès économique et social.

Parmi les nombreux clichés que l'on a pu entendre ces derniers jours sur les plateaux de télévision, cette idée selon laquelle les grandes avancées sociales n'auraient pas été possibles sans une petite dose de violence révolutionnaire est revenue avec une belle régularité, y compris dans des émissions réputées sérieuses. Certains sont allés jusqu'à convoquer la figure de Nelson Mandela, ainsi placé en défenseur des émeutiers du 17 octobre.

Evidemment, tous les sociologues et les activistes de service n'appellent pas explicitement à la casse et au pillage, bien que certains, en mal d'émotions, le suggèrent. Mais on sent bien que, dans leur idéal de désordre, discuter, négocier, convaincre, voter, n'est qu'une option parmi d'autres, et pas la plus sexy. Pour eux, c'est simple, la démocratie libérale est forcément coupable. Raymond Aron a bien expliqué ce ressentiment dans *L'Opium des intellectuels* (1955) ou *Les Désillusions du progrès* (1969). Les intellectuels ont au moins deux motifs de la détester. Une raison intéressée d'abord : elle leur apporte rarement les revenus qu'ils estiment mériter au regard de leurs études et de leur propre intelligence. Une raison de fond ensuite : elle promet un idéal égalitaire qu'elle est incapable de tenir – comme toute autre société d'ailleurs.

Revenons à cet argument répété ad nauseam : la violence serait nécessaire aux avancées de la société. C'est faux, comme l'ont montré Erica Chenoweth et Maria J. Stephan dans *Pouvoir de la non-violence : pourquoi la résistance civile est efficace* (2021). Sur 323 campagnes menées entre 1900 et 2006 pour renverser un régime, chasser un occupant ou obtenir une sécession, les non-violentes ont réussi deux fois plus souvent que les violentes : 53 % contre 26 %. Deux mécanismes l'expliquent. La non-violence abaisse les barrières physiques, morales et logistiques à l'entrée en revendication : elle attire plus de monde et des profils plus divers. Une foule massive et pacifique divise alors le pouvoir, voire les forces de sécurité, quand la violence les soude. Les grands mouvements, quand ils connaissent le succès, réussissent donc malgré leurs franges violentes, et non grâce à elles.

ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ?

Le contre-exemple cité à longueur de discussions de salons sociologiques est celui de la Révolution française. Hélas, il est tout à fait contestable, comme l'a rappelé l'historien Raphaël Doan, en excipant un décret des 29-31 mars 1793 « relatif aux écrits provoquant au meurtre et à la violation des propriétés » : « La Convention Nationale décrète que ceux qui provoqueront par leurs écrits le meurtre et la violation des propriétés, seront punis : savoir : 1° de la peine de mort, lorsque le délit aura suivi la provocation ; 2° de la peine de six ans de fers, lorsque le délit ne l'aura pas suivie. » Même la Convention voyait bien qu'elle avait du mal à faire avancer sa cause dans une forme de délinquance généralisée.

ÉLECTIONS, LOI, ORDONNANCES

L'exemple n'est pas isolé, insiste Doan : en 1830, d'après le témoignage de Louis Blanc, les insurgés fusillaient eux-mêmes les pilleurs. Ceux de 1848 faisaient de même au cri de « Mort aux voleurs », qui visait non pas les riches mais les vrais détrousseurs. Karl Marx tenait le « lumpenprolétariat » pour plus enclin à « se vendre à la réaction » qu'à servir la révolution.

Il n'est donc pas inutile de rappeler que la paix civile est le meilleur moyen du progrès économique et social. Qui pourrait s'en étonner ? S'il en était autrement, les sociétés les plus avancées socialement seraient les plus conflictuelles. C'est évidemment l'inverse. Le droit de grève (1864) puis la liberté syndicale (1884) furent votés par le Parlement. En 1936, les congés payés et la semaine de 40 heures naquirent d'une victoire électorale, des accords Matignon et de grèves avec occupations d'usines souvent festives. Le vote des femmes (1944) et la Sécurité sociale (1945) furent instaurés par ordonnances, l'assurance-chômage par un accord paritaire (1958), l'IVG par la loi Veil (1975). Aucune de ces conquêtes ne doit rien aux pillages.

Lycéens : les ingénieurs du chaos et leurs représentants politiques, pour lesquels vous vous apprêtez à voter massivement, sont vos ennemis objectifs ! Bon courage à vous s'ils arrivent au pouvoir. ✶

Nicolas Bouzou, économiste et essayiste, est le directeur du cabinet de conseil Asterès.

Domination

Le double jeu de la Chine lors des grands-messes sur le climat

Boudée par les Etats-Unis, la COP 31 donne l'occasion à Pékin de peser sur les négociations climatiques, bien qu'il revendique un statut moins contraignant.



← La 31e conférence des Nations unies sur les changements climatiques se tient à Antalya, en Turquie, jusqu'au 20 novembre.

Chaque vétéran des COP collectionne son lot d'anecdotes, qui éclairent les jeux de pouvoir au cœur des négociations climatiques. Des alliances qui se forment, des délégations qui claquent la porte. D'interminables débats pour atténuer le poids d'un verbe dans une déclaration. Marc-Antoine Eyl-Mazzega se souvient, lui, de la dynamique qui a longtemps prévalu lors de ces réunions annuelles. « Les discussions s'enchaînaient toute la journée. Mais au bout du compte, il fallait attendre que les Américains et les Chinois se mettent à table pour régler l'addition », résume le directeur du Centre énergie et climat de l'Institut français des relations internationales. Depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, les Etats-Unis ont quitté l'accord de Paris et déserté les conférences sur le climat. « En raison des politiques irresponsables de cette administration, nous devons de plus en plus nous tourner vers la Chine et l'Union européenne pour assumer le leadership », admet le célèbre climatologue américain Michael E. Mann. Pékin est-il prêt à combler ce vide ?

AMBITION TAILLÉE SUR MESURE

La COP 31 s'est ouverte lundi 9 novembre à Antalya (Turquie) dans un contexte morose. La guerre en Iran a entraîné une crise énergétique globale. Les Nations unies admettent que le réchauffement climatique au-delà du seuil de 1,5 °C est désormais inévitable. Quant au phénomène El Niño, qui pousse les températures à la hausse, il s'annonce d'une ampleur inédite. Face à tant de vents contraires, les observateurs abordent l'événement sans grandes attentes. Sauf peut-être sur l'électrification, que la double présidence turque et australienne – une nouveauté – a décidé d'ériger en priorité. Une ambition taillée sur mesure pour la Chine.

Pékin s'est imposé comme l'usine mondiale des composants indispensables à la transition. Selon le dernier rapport annuel de TotalEnergies sur l'évolution du système énergétique, la Chine livre près de 80 % des panneaux solaires de la planète, 45 % des véhicules électriques et 20 % des éoliennes. Elle domine aussi le marché des pompes à chaleur et des batteries de stockage. « En dix ans, j'ai vu le pavillon chinois de la COP devenir une foire expo pour ses entreprises fournisseuses de technologies propres, raconte Joseph Dellatte, expert à l'Institut Montaigne. Ce sera d'autant plus le cas cette année. »

De vendeur à porte-parole mondial, il y a un pas que la Chine n'a toujours pas franchi. « Malgré les prises de position de Xi Jinping après la première défection de Trump de l'accord de Paris, une hésitation persiste pour endosser ce rôle », confirme la diplomate Laurence Tubiana, directrice de la Fondation européenne pour le climat. Le poids du charbon dans l'économie nationale, toujours important, est l'un des points bloquants. « La Chine s'est souvent cachée derrière les autres pour éviter de se voir réclamer des résultats plus contraignants, pointe Paul Watkinson, ex-chef de la délégation française lors des négociations. Un changement serait bienvenu. »

Il lui faudrait alors abandonner son stratégique statut de « pays en développement ». « Il lui permet de justifier de modestes avancées en matière de finances climatiques, ou de se contenter d'objectifs relatifs sur la diminution des gaz à effet de serre », rappelle Joseph Dellatte. La Chine étant à la fois le premier pollueur mondial et le pourvoyeur n° 1 de technologies vertes, « cette posture est de plus en plus bancale à tenir », poursuit le spécialiste. Le régime de Xi jouera encore la carte de l'ambiguïté pendant cette COP 31. Mais l'étau se resserre car il discute de la possibilité d'accueillir la COP 33, en 2028. Or un pays hôte doit montrer l'exemple, via des annonces ambitieuses. Avant la fin de la décennie, Pékin devra sortir du bois. Et assumer ce leadership que sa puissance industrielle implique. ✷

BAPTISTE LANGLOIS

La part du charbon dans le mix électrique chinois

Premier semestre 2026



49,7 %

2010



70 %

SOURCE : ADMINISTRATION NATIONALE DE L'ÉNERGIE (NEA) DE CHINE

K. WORTH/ONU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Avez-vous pensé à tout avant de dire oui ?



Votre futur logement mérite qu'on en parle.

Vous
Ma femme est enceinte ! Nous rêvons d'une maison.
À quoi dois-je penser avant de dire oui ?

Figaro Immobilier AI
Félicitations ! Pour atterrir au bon endroit, on peut démarrer avec des biens proches des crèches et votre crédit.

Figaro Immobilier.
Tout pour réussir votre projet.

FIGARO immobilier

mistermitch.com

L'iPhone, un produit mondial qui ne l'est plus



UNE CHRONIQUE
DE ROBIN RIVATON

Conçu en Californie, assemblé en Chine, le célèbre smartphone a longtemps incarné la mondialisation des chaînes de production. Apple mise à présent sur des modèles plus régionaux.

Depuis son lancement en 2007, l'iPhone représentait le produit mondial par excellence. Conçu en Californie, assemblé en Chine, avec des composants issus du Japon ou d'Allemagne, arrivé en Europe la même année et vendu partout sur la planète avec une expérience largement commune… Il était l'exemple même de l'internationalisation des chaînes de production.

Les années suivantes, l'iPhone 3G permettait à Apple de rentrer dans les grands marchés émergents de l'Inde (août 2008) et de la Chine (octobre 2009). Ce décalage dans les lancements venait d'âpres discussions sur le Wi-Fi, Pékin tentant de favoriser son propre standard de communication sans fil, le Wapi. Aujourd'hui, plus de 3,4 milliards d'iPhone ont été écoulés dans le monde et 175 pays sont couverts.

Pour maintenir ses parts de marché à l'étranger, Apple mise désormais de plus en plus sur des versions régionales de ses produits. En décembre, Apple Intelligence sera proposé aux clients chinois avec près de deux ans et demi de retard sur les clients américains. Mais cette IA s'appuiera sur les familles de modèles de langage étendu Qwen et Tongyi Wanxiang, développées par Alibaba cloud, la filiale de data center du géant chinois de l'e-commerce. Cette intégration a été validée par le ministère chinois de l'Industrie et des Technologies de l'information.

A l'inverse, la nouvelle version boostée par l'IA de l'assistant vocal Siri, présentée en grande pompe en juillet, ne sera pas disponible aux clients chinois. Siri AI reposera sur l'IA de Google, Gemini, au travers d'un partenariat pluriannuel entre les deux mastodontes californiens.

PRODUCTION EN INDE

Les iPhone européens, eux non plus, ne seront plus aussi proches des modèles américains. Apple a annoncé le 8 juin qu'il ne lancerait pas Siri AI sur iPhone et iPad dans l'UE. La firme estime que l'interprétation du règlement sur les marchés numériques par Bruxelles l'obligerait à ouvrir aux assistants concurrents l'accès aux données et aux commandes des applications. Elle avait contre-attaqué en proposant un intermédiaire de sécurité, Trusted System Agent, et un déploiement progressif sur dix-huit mois, mais l'idée a été retoquée.

La régionalisation gagne aussi l'objet physique. Apple a lancé dès 2017 la production des iPhone en Inde. Aujourd'hui, plus de 1 iPhone sur 4 produits dans le monde provient du sous-continent, selon Counterpoint Research. Les usines de Foxconn et Tata permettent de limiter l'exposition aux droits de douane imposés sur les produits importés de Chine depuis 2016.

Le mouvement pourrait s'étendre aux composants. Apple teste des mémoires vives du fabricant CXMT dans des iPhone et des MacBook destinés au marché chinois. Le renchérissement du prix de la mémoire renforce l'intérêt d'un fournisseur supplémentaire. Si CXMT figure sur la liste du Pentagone des entreprises liées à l'armée chinoise, ses composants ne sont pas frappés d'une interdiction générale d'achat comme son confrère YMTC, inscrit sur l'Entity list du département du Commerce.

Reste à voir si ce projet pourra aboutir. Sept sénateurs démocrates et républicains ont déjà demandé à Apple de renoncer à ces composants. Le secrétaire d'Etat au Commerce Howard Lutnick a également déclaré que l'administration Trump y était défavorable.

LA CHINE, UN MARCHÉ PORTEUR

Cette stratégie de régionalisation s'avère payante. Au troisième trimestre 2026, la part des livraisons de smartphones Apple en Chine est passée de 16 % à 18 % selon IDC, dans un marché en contraction. Son chiffre d'affaires, en Grande Chine, a augmenté de 21 %, à 17,5 milliards de dollars.

L'entreprise dirigée par John Ternus n'est pas la seule à prendre ce virage. Depuis 2024, les smartphones Huawei destinés au marché chinois fonctionnent avec un système d'exploitation et un catalogue d'applications faits maison. Hors de Chine, Huawei continue de commercialiser des téléphones sous Emui, un dérivé d'Android. Ils sont toutefois privés des services Google depuis les sanctions américaines de 2019. Le coréen Samsung utilise les mêmes recettes. Dès 2024, son Galaxy S24 utilisait en Chine l'IA Ernie du fleuron local Baidu, alors qu'il embarquait celle de Google dans le reste du monde. Les tensions sur la mondialisation n'ont pas échappé aux géants de la tech. ✷

Robin Rivaton est président de Stonal et membre du conseil scientifique de la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol).

KATE COPELAND

L'air de rien
Mathilde protège les enfants



ELLE A PARTAGÉ LE RESPECTOMÈTRE AVEC LES PARENTS DU CLUB POUR BRISER LES TABOUS

DÉCOUVREZ *LES PETITS RIENS QUI CHANGENT TOUT*
ENFANTBLEU.ORG

L'Enfant Bleu
enfance maltraitée

Nitin Nohria

« Un bon dirigeant s'appuie sur les leaders informels »

Mise en œuvre de la stratégie, gestion du temps, communication, entourage… Qu'est-ce qui fait la marque des PDG les plus efficaces ? Les enseignements de l'ancien doyen de la Harvard Business School ●

Un directeur général peut avoir la meilleure stratégie sur le papier. Encore faut-il que toute l'entreprise, de la direction aux salariés du terrain, y adhère. Faute de quoi elle risque de rester lettre morte. C'est un des enseignements délivrés par le chercheur Nitin Nohria dans son nouvel ouvrage, *The CEO* (« Le directeur général », HBR Press, non trad.), fruit de trois décennies de travaux à la Harvard Business School – dont il fut le doyen de 2010 à 2020 – et d'échanges avec plus de 300 PDG. L'universitaire indo-américain décrit le quotidien de dirigeants qui, malgré parfois plus de vingt-cinq ans d'expérience professionnelle, ne se sentent pas toujours préparés à exercer leurs fonctions. La clé selon lui ? « Percer cette bulle qui les entoure » une fois au sommet.

Qu'est-ce qui surprend le plus les nouveaux patrons lors de leur prise de fonction ?

Nitin Nohria La première difficulté, c'est la multiplication des sollicitations qui pèsent sur leur emploi du temps. Pourtant, nous avons affaire à des professionnels qui avaient l'habitude de travailler énormément avant de devenir directeur général ou PDG. Ils ont le sentiment que leur temps est morcelé, qu'ils ne peuvent jamais en consacrer suffisamment à quoi que ce soit. La deuxième surprise, c'est l'intensité de l'attention dont ils font l'objet. Chacune de leurs paroles semble amplifiée par un mégaphone susceptible de déformer leur propos. Les dirigeants prennent aussi conscience qu'ils ne peuvent pas décider de tout eux-mêmes. Leur rôle consiste donc moins à prendre eux-mêmes les décisions qu'à créer les conditions permettant aux autres de les prendre. Enfin, les dirigeants se disent : « Je pensais avoir été choisi par le conseil d'administration, et pourtant, je ne suis pas certain de bien comprendre ce qu'il attend de moi. Tous ses membres semblent me soutenir, mais je n'arrive jamais à savoir si c'est vraiment le cas. »

Vous avez recueilli près de 70 000 heures de données sur l'emploi du temps de plus de 30 directeurs généraux. Selon vous, ces derniers « ne se contentent pas de gérer leur agenda : ils le construisent ». De quelle manière ?

Les meilleurs PDG distinguent les priorités qu'ils peuvent déléguer à des collaborateurs de confiance de celles qui nécessitent leur implication personnelle. Ils essaient de consacrer environ la moitié de leur temps à ces dernières. Notre étude montre que, en moyenne, les dirigeants dédient 40 % de leurs journées à leurs priorités personnelles. Mais ceux qui parviennent à y consacrer 50 % ont davantage le sentiment de maîtriser leur emploi du temps. En revanche, ceux qui descendent au-dessous de 40 % ont l'impression de beaucoup travailler sans faire avancer les choses. Deuxième enseignement : même si vous devez réserver beaucoup de temps à votre équipe de direction, vous ne devez pas réduire celui passé avec les clients et les salariés de première ligne. Les dirigeants qui ont perdu le contact avec la réalité du terrain et avec leurs clients sont ceux qui sont les moins satisfaits de la manière dont ils utilisent leur temps. Enfin, ceux qui parviennent à dégager des moments pour réfléchir plutôt que de traiter les messages qui s'accumulent dans leur boîte e-mail sont aussi ceux qui se sentent le plus heureux.



Bio express

Né en Inde en 1962, d'un père PDG d'une des plus grandes entreprises du pays, Nitin Nohria a obtenu un doctorat à la Sloan School of Management du Massachusetts Institute of Technology (MIT). Il a été le doyen de la Harvard Business School de 2010 à 2020.

L'IA permettra-t-elle aux dirigeants de mieux maîtriser leur emploi du temps ?

Les PDG commencent à trouver l'IA utile dans trois domaines. Satya Nadella, patron de Microsoft, a expliqué qu'il l'avait utilisée pour analyser ses e-mails, ses échanges sur Slack et son agenda afin de comprendre comment il employait son temps. Les dirigeants qui prennent du recul tous les trois mois pour évaluer leur emploi du temps parviennent généralement mieux à réajuster leurs priorités. Le deuxième domaine concerne la préparation. Certains documents méritent d'être lus de la première à la dernière page, parce qu'ils touchent directement à vos priorités. Mais, pour d'autres, vous pouvez demander à l'IA d'en faire une synthèse. Troisième usage : l'accès à l'information. Beaucoup disent : « Une grande partie des

HARVARD BUSINESS SCHOOL



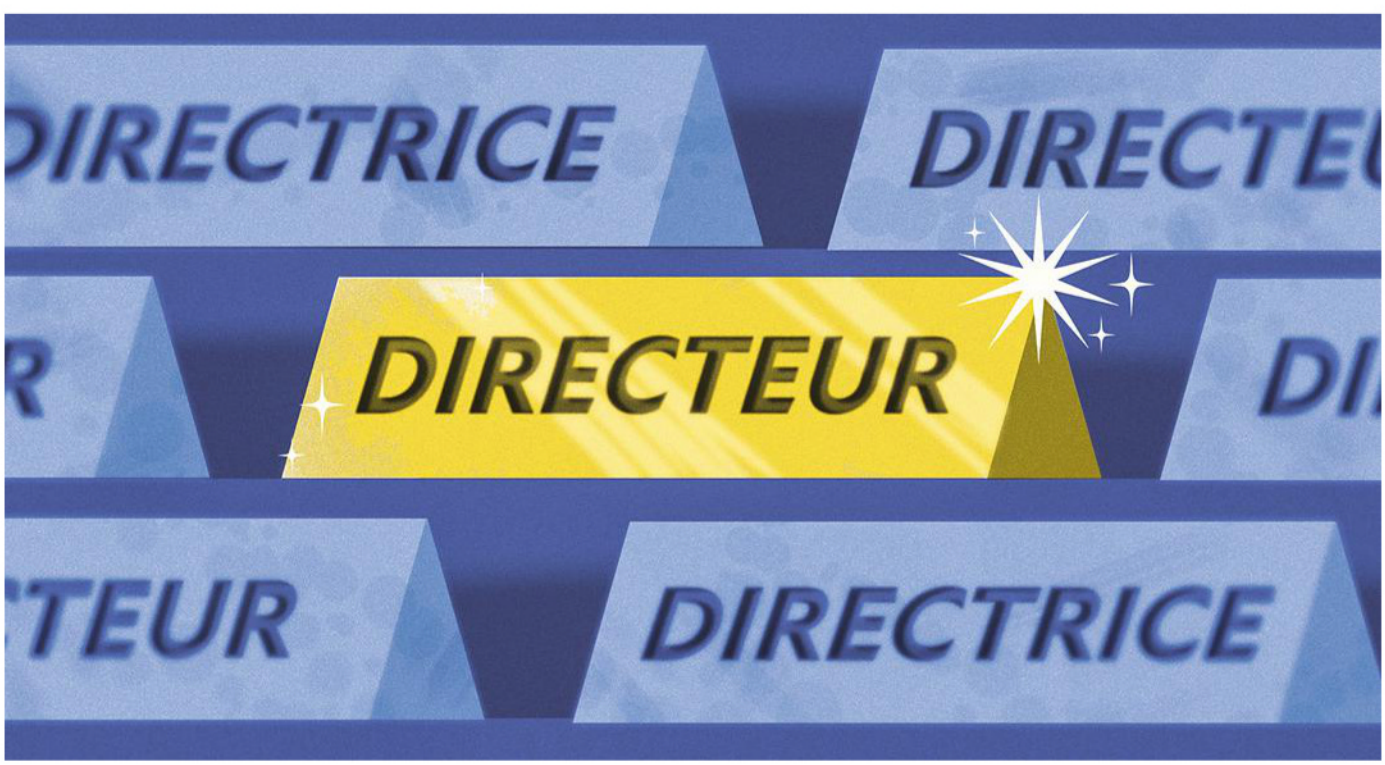
Propos recueillis par Laurent Berbon
Rédacteur en chef idées

informations qu'on me remonte ont été filtrées. » Or l'IA peut leur fournir des informations moins filtrées. Par exemple, plutôt que de demander à votre responsable des relations investisseurs comment votre publication trimestrielle de résultats a été accueillie, vous pouvez demander à l'IA d'examiner les réactions des marchés et des analystes et de vous donner son appréciation, sans filtre, des points positifs et négatifs.

« De nombreux directeurs généraux ont été surpris de découvrir qu'ils consacraient moins de 6 % de leur temps aux salariés qui n'exercent pas de fonctions d'encadrement », écrivez-vous. Que faut-il en conclure ?
La plupart des dirigeants sont horrifiés par ce constat, car ils savent que la valeur de leur entreprise se crée dans les interactions entre les salariés de première ligne et les clients. Si vous perdez ce contact et ne recevez que des informations filtrées par des personnes qui ont intérêt à vous les présenter sous un jour favorable, vous passez à côté de cette réalité. Il est plus facile pour un PDG d'entendre la vérité auprès de ceux qui sont les plus éloignés de son cercle rapproché. Car un salarié de terrain ne risque pas d'être licencié par le dirigeant.

Un nouveau directeur général doit constituer une équipe de direction efficace, soulignez-vous, car celle-ci peut faire toute la différence dans sa réussite ou son échec. A quoi reconnaît-on une telle équipe ?
Chaque poste doit être occupé par une personne de confiance absolue, capable de conduire l'entreprise là où elle doit aller dans les trois à cinq prochaines années. Les PDG qui éprouvent le plus de regrets sont parfois ceux qui ont accordé trop d'importance aux succès passés et qui n'ont pas su se séparer d'une personne alors qu'il fallait apporter du sang neuf. Faire passer la loyauté avant les compétences est un piège à éviter. Il faut ensuite travailler à faire de ces individualités une véritable équipe.

Pour convaincre les sceptiques et mener à bien un changement dans l'entreprise, une partie du travail du PDG « consiste à constituer une coalition de soutien », expliquez-vous. De quelle façon ?
Tout commence par l'équipe de direction, parce que ce sont ses membres qui seront chargés de mettre en œuvre la stratégie. S'il y a ne serait-ce qu'une seule personne qui n'y adhère pas pleinement, vous finirez par constater que celle-ci dévie de sa trajectoire. Une personne compétente, mais qui n'est pas alignée sur votre stratégie, peut être aussi problématique qu'une personne incompétente. Bien sûr, il peut y avoir des frictions sur la manière de travailler, des divergences d'opinions, mais ces tensions ne doivent pas porter sur la stratégie elle-même. Ensuite, dans toute organisation, il existe des leaders informels. Et les bons dirigeants savent identifier ceux qui, à des niveaux inférieurs, exercent une influence réelle pour trouver le moyen de les rallier à leur stratégie. ✷



L'EXPRESS

Les dessous du classement de Leiden, rival de Shanghai

Sans tambour ni trompette, l'université néerlandaise a dévoilé son palmarès des établissements d'enseignement et de recherche mondiaux. Une alternative européenne à l'édition chinoise dont la méthodologie est parfois jugée opaque ●

Et si le classement des universités le plus pertinent n'était pas le plus célèbre ? Alors que celui de Shanghai focalise chaque été l'attention médiatique, le palmarès issu des travaux de l'université de Leiden (Leyde en français), aux Pays-Bas, publié le 4 novembre, gagne en influence auprès des spécialistes de l'enseignement supérieur et de la recherche. Elaboré par le Centre d'études des sciences et technologies (CWTS), il entend mesurer la qualité et le rayonnement de la production scientifique des établissements avec une exigence méthodologique particulière. Son approche le distingue nettement de son homologue chinois : au lieu d'agréger des données parfois hétérogènes pour produire une note globale, les experts néerlandais font le choix de proposer plusieurs classements, déclinés par thèmes. « Le fait que les indicateurs de performance soient présentés de façon distincte permet aux utilisateurs de regarder ceux qui leur semblent les plus pertinents », souligne Ludo Waltman, professeur et directeur scientifique du CWTS.

Les universités y voient aussi un intérêt certain en termes de communication, explique Lauranne Chaignon, ingénieure-bibliomètre à l'université Paris sciences et lettres (PSL) : « Chaque établissement veille à mettre en avant les critères qui lui sont le plus favorables, qu'il s'agisse de l'impact scientifique de ses publications et citations, de ses collaborations extérieures ou de l'accessibilité de ses travaux pour le grand public. » Cette année, Harvard se classe deuxième dans les collaborations extérieures et arrive en tête sur les deux autres critères. Les grandes universités chinoises sont souvent très bien placées, quel que soit le paramètre. Côté français, l'université Paris-Cité est n° 1 en matière d'impact scientifique, suivie par Sorbonne Université et Paris-Saclay. Cette dernière occupe la première marche du podium tricolore dans les deux autres catégories.

Pour Nathalie Drach-Temam, présidente de Sorbonne Université, l'un des principaux atouts du classement de Leiden est qu'il est élaboré par l'institut de recherche d'une université publique et non par une société privée à but lucratif comme son concurrent chinois. « Le fait que cette même agence, ShanghaiRanking Consultancy, vende des prestations de conseil aux universités qu'elle évalue ouvre la porte à de possibles conflits d'intérêts », souligne-t-elle. A noter qu'une filiale du CWTS vend aussi ses conseils, mais chaque établissement peut s'y autoévaluer sans frais, contrairement aux pratiques de Shanghai.

La véritable différence entre les deux palmarès tient surtout à la nature des informations sur lesquelles ils se fondent. Le CWTS Leiden Ranking Open Edition repose sur OpenAlex, une base de données bibliométrique en libre accès. « Cette transparence permet aux utilisateurs de consulter et de vérifier les sources mobilisées pour l'établir », poursuit Nathalie Drach-Temam, dont l'université a signé un partenariat avec cette infrastructure. A l'inverse, le classement de Shanghai s'appuie en grande partie sur des données dites « fermées » et payantes issues du Web of Science, créé par le groupe international Clarivate, basé au Royaume-uni.



Amandine Hirou
Grand reporter éducation

INDÉPENDANCE SCIENTIFIQUE

Les universités qui souhaitent accéder à ces informations doivent donc débourser des sommes considérables. « Pour un établissement comme le nôtre, l'abonnement annuel se chiffre à 50 000 euros. La logique qui consiste à payer pour avoir accès aux données sur la recherche que nous avons nous-mêmes produite et financée est totalement absurde », dénonce Hélène Boulanger, présidente de l'université de Lorraine. Raison pour laquelle son établissement a, lui aussi, décidé de se désengager progressivement de Web of Science pour investir dans OpenAlex et faire la promotion de son utilisation. Pour Hélène Boulanger, le classement de Leiden constitue surtout une alternative à d'autres modèles internationaux, comme le QS World University Rankings ou le Times Higher Education. « Non seulement ces derniers reposent sur des bases de données fermées, comme celui de l'ARWU [NDLR : le nom officiel du classement de Shanghai], mais ils s'appuient également sur des enquêtes de réputation subjectives.

Classements de Shanghai et de Leiden : deux méthodologies, des résultats très différents

Classement à l'**international**

Classement en **Europe**

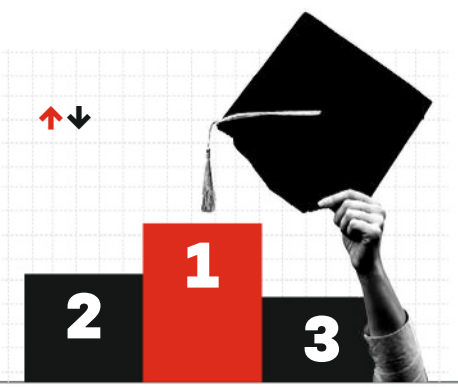
Classement en **France**

Score obtenu par l'université Paris-Saclay au classement de Shanghai 2025 (sur 100 points)

50,8 points

13e 3e 1er

SOURCE : SHANGHAI RANKING CONSULTANCY



Rang de Paris-Saclay au classement CWTS Open Edition 2026 réalisé par l'université de Leiden...

... en termes **d'impact scientifique**, évalué grâce au **nombre de publications** figurant dans le "**Top 10 %**" des publications les plus citées

179e 39e 2e

... en termes de **collaboration extérieure**, évaluée grâce au **nombre total de publications coécrites** avec d'autres organisations

13e 3e 1er

... en termes d'**accessibilité des productions**, évaluée grâce au **nombre de publications scientifiques disponibles en accès libre**

10e 3e 1er

En ne donnant pas de score global, l'université de Leiden réalise un classement plus fin en fonction de critères différents.

SOURCE : CWTS LEIDEN OPEN EDITION 2026

Ces biais me paraissent bien plus problématiques », soutient-elle.

Le classement de Leiden aura lui aussi tardé à opérer sa mue. Jusqu'en 2024, il reposait exclusivement sur les données bibliographiques de Web of Science. Depuis deux ans, il propose parallèlement un second classement fondé sur OpenAlex. « A partir de l'année prochaine, nous ne garderons que celui-ci. C'est la dernière fois que nous publions l'édition traditionnelle », annonce Ludo Waltman. Cette évolution s'inscrit dans la dynamique portée par l'initiative internationale Coara (pour *Coalition for Advancing Research Assessement*), lancée en 2022 par plusieurs grandes institutions européennes. Les 830 organisations membres, parmi lesquelles figurent des universités, des organismes de recherche et des agences de financement, partagent des objectifs communs : notamment celui de réformer les méthodes d'évaluation de la recherche scientifique de façon à les rendre plus fiables et plus transparentes.

« Open Leiden est en cohérence avec les engagements de l'Europe en faveur de la science ouverte. Cela fait, par exemple, partie des critères requis pour l'obtention de certains financements », explique Nathalie Drach-Temam, pour qui les Etats membres, dont la France, ont tout intérêt à s'inscrire dans ce mouvement. Sa consœur Hélène Boulanger y voit également un enjeu de souveraineté européenne et d'indépendance scientifique, à l'heure où l'influence des laboratoires chinois ou américains ne cesse de croître. « Un classement est comparable à une paire de lunettes à verres correcteurs que l'on chausse pour regarder le positionnement de la recherche d'une université, d'un organisme de recherche ou d'un pays à l'échelle mondiale. Je préférerais que l'Europe définisse ses propres verres correcteurs, autrement dit qu'elle impose son propre regard sur la recherche : une activité au service d'une société plus juste et plus durable », avance la présidente de l'université de Lorraine.

« OPEN LEIDEN EST EN COHÉRENCE AVEC LES ENGAGEMENTS DE L'EUROPE EN FAVEUR DE LA SCIENCE OUVERTE »

UNE MARGE D'ERREUR

Le classement néerlandais a toutefois aussi ses limites. Le CWTS reconnaît lui-même que le rattachement des publications aux établissements comporte une marge d'erreurs et reste perfectible. Leur étude ne répond pas non plus à toutes les questions. « Son approche reste avant tout bibliométrique et repose sur les publications scientifiques. Il évalue donc essentiellement la dimension "recherche" des universités sans prendre en compte d'autres critères pourtant essentiels », pointe Lauranne Chaignon. Comme la qualité de l'enseignement ou le taux d'insertion professionnelle des diplômés, qui font pourtant aussi partie des missions des établissements d'enseignement supérieur. Surtout, le fait qu'il propose une multitude de lectures et de sous-classements le rend difficile à lire pour le grand public. « Cette technicité répond moins aux attentes des familles ou des responsables politiques qui recherchent avant tout des repères simples et immédiatement compréhensibles », reconnaît Lauranne Chaignon. Pour la spécialiste, aucun classement ne saurait prétendre à l'exhaustivité. Celui de l'université de Leiden, malgré ses nombreux atouts, ne fait pas exception. ✶

L'EXPRESS

Christopher Murray

« Sur l'espérance de vie, les perspectives sont bonnes »

Le grand épidémiologiste américain reste optimiste sur la santé humaine d'ici la fin du siècle. Mais l'intelligence artificielle a rendu l'avenir beaucoup moins prévisible, prévient-il ●

Il est l'un des chercheurs en santé les plus influents au monde. A la tête de l'Institute for Health Metrics and Evaluation (IHME), à l'université de Washington, l'épidémiologiste et économiste de la santé américain Christopher Murray pilote le Global Burden of Disease, base de données sur les maladies qui sert de boussole à de nombreux gouvernements. Il copréside par ailleurs, avec Natalia Kanem, la commission du *Lancet* sur les menaces mondiales pour la santé, qui a rendu un rapport remarqué le 11 octobre. Dans nos colonnes, ce scientifique à la parole rare estime que la prévisibilité de l'après-guerre s'est évaporée, et que l'intelligence artificielle y contribue largement.

Après plusieurs décennies de progrès spectaculaires en matière d'espérance de vie, de mortalité infantile et de lutte contre les maladies infectieuses, où en sommes-nous réellement ? La santé humaine continue-t-elle de s'améliorer à l'échelle mondiale, ou sommes-nous entrés dans une période de stagnation, voire de régression ?

Christopher Murray L'indicateur que nous privilégions est l'espérance de vie en bonne santé, parce qu'elle mesure non seulement la durée de la vie, mais aussi le temps passé en bon état fonctionnel à chaque âge. Elle continue d'augmenter, moins vite que l'espérance de vie, car on passe davantage d'années avec des maladies aux âges avancés. Certains pays ont connu des stagnations, comme les Etats-Unis, sous l'effet combiné des opioïdes, de l'obésité et d'une légère hausse des suicides. Tout le monde a subi le choc de mortalité lié au Covid, mais la plupart des pays sont revenus à leur trajectoire. Dans notre scénario de référence, celui où les tendances actuelles se prolongent, l'espérance de vie en bonne santé continue de progresser dans les décennies à venir. Malgré tous les problèmes, la vision d'ensemble est donc plutôt optimiste.

Quelles avancées pourraient transformer le plus la santé d'ici à 2100 ?

C'est une question très difficile. Nous regardons les données passées pour éclairer l'avenir, mais des ruptures sont possibles, et l'IA peut les accélérer. Notre scénario de référence est donc peut-être pessimiste. Les avancées viendront probablement des maladies cardiovasculaires et des cancers, qui concentrent énormément de recherche. La thérapie génique in vivo pourrait avoir des effets sur certaines maladies. Le VIH suscite beaucoup d'espoir, avec une réelle incertitude sur sa faisabilité. Pour les maladies monogéniques, c'est un immense bénéfice pour les patients et leurs familles, mais elles touchent trop peu de gens pour changer la donne à l'échelle d'une population.

Surtout, rien dans les données ne suggère que davantage de personnes dépasseront les 105 ans. Cette part est minuscule depuis toujours. Les gains viennent de ceux qui survivent à leurs 40, 50 ou 60 ans, pas de ceux qui repoussent le bout de la vie. L'idée que l'on vivra jusqu'à 200 ans, nous y sommes très sceptiques.

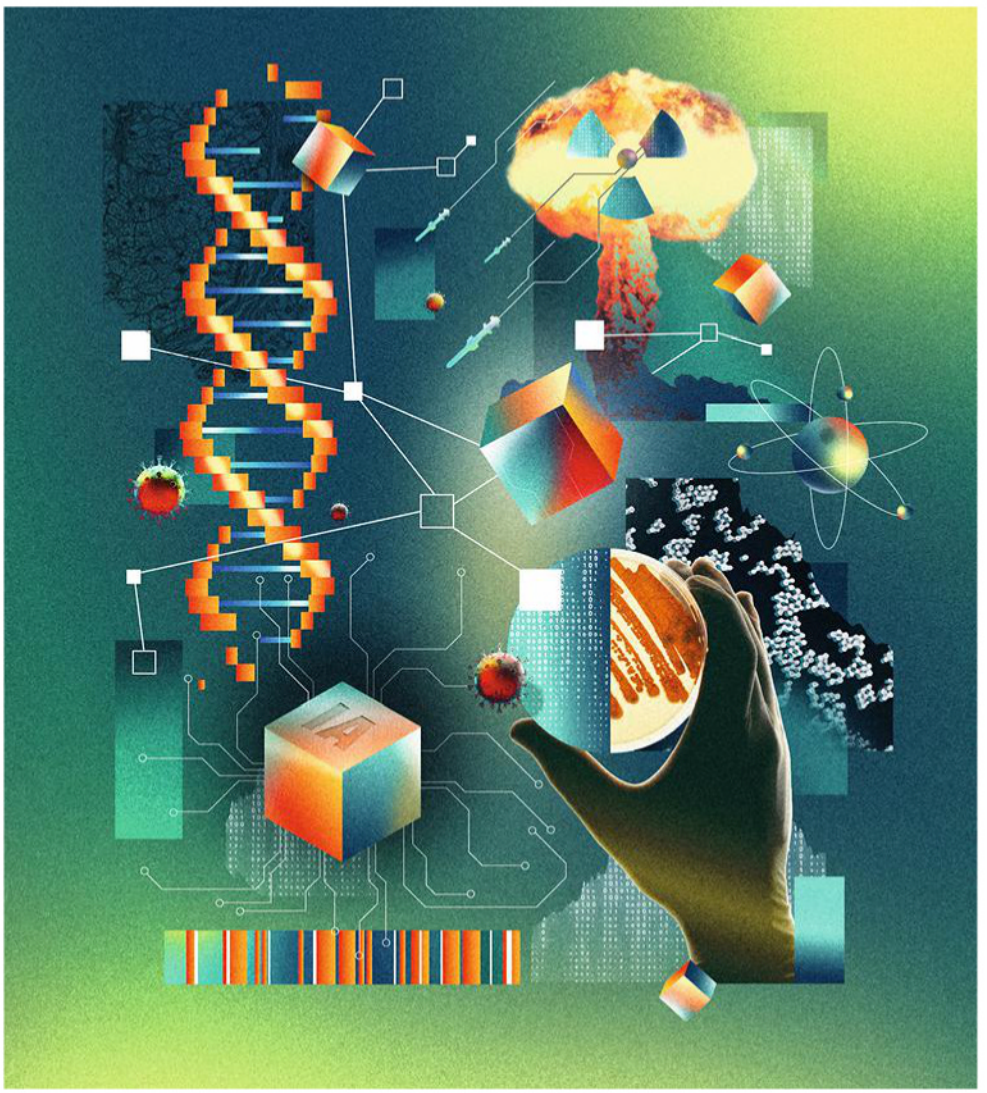
Peut-on raisonnablement imaginer que les enfants nés aujourd'hui vivront régulièrement jusqu'à 100 ou 120 ans ?

D'ici la fin du siècle, nous nous attendons à ce que la plupart des pays à revenu intermédiaire supérieur ou élevé atteignent une espérance de vie située entre 85 et 90 ans. Les pays à faible revenu, notamment en Afrique subsaharienne, conserveront probablement un retard de dix à quinze ans, malgré les progrès accomplis. L'essentiel des gains ne viendra pas d'un nombre croissant de personnes dépassant les 100 ans, mais d'une meilleure survie après 70 ans. En revanche, nous progressons beaucoup plus lentement dans la prévention des handicaps et des maladies qui dégradent la qualité



Propos recueillis par Yohan Blavignat
Rédacteur en chef sciences et santé

« LA THÉRAPIE GÉNIQUE IN VIVO POURRAIT AVOIR DES EFFETS SUR CERTAINES MALADIES »



ALONES/SAIFUL52/BALEFIRE/SHUTTERSTOCK - L'EXPRESS

de vie : démences, troubles neurologiques, maladies osseuses et articulaires ou problèmes de santé mentale. Pour l'instant, nous sommes donc davantage capables de réduire la mortalité que de garantir des années supplémentaires en bonne santé.

La commission du *Lancet* sur les menaces mondiales pour la santé identifie l'utilisation malveillante de l'IA – notamment la conception d'armes biologiques – comme un risque susceptible de menacer la survie de l'humanité. A l'horizon 2100, l'intelligence artificielle aura-t-elle probablement sauvé davantage de vies qu'elle n'en aura mises en danger ?

Les deux sont possibles, même si je penche très nettement du côté positif. Il est tout à fait raisonnable d'attendre de l'IA des améliorations spectaculaires du diagnostic, du traitement, des nouvelles thérapies. Le diagnostic va devenir bien meilleur, c'est déjà en cours. La recherche va s'accélérer, et nous aurons, je l'espère, beaucoup de bénéfices. Mais des acteurs malveillants ont dès aujourd'hui accès à des outils qui peuvent faciliter la conception ou la production d'agents biologiques dangereux, et même la simple recombinaison d'ADN, sans parler de la création de pathogènes inédits. C'est une menace très réelle. La plus difficile à appréhender est la perte de contrôle : attaques contre les systèmes de santé ou le réseau électrique, destruction durable d'Internet, armes autonomes. Il y a donc un risque et un bénéfice immenses, et il faut penser les deux ensemble. Au fond, l'incertitude sur notre avenir a considérablement grandi à cause de l'IA. Depuis la Seconde Guerre mondiale, nous avons connu des revers, mais dans la plupart des cas, il était facile de prévoir que l'année suivante serait meilleure que l'année en cours. Avec l'IA, c'est moins vrai.

La commission classe également le conflit nucléaire, et son possible hiver atomique, parmi les menaces à potentiel d'extinction…

Après l'effondrement de l'Union soviétique, beaucoup ont cessé d'y penser, jusqu'à l'invasion de l'Ukraine. Tout conflit nucléaire serait très grave, avec des conséquences durables, probablement chez les grandes puissances. Reste le scénario, controversé, de la famine nucléaire : un échange massif projette assez de poussière dans la stratosphère pour refroidir la Terre et réduire drastiquement la production alimentaire. Certains pensent qu'une partie de l'humanité survivrait grâce à des modes de production alternatifs. Mais on ne peut pas dire que ce soit impossible.

Quelles menaces pèsent le plus lourd, et lesquelles peut-on encore réduire ?

Nous avons mesuré la charge de maladie « modifiable », en utilisant les écarts observés entre pays depuis trente-cinq ans pour définir le meilleur et le pire résultat plausibles. A notre surprise, la plus grande est l'obésité, puis le faible niveau d'éducation, puis l'inégalité de revenus. Nous n'avons examiné que la dimension sanitaire, mais notre message est que les Etats doivent se préoccuper d'un ➤➤



éventail de menaces plus large que d'habitude. Nous pensions au départ à trois grands thèmes : climat, conflits et pandémies. L'analyse nous a conduits à un ensemble beaucoup plus vaste.

A quoi faut-il s'attendre avec le dérèglement climatique ?
Nous avons comparé le scénario à fortes émissions (RCP 8.5) et celui à faibles émissions (RCP 2.6), en examinant la chaleur, la pollution, le paludisme, la dengue, les événements extrêmes et la malnutrition. Dans le Sahel, de l'Afrique de l'Ouest au Soudan du Sud, un scénario à fortes émissions pourrait coûter jusqu'à trois ans d'espérance de vie d'ici la fin du siècle. En Arizona, aux Etats-Unis, environ un an. Quelques pays froids, comme la Norvège ou l'Ecosse, pourraient y gagner, mais cela ne compenserait pas les pertes ailleurs. Ce n'est pas une menace d'extinction, pour ce siècle du moins. Au siècle suivant, sans mesures, les conséquences pourraient s'aggraver considérablement.

↑ « Si la Chine pourrait devenir la première économie du monde, il est peu probable qu'elle le reste dans la seconde moitié du siècle. »

« L'ÉDUCATION EST DÉCISIVE, TOUT COMME LA BAISSE DES INÉGALITÉS DE REVENUS ET L'ACCÈS AUX SOINS »

Les écarts entre pays et catégories sociales vont-ils se réduire ?
Sur la trajectoire actuelle, nous prévoyons malheureusement de fortes disparités, au sein des pays comme entre eux : dix à quinze ans d'écart. L'éducation est absolument décisive, tout comme la baisse des inégalités de revenus et l'accès à des soins de qualité. Le reste, tabagisme, alimentation, activité physique, suit en général l'éducation et le revenu.

La baisse de l'aide internationale compromet-elle des décennies de progrès ?
Ces coupes ont déjà eu un effet, en particulier sur la mortalité infantile. Pour le VIH, les données restent correctes, mais l'accès aux antirétroviraux a été maintenu en réduisant le dépistage, ce qui retarde les diagnostics. Nous attendons des conséquences réelles dans les cinq à dix prochaines années.

Un mouvement politique, l'Accra Reset, pousse des pays à revenu faible ou intermédiaire à financer eux-mêmes leur santé, mais nous n'en voyons pas encore la trace. L'autre inconnue est la nouvelle richesse de la Silicon Valley, qui pourrait combler une partie du manque.

D'ici la fin de ce siècle, la Chine pourrait devenir la première puissance mondiale, en lieu et place des Etats-Unis. Cela aurait-il un impact sur la santé mondiale et l'aide au développement ?
Nos modèles suggèrent que la Chine pourrait devenir la première économie d'ici une génération. Ensuite, c'est plus incertain, car sa population aura beaucoup décliné. Si elle ne résout pas son problème démographique, il est peu probable qu'elle reste dominante dans la seconde moitié du siècle. Un pays comme le Nigeria, dont la population continuera de croître, pourrait devenir le plus peuplé du monde selon les projections démographiques. La Chine sera donc très puissante pendant une génération. Après, c'est beaucoup plus difficile à dire.

Sommes-nous préparés aux risques rares mais catastrophiques ?
Non, cela je peux l'affirmer. Il faut raisonner comme pour l'assurance d'une maison contre l'incendie. Ce sont des événements rares pour chacun, mais la plupart des gens dans les pays riches s'assurent. Les sociétés doivent se demander quelle assurance acheter face à ces risques.

Il faut réduire à la fois la fréquence de l'événement et ses dégâts s'il survient : réguler l'IA de pointe pour accroître les chances d'alignement, réfléchir à ce qui atténuerait l'hiver nucléaire en cas de conflit, réduire le risque de guerre entre grandes puissances. C'est le sens de notre message sur des Etats et des systèmes de santé « prêts aux menaces » : recenser les dangers auxquels ils font face, et se demander comment les prévenir et s'y préparer.

Si vous pouviez imposer une seule décision aux dirigeants du monde pour améliorer la santé humaine d'ici à 2100, laquelle choisiriez-vous ?
Demander à chaque Etat de financer un groupe dont la mission n'est pas le court terme, mais le long terme. Sous la pression du moment, les gouvernements regardent deux, trois, cinq ans devant eux. Il faut une composante chargée de scruter les décennies à venir pour anticiper, prévenir et préparer.

Y a-t-il néanmoins des raisons d'être optimiste ?
Globalement, oui. Nous avons su contenir la menace nucléaire pendant plus de soixante-quinze ans, et nous avons appris à en maîtriser bien d'autres. Je pense que nous trouverons aussi des réponses à celles-ci. Mais cela suppose de prendre ces menaces au sérieux, d'anticiper leurs conséquences et de nous donner les moyens d'agir avant qu'il ne soit trop tard. ✶

IHME/UNIVERSITY OF WASHINGTON

Le réveil scientifique de la Chine



KATE COPELAND

UNE CHRONIQUE DU PR ALAIN FISCHER

Grâce à une politique d'investissements massifs, l'empire du Milieu est devenu un des leaders mondiaux de la recherche et de l'innovation, en particulier dans les sciences de la vie.

En 1978, la Chine produisait 0,02 % des publications scientifiques mondiales, aujourd'hui plus de 30 % ! La qualité de ses publications s'est aussi considérablement améliorée. A titre d'exemple, plus de 20 % des articles scientifiques parus dans les revues *Nature* et *Science* ces deux dernières semaines proviennent de Chine, dont la moitié en biologie. Ses dépenses de recherche et de développement ont été multipliées par 100 en trente ans. La part du produit intérieur brut (PIB) consacrée à la recherche atteint 2,8 %, soit plus que la moyenne de l'OCDE et plus que la France (2,17 %) ! La part industrielle (77 %) est supérieure à celle des autres pays.

Dans un premier temps, la planification chinoise a privilégié les secteurs des matériaux, de la chimie, de l'électronique puis de l'intelligence artificielle, avec de retentissants succès. Aujourd'hui, l'effort s'oriente aussi vers la biomédecine et les biotechnologies. Le nombre d'essais cliniques est quasi équivalent à celui des Etats-Unis. Les recherches en oncologie, immunothérapie, thérapies cellulaire et génique sont très compétitives. La Chine développe de nouveaux médicaments à un rythme encore inférieur à celui des Etats-Unis mais équivalent à l'Europe. Le financement de cette recherche progresse de 11 % par an (0 % en France). On peut donc s'attendre à voir la part des nouveaux médicaments d'origine chinoise progresser dans les prochaines années.

A quoi est dû ce bond en avant ? A la mise en place d'une politique avec une vision à long terme, qui intègre le développement d'universités fortes, de postes de chercheurs attractifs avec une croissance des dépenses de l'ordre de 7 à 10 % par an. A niveau de qualification et d'expérience égales, le salaire des chercheurs chinois est supérieur à celui des chercheurs français – et ce malgré un niveau de vie plus bas ! La Chine a mis en place une politique attractive de retours de chercheurs chinois partis se former à l'étranger, et soutient fortement l'articulation entre recherche académique et développement industriel.

INFLUENCE MONDIALE

A l'évidence, la Chine considère que la recherche et l'innovation représentent des instruments de souveraineté, mais aussi de la puissance économique et géopolitique. Ainsi, après une longue phase de rattrapage, ce pays est devenu un leader mondial de la recherche scientifique et gagne des parts dans le secteur biomédical. Cela lui permet d'exercer une influence mondiale : pensons à l'impact du classement de Shanghai des universités, ou au nouvel observatoire des politiques scientifiques mondiales de l'université de Wuhan. Globalement, ce succès est à mettre au profit de la proximité des universitaires, scientifiques et ingénieurs avec le pouvoir politique chinois – en fort contraste avec la situation française !

LIBERTÉ ACADÉMIQUE MALMENÉE

Mais tout n'est pas rose en Chine. La recherche fondamentale, à terme critique pour innover, est moins bien soutenue que les autres secteurs de recherche (deux fois moins qu'aux Etats-Unis). Surtout, le contexte politique, avec l'absence de démocratie et donc de contre-pouvoir (qu'il soit politique, judiciaire ou médiatique) écorne sérieusement cette réussite. La notion de liberté académique et donc, notamment, de liberté de recherche, est pour le moins réduite avec un fort impact sur les sciences humaines et sociales. La pression de publication est énorme parce que d'elle dépend l'obtention des crédits de recherche. Il en résulte une inflation d'articles… et de rétractations, marqueurs d'atteinte sérieuse à l'intégrité scientifique. L'éthique peut aussi souffrir, comme l'a montré un scandale récent lié à un essai de thérapie génique fatal chez un enfant. Il ne faut bien sûr pas généraliser, beaucoup de recherches sont fiables et menées dans des conditions éthiques satisfaisantes. Néanmoins, le manque de transparence ne renforce pas la confiance. L'absence de coopération de la Chine sur les travaux concernant l'origine du Sars-CoV-2 illustre ce défaut.

Qu'en conclure ? Peut-on rêver qu'un pays démocratique, armé de la liberté académique et de règles claires concernant l'intégrité scientifique, la déontologie et l'éthique, mette en place une culture de la promotion de la recherche scientifique et de l'innovation, fondée sur des relations fortes entre scientifiques et décideurs politiques ? Un beau défi pour la France ! ✷

Alain Fischer est professeur émérite au Collège de France et cofondateur de l'Institut des maladies génétiques (Imagine).

Coup d'Etat : quand dix romanciers imaginent un putsch en France

Dans un roman polyphonique, des auteurs issus du collectif Inculte racontent une crise politique qui résonne fortement avec celle que nous connaissons. La relève de Victor Hugo et Jules Vallès ? ●

Alors que la réalité semble en ce moment dépasser la fiction, le roman peut-il reprendre ses droits et nous éclairer sur notre époque ? Un projet éditorial aussi ambitieux qu'inédit tombe à pic : dans *Coup d'Etat*, un coffret réunissant dix livres indépendants, dix romanciers réputés (dont deux anciens Prix Goncourt) racontent de dix manières différentes un même événement.

L'action se situe en février 2027. Dans un climat social déjà tendu, le gouvernement du très macronien président Alexis Donnadieu rend payante l'admission aux urgences. Des protestataires qui se font appeler « les Siffleurs » se mobilisent. Lors d'une manifestation place de la Nation, à Paris, une infirmière trouve la mort. Le directeur général de la police nationale, Bruno Forestier, va-t-il profiter du chaos général pour renverser le pouvoir ? Une vidéo compromettante exhumée par un journaliste du *Monde* met fin à son ascension. Le président en profite pour reprendre la main en activant l'article 16 de la Constitution et en nommant à Matignon Mélodie Garcia, la cheffe de l'Union patriotique nationale, le principal parti d'extrême droite.

Chaque écrivain apporte un point de vue : Maylis de Kerangal se met dans la peau de la plume de la Première ministre, Mathieu Larnaudie fait parler le journaliste du *Monde*, Jérôme Ferrari signe les Mémoires imaginaires de Forestier… Des pillages nocturnes au couvre-feu instauré par Forestier, on retrouve des images connues. La syndicaliste Marion Brunoy, qui

Située en février 2027, l'œuvre figure « le tombeau romanesque du macronisme ».



H. MCKAY/REUTERS

rêve encore du grand soir, ressemble à Sophie Binet. Le milliardaire conservateur Ladislas Benoît et ses médias « bénédictins » ne sont pas sans rappeler Vincent Bolloré et CNews – d'autant que son présentateur vedette, Jean-Sylvain Dominici, a plus qu'un air de famille avec Pascal Praud. Clairement de gauche, *Coup d'Etat* agacera-t-il les lecteurs de droite ? La bonne littérature est au-dessus des partis, et on peut prendre plaisir à lire cet étonnant roman choral même quand on n'en partage pas la sensibilité idéologique.



Louis-Henri de La Rochefoucauld
Rédacteur en chef adjoint livres

LITTÉRATURE ÉMEUTIÈRE

Pour parler de cette curiosité, on rencontre l'un des dix auteurs, Mathieu Larnaudie, par ailleurs éditeur du projet. Il nous en raconte la genèse : « En novembre 2018, avec mes copains de notre collectif Inculte, on avait été invités à Berlin pour un colloque. Le soir, on avait dîné avec Hélène Gaudy, Arno Bertina, Oliver Rohe et Mathias Enard – qui participent tous, aujourd'hui, à *Coup d'Etat*. On s'était dit que, pour nos 20 ans, on ferait quelque chose de nouveau. L'idée est venue d'un roman divisé en plusieurs romans. Que raconter ? Deux choses réunissent notre bande amicale : l'amour de la littérature et les discussions politiques à n'en plus finir. Inventer ensemble une politique-fiction nous a semblé naturel. Ça n'a pas été si simple d'élaborer un scénario plausible… On a d'abord pensé à un coup d'Etat militaire, mais ça avait un côté Tintin (*L'Oreille cassée*, *Tintin et les Picaros*). Au fil de nos réflexions, la police nous a paru plus présente et plus puissante dans le fonctionnement de la République. Pendant toutes ces années on a écrit en suivant nos intuitions, détruit des choses que contredisait l'actualité, recommencé plusieurs fois… »

Comment conçoit-on un livre à plusieurs livres ? Y avait-il un corpus afin de fixer un cap ? « Le premier corpus, c'étaient nos livres, nous répond Mathieu Larnaudie. On se connaît très bien, on s'est tous lus les uns les autres, certains d'entre nous intègrent une dimension politique dans leur travail littéraire, on pouvait donc anticiper certains accents que donneraient nos camarades. A part ça, on a tous lu *Technique du coup d'Etat* de Malaparte, qui est revenu assez souvent dans nos discussions, ainsi que *Nostromo* de Conrad. Des films et des séries comme *A la Maison-Blanche* nous ont aussi beaucoup influencés. La littérature émeutière a un très beau patrimoine en France, des *Misérables* de Hugo à *L'Insurgé* de Vallès, que j'adore. Réactiver cette tradition n'était pas extérieure à notre intention, mais le souci premier était de parler de la modernité, en adaptant le prisme romanesque à la réalité contemporaine. »



Coup d'Etat, par Arno Bertina, Alexandre Civico, Julia Deck, Mathias Enard, Jérôme Ferrari, Hélène Gaudy, Maylis de Kerangal, Mathieu Larnaudie, Oliver Rohe et Joy Sorman. Le Cercle ouvert, un coffret de dix livres de 150 p. chacun, 46,90 €.

Suite au 17 octobre, on a vu dans certains médias Laurent Obertone, auteur de la trilogie *Guérilla* (vendue à plus de 100 000 exemplaires en grand format). Cette littérature émeutière évoquée par Mathieu Larnaudie, jadis de gauche, n'a-t-elle pas été récupérée par la droite identitaire ? « Je connais mal ces livres dont vous parlez, et notre but n'était pas d'y répondre. Le centre de gravité de *Coup d'Etat* est à gauche, mais le roman n'est pas univoque et ne saurait être réduit à un message politique – la littérature-tract m'intéresse assez peu, et ce n'était vraiment pas le projet… Je relis régulièrement *L'Education sentimentale*, où Flaubert raconte la révolution de 1848 en se moquant des acteurs de tous bords. J'aime bien les personnages qui passent à côté de leur vie, et mon héros, ce poète raté devenu journaliste au *Monde*, a sans doute quelque chose de Frédéric Moreau. Mais même s'il y a des désillusions et des grincements de dents dans *Coup d'Etat*, on a en commun, mes amis coauteurs et moi, d'être habités par une volonté de ne pas nous résigner, alors que tout nous y inclinerait. Nous sommes des héritiers de la gauche plurielle, qui était quand même une belle idée. Le geste d'écrire ce livre collectivement montre que le travail en communauté est possible, et que la littérature peut encore avoir un rôle de description politique. »

« MACRON A TUÉ LE *GAME* »

Qu'on soit de gauche ou de droite, un constat s'impose (quasi) unanimement : l'échec du macronisme, qui n'en finit plus de se désintégrer. Il se trouve que, au printemps 2018, Mathieu Larnaudie avait publié *Les Jeunes Gens*, une galerie de portraits d'énarques issus de la promotion Senghor, celle de Macron, auquel on prêtait alors encore un avenir doré – c'était six mois avant le début des gilets jaunes. Avec près d'une décennie de recul, quel regard Mathieu Larnaudie porte-t-il sur ces technocrates prometteurs ? « Quand Macron est arrivé à l'Elysée, il s'est attaqué à l'ENA, alors qu'il en venait. Il voulait peut-être faire croire qu'il n'était pas de ce cénacle… Il avait veillé à ne pas s'entourer de gens de l'ENA, par opposition à François Hollande. Année après année, on a ensuite vu apparaître des anciens de sa promo : Sibyle Veil, Luis Vassy ou Amélie Oudéa-Castéra. Quelque chose m'interroge : dans le souvenir que je garde des uns et des autres, c'était une promotion très engagée. A part Boris Vallaud, il me semble que personne n'a aujourd'hui de hautes responsabilités politiques. J'ai deux interprétations. La première : le pays est dans une situation trop délicate – on a trop de coups à prendre, et il vaut mieux faire carrière dans les institutions, ou dans le privé, comme Sébastien Proto. La deuxième, et c'est la thèse de Mathias Vicherat : Macron a tué le *game*. L'un d'entre eux a accédé au pouvoir avec un résultat contrasté : il ne s'est pas rendu très populaire… Il a à la fois trop bien réussi et trop bien échoué. Cela ne donne pas envie de l'imiter. » *Coup d'Etat* est le tombeau romanesque du macronisme – en attendant de voir quelles péripéties politiques nous réserveront les prochains mois. ✶



Etoile filante

Le bal masqué de Thélyson Orélien

Quatre jours avant d'être soupçonné d'avoir écrit son livre avec l'IA, Thélyson Orélien est la vedette du bal du prix Méduse. Une nuit vertigineuse.

David Frèche, le fondateur du prix littéraire Méduse, ne chipote ni son amitié ni son goût littéraire. Assis dans une brasserie, non loin de la libraire L'Ecume des pages, qu'il avait, en juillet 2023, tenté d'acheter avant qu'elle ne file dans l'escarcelle de Vincent Bolloré, il raconte sans se tortiller combien il a aimé le livre, devenu maudit, de Thélyson Orélien, tout comme il assume s'être pris de sympathie pour l'homme qui prétendait en être l'auteur. Bracelets tintinnabulant au poignet, l'homme d'affaires, amateur de boxe, a l'engouement fidèle. Une prouesse tant dans le Paris littéraire, qui chaque automne consacre par une ribambelle de prix ses coups de cœur, la tentation est grande de réorganiser aujourd'hui sa mémoire et de se prêter tardivement une précoce sagacité.

Jamais en effet notre rentrée livresque n'aura été à ce point fracassée, ses jurés dupés et ses critiques floués. Une histoire – aux conséquences vertigineuses pour la création littéraire – dont le récit s'apparente à une violente pièce de théâtre : un inconnu porté au faîte de la gloire et quatre jours plus tard, sa chute, la traque. Un précipité d'émotions contraires, à la brève chronologie : le 17 septembre, le jury du prix Méduse récompense Thélyson Orélien, le 21 septembre, un compte anonyme assure que son texte aurait été écrit « à 100 % » par une intelligence artificielle. Le 17 septembre donc, Thélyson Orélien règne encore sur la capitale délicieusement estivale. L'homme, âgé de 38 ans, vêtu d'un tee-shirt noir siglé, rejoint l'hôtel particulier des parents de David Frèche pour y recevoir son prix, assorti d'un chèque de 5 000 euros, autour d'un bal masqué, comme l'indique l'invitation bleu azur adressée aux 150 invités.

Un bal masqué ? Le mécène Frèche souhaite célébrer le cinquième anniversaire de son prix en ressuscitant les bals parisiens du comte de Beaumont, où Cocteau fit la connaissance de Picasso, ou ceux, extravagants, du couple Charles et Marie-Laure de Noailles. Quand le doux poète soumet l'idée abracadabrante à son jury, certains haussent les sourcils. Est-il ajusté de fêter un livre racontant l'exil des migrants haïtiens autour d'un bal masqué ? Et puis ne serait-il pas mieux de se réunir comme à l'ordinaire à l'hôtel Amour, lumière ombreuse, où plus de 500 joyeux drilles peuvent à leur guise s'éterniser ou virevolter ? Là, il faudra scruter les cartons, se soucier de sécurité. Le mécène, ayant grandi en ses jolis murs, n'y voit aucune malice. « Ce sera lyrique », s'enthousiasme-t-il. L'écrivaine Gaël Tchakaloff observe encore qu'il ne sera pas commode d'arriver en robe longue un jeudi, où se changer ? La remarque est balayée. Gaël Tchakaloff et son amie Adèle Van Reeth, membres du jury, enfileront le soir venu leur robe trouvée sur Vinted dans l'entrée d'un immeuble.

↑ En quatre jours, un inconnu porté au faîte de sa gloire avant sa chute et la traque.

J.F. PAGA/GRASSET

Thélyson Orélien ne sait rien bien sûr de ces conciliabules et histoires de chiffons, quand il découvre l'adresse éclatante où il est attendu. Sous ses yeux, se dresse un des 12 hôtels particuliers commandés par l'empereur Napoléon III afin de réaménager les alentours de place de l'Etoile, là où les parents de David Frèche, fondateurs de la marque de mode Loft, résident. La famille ayant fait fortune dans la mode – l'oncle n'est autre que Daniel Hechter – soutient discrètement la littérature. Le père de David Frèche, Patrick, a lancé en 2011 un prix de poésie remis à la brasserie Lipp, et David, dont la sœur est la romancière Emilie Frèche, poursuit depuis 2022 le généreux mécénat. Diplômé de Harvard, il dirige la marque de mode LBD (« Live, dare and bound »), écrit des romans, et finance de sa poche le prix Sirène et le prix Méduse. Thélyson Orélien, sur le seuil d'une saison qui lui assure mille récompenses, pénètre donc ce soir-là dans l'enfilade de salons, buffet grandiose, serveurs en livrée, et lui calme de bouddha.

Il ne connaît presque personne, sourit à Bernard-Henri Lévy comme à Jean-Paul Enthoven, répondant laconique aux compliments. « Je vais le voir, méga enthousiaste, j'évoque des scènes précises de son livre, il me répond en monosyllabes », confie l'écrivain Thibault de Montaigu, membre du jury. Dans l'assistance, seul le poète haïtien, James Noël, venu avec son épouse, lui est familier. Un aîné, rencontré à Haïti vers 2005, un modèle auquel, malgré leurs conversations régulières, il n'a à aucun moment confié travailler à un roman. Les parents Frèche se tiennent dans le hall et la soirée se lance, agitée d'une conversation, dont personne encore ne soupçonne l'incongruité : le jury Goncourt osera-t-il récompenser Orélien, dernier livre Grasset de l'éditeur Olivier Nora, alors que ce dernier fut congédié par son actionnaire Vincent Bolloré ? L'auteur de *C'était ça ou mourir* ne participe pas à ces bavardages d'initiés, Anne Parillaud le retenant dans un long aparté. Bougeant peu, tant tous l'enserrent, il sourit, mots comptés. Embarrassé ? Adèle Van Reeth murmure à une amie que décidément le trentenaire est mutique. Son interlocutrice la houspille. Est-ce que Patrick Modiano est bavard lui ? Et Laurent Mauvignier, est-il éloquent ? Egalement convié, un comédien haïtien, que Bruno de Stabenrath, autre membre du jury Méduse, présente au réalisateur Elie Chouraqui. L'acteur, ravi de l'aubaine, l'en remerciant vivement.

UNE HISTOIRE AUX CONSÉQUENCES VERTIGINEUSES POUR LA CRÉATION LITTÉRAIRE

GLOIRE FUGITIVE

Une heure passe, le micro grésille, David Frèche annonce le prix, suivi par la romancière Anne Berest chargée de l'éloge du livre. Puis, c'est au tour de Thélyson Orélien. Le récipiendaire, le chèque plié dans sa poche, lit depuis son téléphone. D'aucuns décrivent des mots convenus, hommage facile à ses frères migrants, tandis que d'autres évoquent des propos touchants, simples. « Son speech est sympathique, mais loin de l'emphase de son livre », se remémore Bruno de Stabenrath, qui rit désormais « de s'être bien fait avoir ». « Nous regardait-il du fond de son imposture ? » se demande en écho l'académicien Marc Lambron, autre membre du jury. Tous réalisent, amers, que leur lauréat lisait son téléphone. Des remerciements IA ? L'aimable compagnie du bal Méduse cherche l'indice d'un malaise, elle aimerait débusquer le signe d'une duperie, déceler le signal faible qui aurait dû sonner l'alerte. Comment supporter sinon d'aimer tant la littérature et de s'être laissé émouvoir par une machine ?

Que pense Thélyson Orélien de cette nuit, dernière de sa gloire fugitive, « cette danse » comme il la désigne dans l'oreille de Jean-Paul Enthoven ? L'homme ne pipe mot. Quelques jours plus tôt, Jean-Christophe Thiery, bras droit de Vincent Bolloré chargé de diriger la maison Grasset décapitée, a demandé à converser avec le chouchou de la rentrée littéraire. L'auteur des migrants remplit, quelle ironie du sort, les caisses de la maison, mises à l'épreuve par les ventes décevantes de Boualem Sansal, le chéri de l'actionnaire. Le dirigeant d'Hachette le complimente et lui confie avoir été frappé par le fait que son personnage conserve avec lui tout du long un sac de la marque Carrefour. Ne devrait-on pas en toucher un mot au PDG de Carrefour justement ? Thélyson Orélien a rapporté l'échange à des proches, imperturbable. Jean-Christophe Thierry assure, lui, ne retenir que « la rencontre avec un amoureux des lettres, qui parlait avec beaucoup d'émotion de la traversée de son personnage ».

Les discours achevés, Thélyson Orélien ayant refermé son téléphone, la soirée reprend. Avant que la nuit tombe, le photographe de *Technikart* demande à immortaliser le jury autour du lauréat sur les marches de l'escalier. Le Canado-Haïtien se place par mégarde devant le fauteuil roulant de Bruno de Stabenrath, qui le lui fait remarquer. Vers minuit, dernier verre au Piaf Paris sur les Champs-Elysées pour certains, quand d'autres suivent Thibault de Montaigu à l'anniversaire d'un ami dans un hôtel proche. Thélyson Orélien s'y joint. La soirée est là sacrément plus festive. Lui sort sur le balcon, s'assoit sur une chaise. Jusqu'au petit matin, silencieux. Quatre jours plus tard, le scandale explose, retour au Canada du prince déchu, l'homme soudain si seul, les amis rares, obstinés. « Un bal masqué est un bal qui masque et finalement derrière nos loups, il y avait un loup », s'amuse Marc Lambron. Un loup, un drame et un amoureux des mots dont personne ne sait s'il saurait écrire sa folle nuit Méduse. ✶ **ÉMILIE LANEZ**

QUELQUES DATES

19 août
Parution chez Grasset de *C'était ça ou mourir*

17 septembre
Thélison Orélien est récompensé du prix Méduse

21 septembre
Un compte anonyme révèle que le livre serait écrit « à 100 % » par une IA



L'expérience des deux auteurs qui ont vécu plusieurs années dans l'empire du Milieu nourrit le récit.

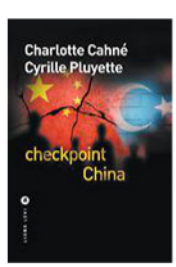
Polar

Les tribulations d'un Français en Chine

Notre confrère Cyrille Pluyette signe avec Charlotte Cahné un roman trépidant qui permet de comprendre le drame du Xinjiang.

Même au XXIe siècle, l'Asie demeure une quasi *terra incognita* pour la littérature francophone. Il y a cent ans, on a pu lire sur la Chine Victor Segalen *(René Leys)* puis Malraux (notamment *La Condition humaine*, prix Goncourt 1933). Les années 1950 furent celles de l'Indochine avec *Le Barrage contre le Pacifique* de Duras et les livres de Jean Hougron, dont *Mort en fraude*, Grand prix du roman de l'Académie française 1953. Commença ensuite une longue période d'aveuglement, dont les épisodes les plus ridicules restent le voyage dans la Chine communiste de Sartre et Beauvoir, et celui de Julia Kristeva, Barthes et Sollers. Un phare émergea de ce brouillard intellectuel : le sinologue belge Simon Leys (qui avait choisi son pseudonyme en hommage à Segalen). Ses essais comme *Les Habits neufs du président Mao* ou *Ombres chinoises* méritent d'être lus et relus quand on veut savoir ce qui se trame de l'autre côté de la Grande Muraille.

C'est dans le sillage de Simon Leys que s'inscrit aujourd'hui notre confrère Cyrille Pluyette. Contrairement à Sartre ou Sollers, il ne se fait pas de la Chine une idée purement théorique. Avant d'entrer à L'Express, il fut correspondant permanent à Pékin pour *Le Figaro* de 2016 à 2019. Avec son épouse Charlotte Cahné, auteure de *Beijing Blues* (2020), il a donc pu voyager à travers le pays, en observer les arrière-cuisines et y interviewer les individus les plus divers. *Checkpoint China* se déroule en 2017. Le héros, Diego, est un journaliste en quête de scoop : « Trop d'efforts, d'emmerdements, pour si peu de résultats, alors qu'ailleurs il suffisait de se baisser pour ramasser des histoires. Quant à enquêter, faire des révélations, c'était quasiment impossible. » Alors que le peu commode président Xi Jinping considère que les reporters occidentaux sont l'un des « sept périls » qui menacent la Chine, notre homme se sait surveillé de près par la police…



Checkpoint China, par Charlotte Cahné et Cyrille Pluyette. Liana Levi, 273 p., 20 €.

Malgré cette marge de manœuvre limitée, il ne lâche pas l'affaire. Ancien otage des djihadistes de Daech, emprisonné un temps dans la banlieue d'Alep, ce baroudeur en a vu d'autres. Un jour, sa fixeuse Lingzhi, dont la petite amie est ouïghoure, lui apprend que le frère de cette dernière, Erkin, a été emprisonné dans l'un de ces camps de « rééducation » qui fleurissent dans le Xinjiang, ancien Turkestan oriental et terre des Ouïghours. Qu'est-ce que le régime peut reprocher à Erkin, jeune homme apolitique imprégné de soufisme, musicien de muqam, joueur de dutar (sorte de luth traditionnel à deux cordes) ? Désireux d'aller y voir de plus près, Diego prend le train pour Kashgar.

UN CÔTÉ KEROUAC

Diego n'est pas un nouveau Tintin traversant la Chine fantasmée du *Lotus bleu*. Tout dans *Checkpoint China* est réaliste, incarné, visuel : ça sent le vécu. Il y a un côté Kerouac en mode *Sur la route de la soie*. On est entre le roman noir et le reportage gonzo, l'information journalistique de terrain nourrissant le récit. Dans l'un des passages les plus forts, Diego rencontre à Almaty une femme qui a passé cinq mois dans un camp. C'est l'occasion pour les deux coauteurs de glisser cette réflexion dans la bouche de l'un des personnages : « Cela correspondrait à la plus grande entreprise d'incarcération d'une minorité ethnico-religieuse depuis les camps nazis. » Là-dessus l'action reprend, avec ses rebondissements, ses frissons, et même une scène érotique où on pense soudainement moins à Simon Leys qu'à Gérard de Villiers. Après avoir publié un tel livre, pas sûr que Cyrille Pluyette et Charlotte Cahné pourront à l'avenir obtenir un visa. C'est un cadeau qu'ils font aux curieux qui, avec *Checkpoint China*, passeront un très bon moment et découvriront plein de choses sur le côté obscur de la Chine. Ah, si seulement Simone de Beauvoir et les autres avaient pu lire ça ! ✶ **L.-H. L R.**

LIANA LEVI

LE GRAND CHELEM DU MOIS

Madrigall tout-puissant

C'est un coup de force inédit dans le monde des lettres : à part le Grand prix du roman de l'Académie française remis à Sébastien Lapaque pour *Le Rappel des oiseaux* (Actes Sud), tous les lauriers de la saison sont revenus au même groupe d'édition. A la tête de Madrigall (qui réunit Gallimard, Flammarion, Minuit, P.O.L, Le Mercure de France et La Table Ronde), Antoine Gallimard peut jouer sous différentes marques pour gagner sur tous les tableaux. Il a ainsi réussi le doublé Goncourt-Renaudot avec Philippe Jaenada (*L'Inconnue du quai de Javel,* Flammarion) et François-Henri Désérable (*Le Palais,* Gallimard), et remporté le Femina avec Yannick Haenel (*La Solitude des professeurs est infinie,* Gallimard) et le Médicis avec Philippe Vasset (*Dans les grandes lignes,* Flammarion). Même le Flore n'a pas échappé à cette hégémonie en revenant à Lucie Rico (*Mais que fait ce sang sur le pull de Jennifer ?,* P.O.L).



Si certains de ces prix sont mérités, leur concentration pose un problème d'équilibre dans un marché en crise. On sait que le mois de décembre est porteur en librairie, et que les acheteurs sont attirés par les bandeaux rouges. Entre le Goncourt, le Renaudot et le Femina, Madrigall peut espérer vendre entre 500 000 et 1 million d'exemplaires. Il ne restera que des miettes pour La Martinière, Editis, Hachette ou Albin Michel.
Le Seuil puis Grasset s'étant affaissés, une question se pose : quel contre-pouvoir pourra résister à l'avenir à l'impérialisme éditorial de Madrigall ? ✶

L.-H. L. R.

PALMARÈS

FICTIONS

N°		Titre Auteur (Editeur)	Class. précédent	Nbre de semaines
1	●	**Un Palais d'harmonie brisée** Sarah J. Maas (La Martinière Fictions)	-	1
2	▼	**Chère Debbie** Freida McFadden (City)	1	4
3	●	**Morsures** Maxime Chattam (Albin Michel)	-	1
4	▼	**Le Fondateur** Giuliano da Empoli (Gallimard)	3	5
5	▼	**Threshing Day** Rebecca Yarros (Hugo Roman)	2	3
6	▼	**C'était ça ou mourir** Thélyson Orélien (Grasset)	4	11
7	●	**The Sons of Death (t. IV)** Laura Ezrena (Hlab)	-	1
8	▼	**La Pleureuse** Camilla Läckberg (Actes Sud)	5	4
9	▼	**Le Petit Nicolas. Je reviens !** Anne Goscinny, Jean-Philippe Arrou-Vignod et Fursy Teyssier (Imav)	6	4
10	▼	**La Vengeance de la veuve noire** Morgane Moncomble (Hugo Roman)	9	9
11	▲	**L'Inconnue du quai de Javel** Philippe Jaenada (Flammarion)	14	12
12	▼	**Tokyorama** Jean-Christophe Grangé (Albin Michel)	7	5
13	▲	**La solitude des professeurs est infinie** Yannick Haenel (Gallimard)	-	9
14	▼	**L'Eléphant** Patrick Modiano (Gallimard)	12	5
15	▲	**L'Adolescence du perroquet** Amélie Nothomb (Albin Michel)	-	10
16	▼	**Retour à Folegandros** Agnès Martin-Lugand (Michel Lafon)	11	7
17	▼	**Les Evadées. Partie I** Marc Levy (Robert Laffont)	13	6
18	●	**De l'autre côté du lac** Sylvain Prudhomme (Minuit)	-	1
19	▲	**Le Fabuleux Piano** Sonia Devillers (Robert Laffont)	-	9
20	▼	**Nous aussi** Anne Godard (Actes Sud)	17	10

ESSAIS-DOCUMENTS

1	▶	**Le Casse du siècle** Sarah Knafo (Fayard)	1	9
2	▲	**Homo occidentalis** Jérôme Fourquet et Ruben Rabinovitch (Seuil)	4	5
3	▶	**Réussir à l'ère des crises** The Shift Project (Odile Jacob)	3	3
4	▲	**Le RN contre les Français** Bonpote (Payot)	6	4
5	▼	**Résurrection** Philippe de Villiers (Fayard)	2	4
6	●	**Les Robots, le Pape, l'IA et nous** David Lisnard et Romain Marsily (Fayard)	-	1
7	▼	**Je jure de dire toute la vérité** Charles Alloncle (Fayard)	5	5
8	▶	**La Bascule** Johann Chapoutot (Gallimard)	8	8
9	▼	**Sermons sous les décombres** Delphine Horvilleur (Olivier Nora éd.)	7	4
10	▶	**De ma fenêtre** Lacrim (Hors Cadre)	10	3
11	▲	**La Clé de votre énergie** Natacha Calestrémé (Albin Michel)	14	146
12	▼	**Magnifique humanité** Léon XIV (Cerf/Bayard/Mame)	11	23
13	▼	**Le Siècle de notre métamorphose** A. Maalouf (Grasset)	12	3
14	●	**Facteur X** Camille Etienne (Les Arènes)	-	1
15	▲	**Après l'incendie** Olivier Hamant (Gallimard)	18	5
16	▼	**Le Complot contre la France** Gérard Davet et Fabrice Lhomme (Flammarion)	9	3
17	▼	**Les Irresponsables** Johann Chapoutot (Gallimard)	16	26
18	▼	**Un pas après l'autre** Sylvester Stallone (Flammarion)	17	4
19	▼	**Diana, ma sœur** Charles Spencer (Flammarion)	15	6
20	●	**De bonne famille** Mayada Boulos (Grasset)	-	1

Retrouvez tous les chiffres de l'édition sur www.edistat.com. Réalisé par Edistat, du 26 octobre au 1er novembre 2026, à partir de 800 points de vente, librairies, grandes surfaces spécialisées et sites Internet.

EDISTAT

Ascenseur royal

Jeanne du Barry, maîtresse en majesté

Derrière la courtisane à l'image sulfureuse se révèle une femme de pouvoir au goût très sûr, proche des artistes de son temps. Le musée du Domaine royal de Marly lui redonne chair.

UN WEEK-END À…
MARLY-LE-ROI

Elle a longtemps tenu le rôle de coupable idéale dans les récits consacrés à la fin de l'Ancien Régime, où son nom évoque les intrigues de cour et un luxe jugé indécent. La Révolution, qui envoie la du Barry à l'échafaud en décembre 1793, deux ans après le vol spectaculaire de ses diamants, semble avoir définitivement scellé son sort historique. Pourtant, derrière la caricature se dessine une personnalité complexe qu'une exposition au Domaine royal de Marly, sous le commissariat de Karen Chastagnol, invite à regarder sous un angle nouveau en s'intéressant autant aux choix artistiques de la courtisane qu'à son ascension sociale.

LA FABRICATION D'UNE ICÔNE

Née Jeanne Bécu en 1743, ou en 1745 selon de récentes recherches, fille illégitime d'une lingère devenue cuisinière au service de familles aisées, elle a tôt le désir de s'élever dans la société. On sait aujourd'hui, grâce à la biographie d'Emmanuel de Waresquiel, que son père serait le financier Claude Billard du Monceau et qu'à l'âge de 17 ans, elle a elle-même donné naissance à une fille, Betsi, issue d'une liaison avec un magistrat, qu'elle a élevée à l'écart de toute vie publique en la faisant passer pour sa nièce. Jeune mère, Jeanne doit déjà dissimuler une partie de sa vie privée pour préserver la position qu'elle cherche à conquérir, lorsque son mariage arrangé avec Guillaume du Barry, destiné à lui procurer le nom indispensable à sa présentation au monarque, fait d'elle la favorite de Louis XV.

La comtesse du Barry pourrait se contenter de ce statut enviable mais elle veut lui donner une signature dans un milieu où l'apparence est un langage politique qu'il faut maîtriser, jusqu'à devancer la mode. En refusant de poudrer ses cheveux, en se maquillant très légèrement, elle incarne une jeunesse éternelle qui fascine le roi, mais aussi les artistes dont elle s'entoure, parmi lesquels les peintres Jean-Honoré Fragonard, Jean-Baptiste Greuze, François-Hubert Drouais ou Elisabeth Vigée Le Brun. Son intérêt pour les arts constitue l'un des aspects les plus stimulants du parcours déroulé à Marly, où près de 150 œuvres et objets – portraits, sculptures, dessins, mobilier, pièces d'orfèvrerie et documents d'archives – éclairent cette patiente fabrication d'une icône. Le buste de marbre sculpté



MUSÉE DU LOUVRE, DIST. GRAND PALAIS RMN

→ ***Portrait de la comtesse du Barry,*** **attribué à Nicolas Lavreince d'après Elisabeth Vigée Le Brun.**

Page de dr.: **pièce du service « à rubans bleu céleste », Nicolas Catrice et manufacture de Sèvres, 1770.**

Jeanne du Barry. L'invention d'une favorite, Domaine royal de Marly (Yvelines). Jusqu'au 28 février 2027.

LA LÉGENDE NOIRE LUI SURVIVRA, NOURRIE PAR LES PRÉJUGÉS SUR CELLES QUI S'AFFRANCHISSENT

par Augustin Pajou donne ainsi à voir une Madame du Barry soucieuse de fixer une image digne de son rang, tandis que le service de Sèvres à son chiffre rappelle combien les arts décoratifs contribuent à la mise en scène de son prestige.

Ces œuvres révèlent aussi une mécène, une pionnière, qui participe activement à la vie culturelle de son époque. Le lien entre Jeanne du Barry et Elisabeth Vigée Le Brun est, à cet égard, révélateur. La portraitiste peint la comtesse « au naturel » pour privilégier la présence immédiate du modèle et une forme d'intimité, annonçant une autre manière de figurer les femmes, moins figées dans leur fonction sociale. Mais c'est à Louveciennes que l'ambition esthétique de la favorite trouve son expression la plus aboutie, quand elle confie à Claude-Nicolas Ledoux la création d'un pavillon de musique, inauguré en 1771. Jeanne du Barry finance elle-même la construction de cet édifice d'inspiration antique aux lignes épurées, qui compte parmi les réalisations marquantes du néoclassicisme français. La légende noire lui survivra bien après sa mort, nourrie par les préjugés sur celles qui s'affranchissent de leur condition. Il était temps de lui restituer sa part d'intelligence. ✷

LETIZIA DANNERY

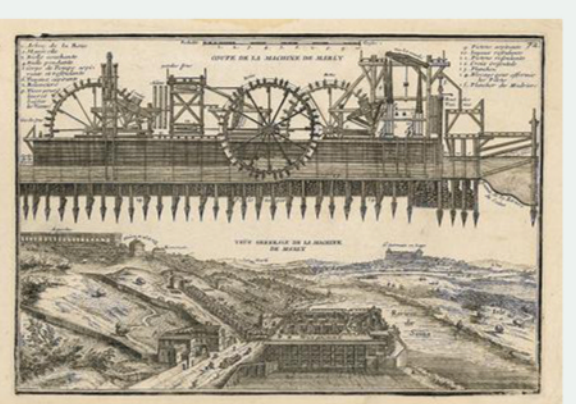


RMN-GP (CHÂTEAU DE VERSAILLES) / PHOTO : F. RAUX-MUSÉE DU DOMAINE ROYAL DE MARLY

La folle machine du Roi-Soleil

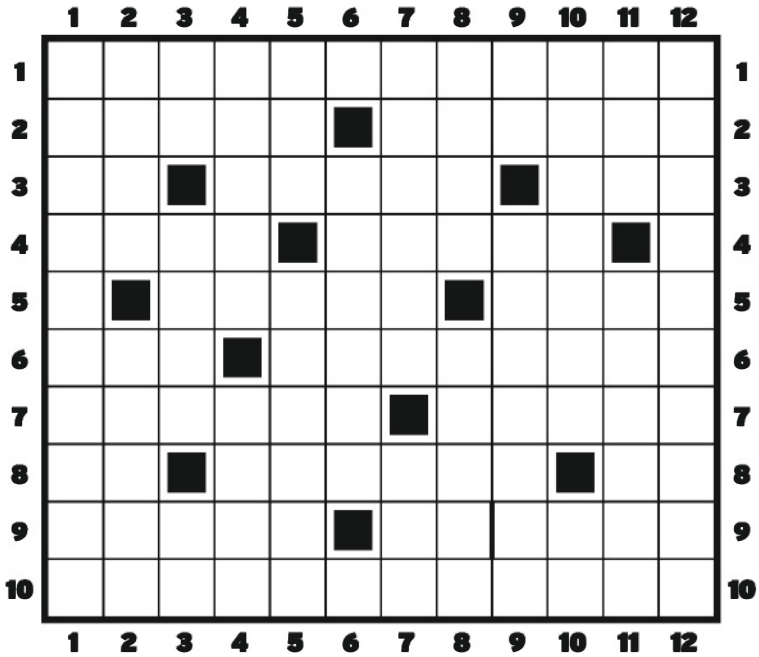
Annoncée pour 2029, une expérience immersive au château de Marly va faire revivre l'extravagant projet hydraulique de Louis XIV.

Il fallait bien un prodige d'ingénierie pour étancher la soif de grandeur de Louis XIV. A Versailles, les fontaines devaient jaillir en nombre, tandis que le parc du château de Marly, retraite privilégiée du souverain, allait rivaliser lui aussi de jeux d'eau. Mais, faute de pression suffisante pour alimenter les deux domaines, c'est finalement Marly qui a été le principal bénéficiaire de la machine qui porte son nom. Conçu par le chevalier Arnold de Ville et le charpentier liégeois Rennequin Sualem, le dispositif est mis en service en juin 1684 au terme d'un chantier qui mobilisa jusqu'à 1 800 hommes. Le résultat est impressionnant : 14 roues à aubes, d'environ 12 mètres de diamètre, captent la force de la Seine et transmettent leur mouvement à un vaste réseau de bielles, balanciers et pompes. L'eau est hissée par étapes sur le coteau de Louveciennes, avant de rejoindre l'aqueduc qui la conduit vers les jardins royaux. Ainsi naît la machine de Marly, une prouesse technique pour l'époque, même si son rendement reste décevant au regard des moyens engagés. Car le rêve monarchique a beau en jeter plein la vue, pendant plus d'un siècle, les ingénieurs tentent d'améliorer son fonctionnement sans réussir à en faire l'instrument miraculeux espéré. L'installation originelle cesse son activité en 1817. D'autres lui succèdent, jusqu'à la disparition de la dernière machine, en 1968. C'est à cet ouvrage hors norme que le musée du Domaine royal de Marly, qui abrite déjà une section dédiée, consacrera une exposition d'envergure en 2029 pour retracer son histoire en reconstituant, au-delà de l'édifice, les bassins et les cascades qui le prolongeaient. Mieux, un fonds d'archives inédit permettra d'éclairer d'un jour nouveau la conception, l'exploitation et les métamorphoses du « monstre de Marly », qui a aussi inspiré les artistes, de Martin le Jeune à Sisley. Parmi les temps forts annoncés par Karen Chastagnol, directrice du musée, une expérience immersive invitera les visiteurs à découvrir, sur la Seine, les 14 roues en mouvement, entendre le grondement de l'eau et le cliquetis incessant des mécanismes, bien éloignés de la quiétude des jardins qu'ils étaient supposés embellir. Une manière de restituer l'incroyable spectacle qu'offrait la machine du Roi-Soleil, dont il ne subsiste aujourd'hui que des traces. ✷ **L. D.**



← Conçu par le chevalier Arnold de Ville, le dispositif est mis en service en juin 1684. ***(Ici, coupe de profil par Nicolas de Fer, vers 1715.)***

MOTS CROISÉS



Horizontalement

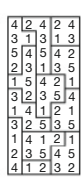
1. En somme, passer de mauvais moments. **2.** Chargé d'obligations. Mètres de chants. **3.** Miroir du je. A quoi tient une marque. Ressemblent à une lettre bien précise. **4.** Des gens de métier. Feuille bonne à enflammer. **5.** Couche avant le repos éternel. C'est un signe. **6.** A longtemps fait fureur. Elle se sépare de ses fils. **7.** Eminences bourguignonnes. Que l'on peut donc donner en pâture. **8.** Charnière du discours. Etre dans la lune. Au nord de Dijon. **9.** Prend régulièrement l'eau. Le haut du pavé. **10.** Franchis les limites.

Verticalement

1. La bonne parole. **2.** Fracture des côtes. Tourne... dans les deux sens. **3.** Etats unis. Ne pas laisser en place. C'est toujours le même disque. **4.** Un mauvais moment à passer. Du genre stérile. **5.** Peut exprimer le scepticisme. Forment de grands cercles. **6.** Fait le poireau. **7.** Changer d'air. A un A, un E... **8.** Relève du hasard. Morceau d'Asie. **9.** Participe quand il s'agit de rire. Avaient des patrons à Rome. **10.** Soutien de régime. Preuve d'existence. **11.** Cité dans plus d'un continent. Une place à l'œil. **12.** Telles des essences.

C	O	R	D	I	A	L	E	M	E	N	T
A	N	I	E	R	■	I	N	I	T	I	A
P	D	G	■	R	U	E	S	■	N	E	S
R	E	U	N	I	S	■	O	R	A	L	■
I	■	E	U	G	E	N	I	E	■	L	E
C	H	U	■	U	R	E	■	N	O	E	L
O	U	R	S	E	■	P	L	I	S	S	E
R	E	■	E	S	S	A	I	E	S	■	V
N	E	V	A	■	U	L	M	■	U	N	E
E	S	S	U	Y	E	■	E	L	E	I	S

9	6	7	3	2	1	5	8	4
8	3	4	6	9	5	1	2	7
1	2	5	8	7	4	9	3	6
7	1	9	2	6	8	3	4	5
4	5	6	1	3	9	2	7	8
3	8	2	5	4	7	6	1	9
2	9	8	4	1	6	7	5	3
6	4	3	7	5	2	8	9	1
5	7	1	9	8	3	4	6	2



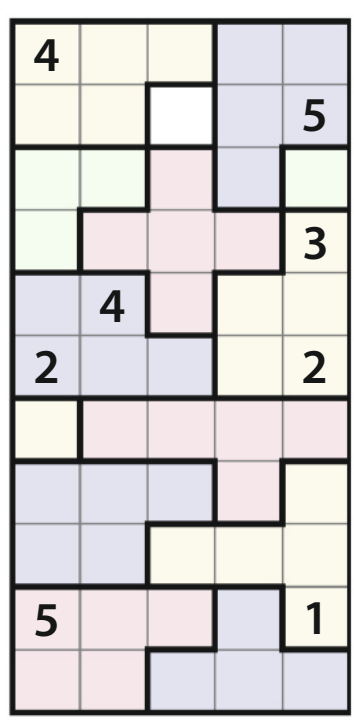
Solutions du n° 3931 paru le 5 novembre 2026

SUDOKU

	6		3					5
	1				6			
4	3			7				6
9				4				
							9	3
		4	5				8	
	9	7				6		
						8	5	
	8	2	4					7

Remplissez la grille avec des chiffres de 1 à 9 afin que, dans chaque ligne, chaque colonne et chaque bloc de 3 cases par 3, il y ait tous les chiffres de 1 à 9.

TECTONIC®



Complétez la grille avec les chiffres manquants dans chaque zone entourée de gras, sachant que :

- Une zone de deux cases contient les chiffres 1 et 2, une zone de trois cases les chiffres 1, 2 et 3, etc.
- Un chiffre placé dans une case ne peut se retrouver dans aucune des cases qui l'entourent (y compris en diagonale).



1

2



NOS ENVIES



3



4

5



LA SÉLECTION DU SERVICE COMMERCIAL DE **L'EXPRESS**

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, à consommer avec modération

1 SEIKO, PROSPEX SPEEDTIMER MÉCANIQUE

Inspiré par l'univers automobile des années 1970, ce nouveau modèle Prospex Speedtimer associe un cadran noir à un bracelet en cuir. Animé par le calibre automatique 6R55, il offre 72 heures de réserve de marche et dispose d'une lunette intérieure rotative permettant de suivre un compte à rebours.

Prix public conseillé : 970 euros
seikoboutique.eu

2 NOUVEAU VOLKSWAGEN ID. CROSS 100 % ÉLECTRIQUE

Pensé pour les nouveaux usages, l'ID. Cross associe mobilité électrique, technologies innovantes et polyvalence. Avec 5 places confortables, un coffre de 475 litres et jusqu'à 426 km d'autonomie (WLTP), ce SUV accompagne aussi bien les déplacements quotidiens que les longs trajets.

volkswagen.fr

3 LES FESTIVITÉS AVEC FLAMANT

Célébrer les fêtes de fin d'année avec goût et raffinement c'est la promesse délivrée par la maison FLAMANT. Cette saison, l'esprit de Noël investit les pièces de vie à travers une palette riche : ambre, chocolat, bordeaux, or et argent, jusqu'au rouge et vert plus traditionnels. Boules de Noël en verre soufflé, guirlandes lumineuses, photophores composent un décor chaleureux et scintillant, où la magie des fêtes s'invite avec élégance dans la maison.

Collections disponibles en boutique
au 8 Rue de Furstemberg, 75006 Paris
et sur flamant.com

4 COFFRET MOUTON CADET ROUGE X MARJORIE COLAS

Pour la fin d'année, Mouton Cadet s'associe à l'artiste Marjorie Colas pour dévoiler un coffret exclusif de trois bouteilles. Cette édition limitée met en avant le nouveau millésime 2024 de Mouton Cadet Rouge, labellisé Fair for Life, dont l'étiquette a été spécialement imaginée par l'artiste. Une collaboration qui illustre l'engagement de la marque en faveur d'une viticulture plus durable et équitable.

Le coffret de 3 bouteilles de 75 cl
est disponible en grandes surfaces
au prix de 28,90 euros

5 GALERIE LAURENT RIGAIL, L'ODYSSÉE DU D.

L'Odyssée du D. invite à explorer six territoires imaginaires où souvenirs, mythologies, mondes minuscules et paysages fantasmés composent une géographie singulière, à la frontière du rêve et de l'étrange. Plus qu'une exposition, une traversée sensorielle qui bouscule les repères, stimule l'imaginaire et réveille le goût de l'inconnu.

Du 19 novembre au 14 janvier
à la galerie Laurent Rigail
40 rue Volta 75005 Paris



Christophe Donner

Pierre Gagnaire ne voulait pas être chef à la place du chef

Dans le dernier album dessiné par Martin Veyron, *Gagnaire, le cuisinier malgré lui* (Denoël Grafic), on apprend ce que les magazines spécialisés ne nous apprennent jamais sur les parents des maîtres queux internationaux. Quand ils n'ont pas eu des parents formidables et compréhensifs qui les ont laissés s'épanouir dans leur passion précoce, on n'en parle pas, c'est plus simple.

Quand la mère de Pierre Gagnaire a su que son fils présentait sa candidature au restaurant du paquebot *France,* elle a écrit au capitaine pour lui révéler que ce facétieux de Pierre avait toujours eu le mal de mer « si vous voulez qu'il vomisse partout dans vos cuisines, c'est votre affaire ». Le capitaine n'a pas pris le risque. Ça n'est apparemment pas le genre de l'écrivain-journaliste Gautier Battistella qui a permis à Pierre Gagnaire de balancer grave. Sur ses vieux, sur lui-même, sur ce boulot de cuisinier qu'il n'a jamais aimé. Une telle confession donne envie de lire le livre que Battistella a écrit sur Bocuse.

En attendant, ce qui rassure avec cet album, c'est de voir que Martin Veyron n'a pas perdu la main. Il fait comme les grands : en sorte qu'on oublie son dessin, sa dextérité, pour se mettre au service de l'histoire, nous y plonger comme des souris vertes dans la vie pas simple que fut celle de Pierre Gagnaire. Il a commencé par devoir supporter son père, chef cuisinier qui a réussi à le dégoûter du métier. Pierre voulait être footballeur à l'AS Saint-Etienne, ou alors chanteur, tout sauf chef. Comme un chien qui mord sa plaie, un cheval de course qui prend appui sur son pied douloureux, Gagnaire a pourtant gravi tous les échelons avant d'arriver rue Balzac, à l'angle de la rue Lord Byron, où il a élu domicile il y a trente ans.

Tout le monde savait que Gagnaire ne goûtait pas aux plats qu'il créait, mais ce qu'on apprend dans l'album, c'est encore pire : il sait que s'il les goûtait ses plats, il les améliorerait. Mais non, il est comme ça : ses assiettes il les pense, les compose, les regarde, mais n'y goûte pas. Je me demande s'il les sent, s'il monte l'assiette à son nez comme j'ai vu Alain Passard le faire, le jour où il est venu déjeuner à la maison. Dora avait fait la cuisine, il y avait du zaatar frais, en salade, il n'avait jamais mangé ça. A chaque plat il avait soulevé son assiette pour sentir le kebbé, et toute la suite jusqu'à la confiture de rose des jardins de Broummana (Liban).

Quand on a dîné pour la première fois chez Gagnaire, Dora, qui n'avait jamais mangé un homard de sa vie, a estimé que c'était le moment ou jamais, et elle a commandé du homard : près d'une dizaine de petits plats homardisés, une déclinaison, comme on dit, d'une originalité folle. Elle a tout adoré… sauf le homard. On a compris que si elle n'avait jamais mangé de homard avant, c'est parce qu'elle avait toujours su, d'instinct, qu'elle n'aimait pas trop le homard. Ce qu'elle avait adoré, c'était le travail de Gagnaire autour du homard. Je la soupçonne de préférer les crevettes parce que ça se mange avec les doigts.

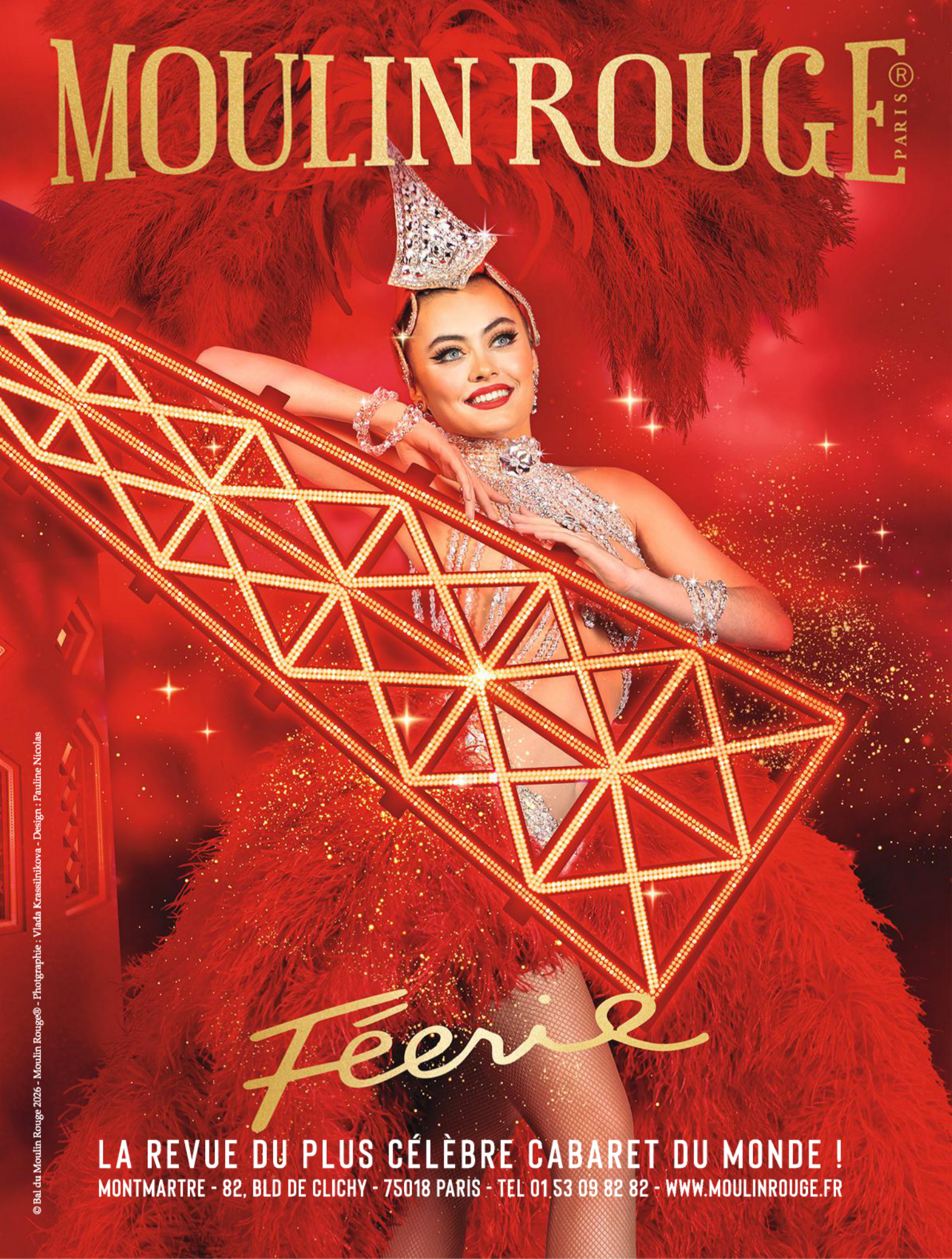
Je ne parlerai pas de la deuxième fois où je suis allé dîner chez Gagnaire, j'aurais trop l'air de me vanter. N'insistez pas. Si ? Bon, d'accord, je vous raconte. Il y a quelques années, un couple d'amis artistes m'invitaient à partager leur dîner, rue Balzac, en compagnie d'un collectionneur d'art mexicain. D'emblée, celui-ci leur fit la surprise d'un présent d'une valeur inestimable : une petite tête chontale, en tecalli (sorte d'albâtre), non pas un masque, encore moins une amulette, un chef-d'œuvre sans autre nécessité qu'une démonstration de virtuosité de l'artiste, et que j'eus le privilège de tourner dans mes mains, d'en éprouver la douceur, de noter la modernité de cette pièce datant de deux millénaires et demi, avant de la reposer là, au milieu de la table, telle une cinquième convive, centrale et muette.

DORA, QUI N'AVAIT JAMAIS MANGÉ UN HOMARD DE SA VIE, A ESTIMÉ QUE C'ÉTAIT LE MOMENT OU JAMAIS

La liste de ce que Pierre Gagnaire nous servit ce soir-là serait trop longue, et je ne voudrais pas vous rendre jaloux. Ce que je peux dire, c'est que l'accord des vins et des mets, tant recherché par la gastronomie actuelle, s'était très bien entendu aussi avec l'art précolombien. ✷

Christophe Donner, écrivain.

C. KREBS/L'EXPRESS


MOULIN ROUGE
PARIS®
Féerie
LA REVUE DU PLUS CÉLÈBRE CABARET DU MONDE !
MONTMARTRE - 82, BLD DE CLICHY - 75018 PARIS - TEL 01 53 09 82 82 - WWW.MOULINROUGE.FR
© Bal du Moulin Rouge 2026 - Moulin Rouge® - Photographie : Vlada Krasilnikova - Design : Pauline Nicolas


BALENCIAGA
Photographie retouchée

L'EXPRESS

SPÉCIAL JOAILLERIE

BIJOUX DE COLLECTION



L'or au-delà de l'éclat, broches, bestiaire...

ROBERTO COIN - BUCCELLATI - HERMÈS. PHOTOGRAPHE : STANISLAS WOLFF


COLLECTION QUATRE
BOUCHERON
PARIS DEPUIS 1858
PHOTOGRAPHIE RETOUCHÉE

TEXTURES

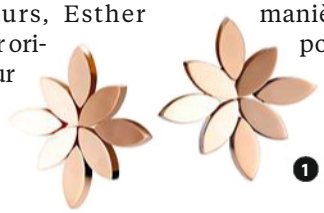
L'or, au-delà de l'éclat

Poli, mat, satiné, brossé, gravé… Selon la manière dont il est travaillé, le métal noble réfléchit, capte ou diffuse la lumière.

Au commencement était l'or natif. Une matière minérale pure, telle qu'on la trouve dans la nature sous forme de paillettes, grains ou masses plus ou moins volumineuses. Parfois au poids exceptionnel comme cette pépite historique de cinq kilogrammes, dérobée au Muséum national d'histoire naturelle de Paris en septembre 2025. Au-delà de sa valeur marchande, une perte inestimable sur le plan scientifique, tant un tel spécimen reste rare.

Née en Guyane, dans une famille française d'orpailleurs, Esther Honegger a fait de cet or originel le principe fondateur de la marque de joaillerie qui porte son nom, créée en 2024. Montés en bijoux sans être transformés, les grains précieux préservent leur singularité. Chaque pépite conserve la mémoire de sa formation, ses aspérités, ses accidents de surface, autant de fragments de géologie que l'on porte sur soi comme un morceau de nature.

Cette approche demeure singulière dans l'univers de la bijouterie-joaillerie, où la tradition repose sur le travail du métal noble et les différentes manières de le sublimer. Le poli miroir en offre l'expression la plus ➤➤



1



2



3

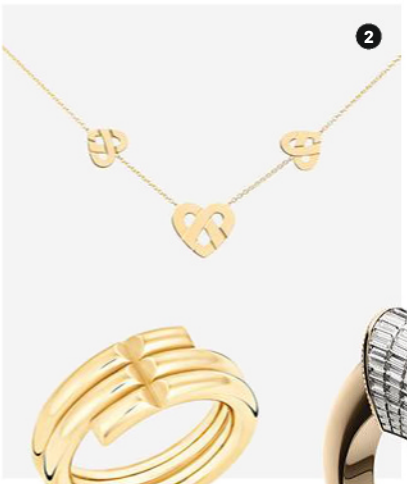


4

1. Pasquale Bruni. Boucles d'oreilles Ghirlanda Luce di Loto.
2. Roberto Coin. Bracelets Cobra.
3. La Brune & La Blonde. Collier Pleine Lune.
4. Semper Astra. Bagues Big Rings et Panther Intaglio.

PASQUALE BRUNI - ROBERTO COIN - LA BRUNE & LA BLONDE - SEMPER ASTRA







1. Honegger. Bracelet Crochet.
2. Poiray. Collier Cœur Entrelacé.
3. Wempe. Bague Atelier Wempe au:thentic.
4. Hermès. Bracelet Centaure.
5. Bulgari. Bracelets Bvlgari Tubogas.
6. Vhernier. Pendentif Trottola.

immédiate : la surface, parfaitement lisse, capte la lumière et la renvoie avec éclat. Une maîtrise que la maison italienne Vhernier cultive notamment dans sa collection Trottola, dont les volumes sculpturaux évoquent le mouvement perpétuel d'une toupie. Ces créations aux lignes pures et aux courbes douces semblent appeler à être caressées pour mieux en ressentir l'équilibre et suivre les jeux changeants de la lumière. Associé au jais, matière organique fossile, l'or rose poli oppose sa chaleur lumineuse au noir profond de cette gemme.

Chez Bulgari, le métal jaune déploie son éclat dans les nouvelles références Tubogas, hommage à l'esthétique des années 1970. La ligne emblématique se réinvente aujourd'hui dans une construction asymétrique. La maille s'affine progressivement, tandis que la souplesse qui a fait sa réputation demeure intacte. Autre maison italienne, Roberto Coin joue des contrastes en mariant finitions polies éblouissantes et traitements satinés, pour un éclat adouci. Cette nouvelle interprétation de sa collection emblématique Cobra, née dans les années 1990, revisite dans un esprit plus contemporain les courbes en spirale de ses maillons articulés. Sur les bracelets joncs, l'or jaune satiné côtoie les surfaces polies, tandis que les diamants et l'émail blanc introduisent d'autres variations de matière et de lumière.

Une telle recherche de contrastes se retrouve chez Semper Astra, dans la famille des Big Rings : des chevalières généreuses, pensées comme de petites sculptures à porter au doigt. Façonnées en or, elles associent un motif gravé à un corps rayonnant, où alternent finitions mates et brillantes. La gravure se trouve entourée d'un halo de pierres précieuses. Un jeu de textures et de lumière qui souligne le dessin au gré des mouvements. ✷ **CARINE LŒILLET**





HONEGGER - POIRAY - WEMPE - GUIDO MOCAFICO/HERMÈS - BULGARI - VHERNIER


ROBERTO COIN
30E
ANNIVERSAIRE
Dakota Johnson wears Cobra, Cento & Sauvage Privé collections
robertocoin.com

Broches

Longtemps délaissés, clips et broches font leur retour en grâce.

1. Van Cleef & Arpels. Clip Plume de vie. **2. Boucheron.** Broche Serpent Bohème. **3. Repossi.** Broche Serti sur Vide. **4. Philippe Ferrandis.** Broche Bagatelle. **5. Louis Vuitton.** Broche Mesmerism, collection Louis Vuitton Mythica. **6. Tiffany & Co.** Broche Legendary Bird : The Sapphire Edition. **7. Cora Sheibani.** Broche The Tetris, collection The Facets and Form. **8. Anna Hu.** Broche Love Knot. **9. Isabelle Langlois.** Broche-pendentif Feu d'Artifice. **10. Dior Joaillerie.** Broche Diorissima Glycines.

1



2



3



4



5



6



7



8



9



10



VAN CLEEF & ARPELS - BOUCHERON - REPOSSI - PHILIPPE FERRANDIS - LOUIS VUITTON - TIFFANY & CO. - CORA SHEIBANI - ANNA HU - ISABELLE LANGLOIS - DIOR JOAILLERIE


ARTHUS BERTRAND

UNIQUES

Bijoux de collection d'exception

Singulières par leurs pierres, leur design et leur exécution, certaines créations deviennent de véritables objets de convoitise.



La main de l'homme se montre parfois capable de prouesses qu'aucune machine ne saurait égaler. Cette expertise artisanale, Claire Choisne, directrice des créations de Boucheron, la célèbre à travers cinq duos de colliers et de bagues. Son point de départ : le collier cluster, archétype de la joaillerie traditionnelle, fondé sur l'assemblage de pierres. A partir d'un même motif, chaque parure se décline dans des matières et des finitions différentes : cristal de roche, morganite ou quartz fumé pavés de diamants ; onyx gravé d'un motif pied-de-poule ; ou quartz rose peint à la main. Pour ce dernier, Boucheron a fait appel à une artiste spécialisée dans la micro peinture. Celle-ci a orné chaque pierre sous binoculaire. Près de 1 200 heures de travail ont été nécessaires pour réaliser cette parure unique, qui se pose sur la peau comme un papier peint floral.

La virtuosité artisanale se trouve aussi au cœur de l'approche de Buccellati. La maison forme ses artisans d'art à des techniques exclusives de transformation du métal précieux, jusqu'à lui donner l'apparence de textures textiles. En or et diamants, sa collection « Serenissima » puise dans le patrimoine de Venise, rendant hommage à la délicatesse de la dentelle de Burano, à la transparence du verre de Murano et au raffinement des tissus vénitiens.

Natif de cette même ville, Roberto Coin y a célébré fin juin trente années de création en dévoilant une nouvelle interprétation de sa collection emblématique Cobra. Dans sa version haute joaillerie, cette ligne affirme avec modernité l'identité singulière de la maison.

La modernité est également au rendez-vous chez Louis Vuitton. La marque gagne peu à peu ses lettres de noblesse auprès des amateurs de bijoux d'exception. Avec ses 110 pièces uniques, la collection Mythica met à l'honneur des pierres rares : un diamant Fancy Vivid Pink de 3,31 carats, une émeraude de Colombie de plus de 17 carats ou encore un appairage de rubis de 21,87 carats.

N. GOLDBERG/BUCCELLATI

1. Buccellati. Boucle d'oreille et bracelet Serenissima.
2. Cartier. Collier de haute joaillerie Tipaza.
3. Bucherer Fine Jewellery. Bague Toi & Moi Fancy Intense Yellow Platine.
4. Repossi. Bague Serti sur Vide.

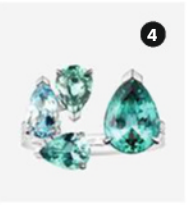
Le collier Victory pousse plus loin encore l'exercice chromatique avec 37 diamants de couleur couvrant le spectre de l'orange au rose, en passant par le jaune, le vert, le bleu, le violet… Sa réalisation a nécessité 1 900 heures de travail dans l'atelier Louis Vuitton de la place Vendôme, sans compter le temps consacré à la recherche des pierres. Car lorsque les gemmes atteignent un tel degré de rareté, elles suffisent parfois à conférer à la pièce fabriquée le statut d'objet de collection.

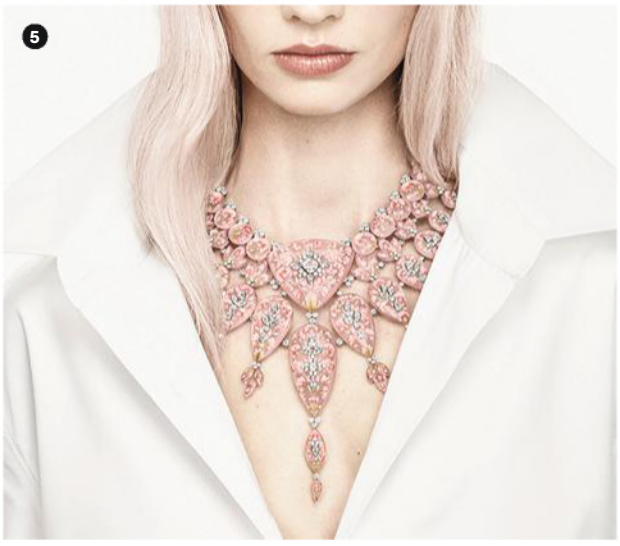
Certaines pierres se révèlent si exceptionnelles qu'elles deviennent elles-mêmes le sujet de la création. A l'instar du diamant bleu de 20,46 carats au cœur du collier The Okavango Blue de Messika, présenté comme le plus grand et le plus rare diamant bleu découvert au Botswana, classé Fancy Deep Blue. Cette gemme demeure toutefois hors du marché. Elle fait l'objet d'une collaboration avec le gouvernement botswanais : ce dernier a confié à Valérie Messika le soin de lui rendre hommage. La créatrice l'a sertie sur un médaillon suspendu à un tour de cou orné de plus de 500 diamants blancs.

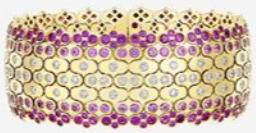

2

Le diamant demeure la pierre de prédilection pour sublimer la main. Chez Bucherer, la collection Toi & Moi joue sur la dualité de deux gemmes réunies au doigt. L'une des bagues associe ainsi deux diamants taille coussin : un Fancy Intense Yellow de 3,06 carats et un second de 3,03 carats, de ➤➤


3


4


5


6


7

5. Boucheron. Collier Flower, collection de haute joaillerie Human Being.
6. Roberto Coin. Bracelet Cobra, Precious Collection.
7. Dior Joaillerie. Bracelet Lucky Flowers, collection de haute joaillerie Diorissima.

CARTIER - BUCHERER FINE JEWELLERY - REPOSSI - BOUCHERON - ROBERTO COIN - DIOR JOAILLERIE

couleur H et de pureté VS1. Tiffany & Co. décline à son tour ce dialogue entre les pierres avec la bague Nid, où un diamant taille coussin Fancy Intense Yellow VVS1 de 6,26 carats se détache sur un entourage de diamants blancs.

Chez Chanel, une figure emblématique donne sa force à la pièce maîtresse de la collection de haute joaillerie « Signes & Symboles ». Baptisé « Imprimé Lion », le collier déploie une cascade de diamants blancs taille brillant et émeraude, tandis que la tête de lion a été sculptée en taille sur œuvre. A son sommet, un saphir octogonal de 20,66 carats impose sa présence.

Mais si la pierre inspire parfois toute une création, elle peut aussi en dicter le mouvement. Pour le collier Tipaza de Cartier, issu de la collection de haute joaillerie Le Chœur des Pierres, le processus de création a commencé avec deux diamants briolette de 7,36 carats, rejoints par un ensemble de boules de rubis à l'appairage unique. Cette rencontre a donné naissance à une chute précieuse, drapée de rouge et de blanc, dont les briolettes de diamant ponctuent l'extrémité.

La couleur, enfin, ouvre un autre champ d'expression. Repossi explore pour la première fois les tonalités vertes et bleues dans sa ligne Serti sur Vide, avec des tourmalines indigolites, des tourmalines vertes et des aigues-marines dont les dégradés évoquent les reflets minéraux de la colonne Vendôme. Chez Tasaki, les tourmalines Paraiba au bleu néon, associées aux diamants, composent la mosaïque luminescente d'un collier plastron et d'un bracelet manchette. Quant à Victoire de Castellane, chez Dior Joaillerie, elle choisit dans sa collection Diorissima de superposer de fines couches de pierres selon la technique du « doublet ». L'opale diffuse ainsi ses feux sur une chrysoprase, faisant naître des camaïeux qu'aucune gemme seule ne saurait produire. ✷

CARINE LŒILLET











1. Louis Vuitton. Collier Victory, collection de haute joaillerie Mythica.
2. Messika. Collier The Okavango Blue, collection de haute joaillerie Terres de Contrastes.
3. Tasaki. Bracelet de haute joaillerie Tourmalines Paraíba.
4. Chanel. Collier de haute joaillerie Imprimé Lion.
5. Tiffany & Co. Bague Nest, collection Blue Book 2026 : Hidden Garden.

LOUIS VUITTON - AMPM/MESSIKA - TASAKI - CHANEL - TIFFANY & CO.


MAISON
LEPAGE
1922
lepage.fr

Bestiaire

La faune n'en finit pas d'inspirer joailliers et créateurs, qui rivalisent d'inventivité pour en célébrer les formes.

1. Chanel. Boucles d'oreilles Lion Rayonnant. **2. Hermès.** Bracelet Galop Hermès. **3. Cartier.** Bracelet Faune et Flore. **4. Graff.** Broche haute joaillerie Butterfly. **5. Gigi Clozeau.** Pendentif Zodiaque, Capricorne. **6. Tiffany & Co.** Boucles d'oreilles Bird on a Rock Mini Bird. **7. Vhernier.** Broche Bruco. **8. Arthus Bertrand.** Médaille Teckel, collection Arthus Animalis. **9. Bulgari.** Collier Serpenti Viper. **10. Roberto Coin.** Bracelet Lion. **11. Semper Astra.** Pendentif Panther Charm.

1



2



3



4



5



6



7



8



9



10



11



CHANEL - HERMÈS - CARTIER - GRAFF - GIGI CLOZEAU - TIFFANY & CO. - VHERNIER - ARTHUSBERTRAND - BULGARI - ROBERTO COIN - SEMPERASTRA


Cadeau
de ma mère
Cadeau
de ma sœur
Cadeau
de Martin
Cadeau
du Père Noël
Un bijou
c'est toute
une histoire
Quelle sera la vôtre ?
LE COLLECTIF
DES BIJOUX
PRÉCIEUX
lesbijouxprecieux.com



Fleurs

Depuis deux générations, Pasquale Bruni crée des pièces de joaillerie à Valenza, en Italie. Eugénia Bruni, la fille du créateur, exprime son amour de la nature dans sa dernière collection de haute joaillerie, Giardini Segreti Couture. ✷

Cartouche



Fondée en 1922 au Havre, puis implantée à Rouen et Lille, la Maison Lepage cultive depuis cinq générations une joaillerie familiale, entre tradition et création contemporaine. Parallèlement à son activité de bijoutier multimarque, Lepage dévoile Orso, sa cinquième collection – 11 pièces en or jaune, blanc ou rose, parfois serties de diamants, déclinant un motif graphique : le cartouche. Ces bijoux aux volumes francs et épurés ont été imaginés pour une nouvelle génération de femmes en quête de pièces singulières, faciles à porter au quotidien tout en affirmant leur présence. ✷

Charms

Avec la ligne Ever Charming, Semper Astra narre l'histoire d'un collier malin, à porter seul ou accompagné de *charms* qui se veulent modulables, à accrocher au collier ou aux boucles d'oreilles de la collection. En or, l'ensemble se compose d'un anneau pavé de pierres précieuses sur ses deux faces et d'un fermoir cylindrique strié, porté sur le devant. L'idée : un bijou qui change au gré des envies – côté pile ou côté face, avec ou sans *charms* – et réinterprète à sa façon les colliers traditionnels antillais, dont les fermoirs se portaient comme un ornement. Chaque pièce étant fabriquée à la commande, pierres et nuances peuvent être choisies et personnalisées. Et parce qu'une histoire de *charms* ne s'arrête jamais vraiment, de nouveaux modèles continueront à éclore au fil du temps. ✷





Célébration vénitienne

A Venise, Roberto Coin a célébré en juin dernier trente ans de création avec sa nouvelle collection de haute joaillerie Meraviglia. Pour cet anniversaire, le joaillier a choisi de renouer avec ses origines vénitiennes en présentant ses pièces sur l'île de San Clemente, dans une exposition rétrospective retraçant trois décennies de travail, avant un dîner de gala suivi d'un feu d'artifice au mythique hôtel Excelsior, sur le Lido. Temps fort de cette célébration, Cobra, l'une des lignes emblématiques de la maison, accédait pour la première fois à la haute joaillerie. Née à la fin des années 1980, cette collection inspirée de la peau du reptile conjugue souplesse des structures articulées, or et pierres précieuses. La maison italienne remet également en lumière ses signatures, des bijoux en or tressé aux motifs floraux inspirés du palais des Doges, ainsi que des pièces uniques, serties de pierres précieuses exceptionnelles. ✷

PASQUALE BRUNI - MAISON LEPAGE - SEMPER ASTRA - ROBERTO COIN



Style

Fondée en 1992 à Vicenza par Chiara Carli et Marino Pesavento, la maison italienne Pesavento développe une joaillerie contemporaine où créativité et innovation technologique dialoguent avec savoir-faire traditionnel. Devenue une marque internationale en 2007, elle se distingue par ses volumes sculpturaux, ses textures et ses finitions. A l'instar de Pixel, collection née en 2009 ou de la ligne iconique Polvere di Sogni. En 2015, la ligne DNA Spring affirme son identité, récompensée à Las Vegas et à Munich. Pesavento renouvelle régulièrement ses signatures : en 2023, Polvere di Sogni se décline dans des couleurs inédites, tandis qu'en 2025, Pixel revient dans une nouvelle version. Cette même année est lancée Pesavento Luxury, une collection capsule célébrant l'opulence de la haute joaillerie. ✷

Montage

Avec son « serti perché », Leslie Paige signe l'identité de sa nouvelle collection Bezel : des pierres naturelles qui semblent flotter au-dessus de l'anneau, captant la lumière, sur des bagues façonnées à la main en or recyclé. ✷



PESAVENTO - LESLIE PAIGE - ILANTACHÉ PHOTOGRAPHY/DIAMOND COLLECTIVE - AUDEMARS PIGUET



Diamant naturel

Le Natural Diamond Council devient The Diamond Collective et se donne une nouvelle mission : raviver le désir pour les diamants naturels et soutenir leur croissance à long terme. Sous la direction de sa nouvelle directrice générale, Amber Pepper, l'organisation entend reconnecter la pierre à la culture contemporaine, restaurer la confiance des consommateurs et mobiliser l'ensemble de la filière. Sa stratégie repose sur trois axes : unir les acteurs autour d'objectifs communs, protéger les consommateurs par la transparence et une meilleure distinction entre diamants naturels et synthétiques, enfin inspirer par la créativité et de nouveaux récits. Un indice inédit, le Diamond Desire Index, mesurera l'évolution de la perception et de l'intention d'achat aux Etats-Unis, en Inde et en Chine. ✷



Signature

La manufacture horlogère Audemars Piguet dévoile une collection de bijoux Royal Oak Joaillerie, qui transpose les codes géométriques de son emblématique montre de 1972 dans des créations joaillières. Inspirées par les paysages de la vallée de Joux, les lignes Dream of Joux et Risoud Eclipse déclinent manchettes, colliers et boucles d'oreilles en or et titane, rehaussés de diamants, de saphirs ou d'émeraudes. Une série en Frosted Gold complète l'ensemble, jouant sur les contrastes entre métal martelé et surfaces polies. Maillons sculptés, alternance de textures et jeux de lumière prolongent les signatures esthétiques de la Royal Oak dans un langage joaillier contemporain. Deux pièces de haute joaillerie sont réalisées sur commande, en exemplaire unique. Cette collection s'inscrit dans une longue histoire où la joaillerie nourrit l'innovation technique et la liberté créative de la manufacture suisse. ✷



Collaboration

Illustrateur et décorateur français à l'esthétique singulière, Marin Montagut s'associe à la maison Arthus Bertrand pour une collection de médailles inspirées de Paris, des porte-bonheur et des petits objets chargés d'histoire. Cœur sur la main, tour Eiffel, trèfle à quatre feuilles ou roue du bonheur : autant de symboles chers à l'univers poétique du créateur, déclinés en or, argent et vermeil. Certaines pièces se personnalisent d'un mot, d'une lettre ou d'une date. Façonnés dans des métaux précieux 100 % recyclés, ces bijoux talismans conjuguent le savoir-faire artisanal de la maison Arthus Bertrand et une fantaisie contemporaine. Pensées pour accompagner le quotidien, ces créations racontent des histoires intimes et invitent à transmettre, de génération en génération, des souvenirs précieux. ✷

Dessins



Tiffany & Co. s'allie au musée des Arts décoratifs parisien dans l'objectif de numériser 5 000 documents d'archives et autant de dessins du joaillier français Jean Schlumberger, reconnu pour ses nombreuses collaborations avec la célèbre maison new-yorkaise. ✷



Pièce unique

Le designer franco-italien Matteo Mascheroni lance MM Joaillerie, une marque qui fait le pari d'un luxe personnel, où le bijou devient le dépositaire d'une émotion ou d'un souvenir. Inspirées par les paysages naturels, ses créations sculpturales – pièces uniques ou commandes sur mesure – sont façonnées à la main, dans des ateliers entre Paris et Milan. Au cœur de cette démarche, une broche en or jaune réinvente l'histoire d'un diamant familial de près de 6 carats. Transmise depuis plus de quatre générations, la pierre ancienne, retaillée en coussin Old Mine, retrouve son éclat singulier au centre d'un pavage de diamants Vivid Yellow. Conçue pour être également portée en pendentif sur une chaîne, cette pièce personnelle conjugue mémoire familiale, savoir-faire artisanal et création contemporaine. ✷

Atelier

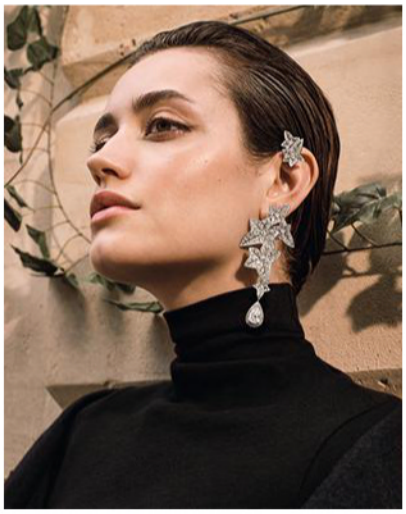
Pour ses 40 ans de création, Philippe Ferrandis a dévoilé au Salon Bijorhca une exposition immersive réunissant pièces d'archives, bijoux iconiques et objets rares. La scénographie reconstituait le bureau du créateur et l'atmosphère de son atelier parisien, révélant ses inspirations et son savoir-faire. ✷



ARTHUS BERTRAND - TIFFANY & CO. - MM JOAILLERIE - PHILIPPE FERRANDIS

Feuillages

Boucheron dévoile neuf créations Lierre de Paris imaginées par Claire Choisne, en or blanc et diamants. Bague double doigt, bagues à trois feuilles, pendentif, collier souple sans fermoir, boucles d'oreilles multiportées et broches composent cette ligne inspirée d'un motif cher à Frédéric Boucheron, présent dans les archives de la maison dès 1870. Les feuilles sculptées, ajourées au dos et entièrement serties, témoignent d'un travail minutieux. ✶



Boutons précieux

A Paris, Dune Chambaud fonde Autista, une maison de vestiaire haut de gamme qui fait du bouton sa signature joaillière. Sa pièce phare, la veste Club, conjugue tradition du sur-mesure, matières rares et finitions artisanales. Façonnés à la main en Forêt-Noire, les boutons se déclinent en or, argent, perles et motifs fluorescents, affirmation d'un luxe singulier. ✶





Expérimentation

Avec les Variations, Gemmyo ouvre un nouveau chapitre créatif. Sous l'impulsion de Pauline Laigneau, la marque réinvente ses modèles emblématiques au travers des volumes généreux, des associations de pierres inédites et des palettes inspirées des saisons, à l'instar du collier EverBloom et de ses 142 diamants de couleur. ✶

Délicatesse

La créatrice Gigi Clozeau enrichit ses collections de trois nouveautés : Black on Black, une chaîne en or rhodié noir au charme magnétique ; Clin d'œil, un talisman protecteur en or et diamants ; et Spark, une délicate création sertie de diamants, pensée pour capter la lumière. ✶



BOUCHERON - AUTISTA - GEMMYO - GIGI CLOZEAU

JEAN-NORBERT SALIT

« Un bijou ancien, c'est l'esprit d'une époque »

Rares, uniques, souvent signés, ils séduisent un public de plus en plus large, bien au-delà des collectionneurs avertis.



Figure du marché de la joaillerie, expert auprès de la maison de ventes aux enchères Tajan depuis quatorze ans, Jean-Norbert Salit explique le regain d'intérêt pour les objets vintages.

Les bijoux anciens semblent séduire un public de plus en plus large. Comment l'expliquer ?
Jean-Norbert Salit Depuis une décennie, le milieu de la joaillerie leur donne une place en tant qu'œuvres d'art, témoins d'une époque et d'un savoir-faire, en plus d'être des objets d'artisanat. Jusqu'aux années 1960, les modes évoluaient si vite que l'on peut dater un bijou à cinq ans près. Les acheteurs sont sensibles aussi à la dimension émotionnelle qui leur rappelle des pièces de famille ou un univers disparu.

En quoi sont-ils plus désirables que les bijoux neufs ?
Le sentiment de posséder une pièce unique est très fort, parce qu'elle a un supplément d'âme qui n'existe pas dans les créations contemporaines, à l'instar des bijoux de sentiment du XIXe siècle : des petits cœurs, des cadenas ou des bracelets acrostiches. Leur rareté joue aussi un rôle essentiel à une époque où tout tend à s'uniformiser.

Comment se mesure la valeur d'un bijou ancien ?
La signature reste le premier critère, suivie de la qualité des pierres et du travail d'exécution. Mais connaître sa provenance joue un rôle déterminant. Avec des photographies d'époque, des archives ou des attestations familiales, son histoire prend une tout autre dimension. Chez Tajan, on s'attache à conserver au mieux l'histoire des objets qui passent entre nos mains.

Peut-on encore découvrir un trésor dans une boîte à bijoux familiale ?
On peut trouver des pièces exceptionnelles : des colliers de perles naturelles, des colliers de citrines ou de topazes des années 1830-1840, assez rares. ✷

PROPOS RECUEILLIS PAR MARIE LETANG

L'EXPRESS

Société éditrice : Groupe L'Express. 112, avenue Kléber, 75116 Paris.
ISSN n° 0014-5270 **CPPAP** n° 0328 C 82839.
Directeur de la publication : Alain Weill
Directeur de la rédaction : Eric Chol

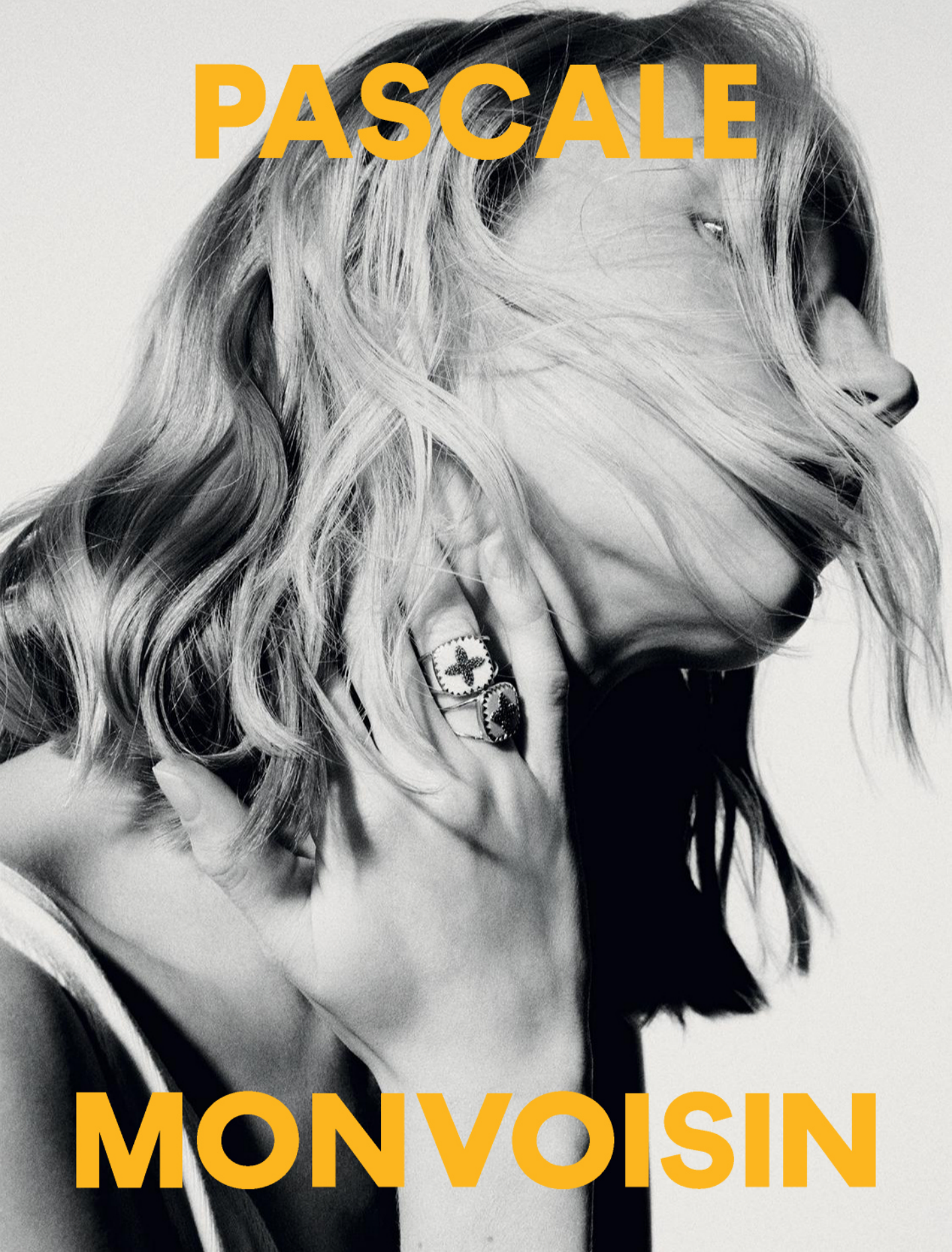
Imprimé en France : Maury imprimeur SA (45330 Malesherbes)
Supplément à L'Express n° 3932 du 12 novembre 2026.
Ne peut être vendu séparément.

Ce magazine est imprimé sur du papier PEFC, issu de forêts gérées durablement et des encres conformes à la norme « Blue Angel ».
Origine du papier : Finlande, Kirkniemi; taux de fibre recyclées : 0 % ; eutrophisation, PToT : 0,05 kg/tonne de papier.

PEFC 10-31-1282 / Certifié PEFC

LE TRI FACILE

COLL. PARTICULIÈRE


PASCALE
MONVOISIN



BUCCELLATI

MILANO DAL 1919

239 Rue Saint-Honoré, 75001 Paris
Galeries Lafayette - 40 Boulevard Haussmann, 75009 Paris

Macri Collection